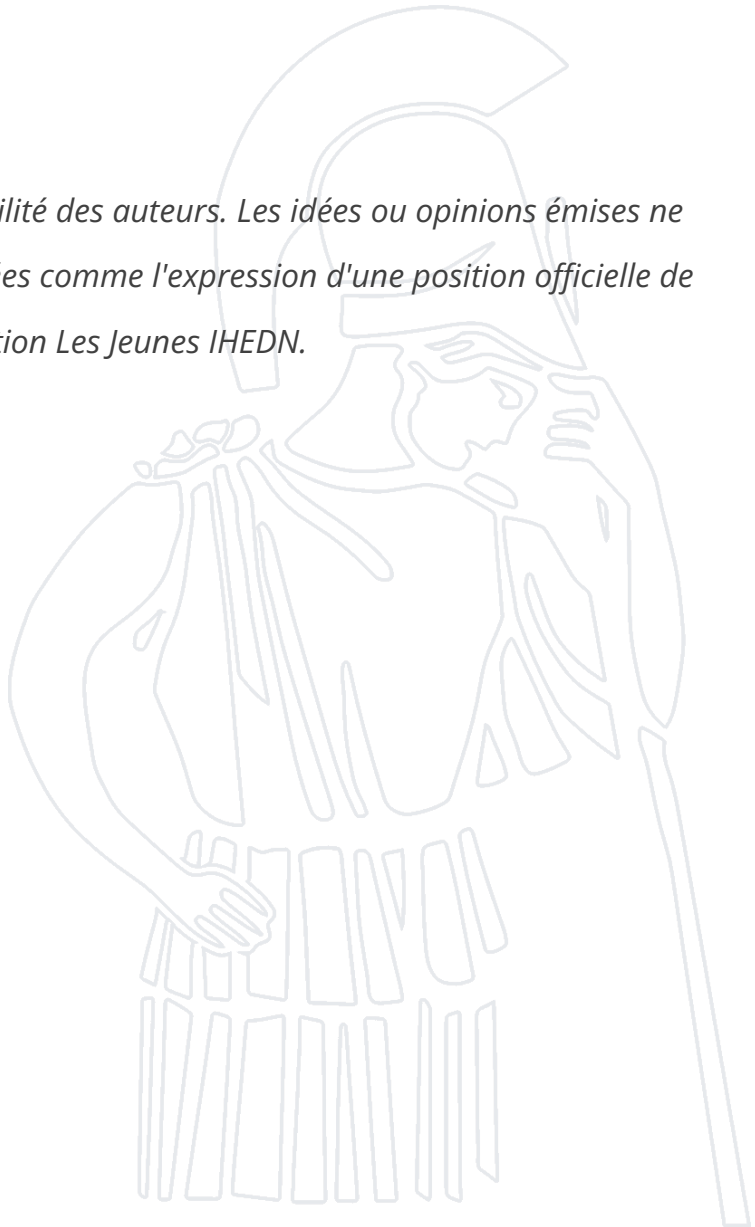
LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE-PACIFIQUE N°23

LE FUTUR DES ALLIANCES EN ASIE

Comité Asie Pacifique

LES JEUNES IHEDN

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



AVANT-PROPOS

Les Jeunes IHEDN

Depuis 1996, l'association des Jeunes IHEDN encourage l'engagement des étudiants et des jeunes professionnels autour des questions de défense et de sécurité. Forte de plus de 2 800 membres, la communauté des Jeunes IHEDN constitue un réservoir de réflexions sur des thématiques diverses (citoyenneté, souveraineté, relations internationales). Chaque année, l'association organise également une centaine de conférences, d'ateliers et de visites avec des fonctionnaires, des militaires et des salariés du secteur privé permettant d'enrichir le parcours de chacun et de fédérer une communauté engagée.

Le Comité Asie-Pacifique

Porté par des membres attachés à la compréhension de l'Asie, ce comité d'études a vu le jour en 2011 avant d'être élargi à l'espace océanique pour devenir le Comité Asie-Pacifique en 2023. La prise en considération croissante de cette zone hautement exposée à la conflictualité ne saurait effacer les dynamiques historiques anciennes qui traversent des sociétés marquées par une grande diversité de populations, de systèmes politiques, de territoires... Ce comité a donc pour vocation de mieux comprendre la complexité des enjeux internationaux en Asie-Pacifique en encourageant la réflexion collective.

Marine Vileo | Chargée publication du Comité Asie-Pacifique

Donatien Géry | Relecteur du comité

Vadim Charpenet | Relecteur du comité

Chloé Boud | Relecteur du comité

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS ***3***

SOMMAIRE ***4***

INTRODUCTION ***5***

LA RECOMPOSITION DES ALLIANCES TRADITIONNELLES ***9***

Une « OTAN asiatique » ? À la recherche d'une architecture de sécurité régionale 10

La Russie et la Corée du Nord : mariage d'amour ou alliance de façade ? 25

« Quitter l'Occident pour rejoindre l'Asie » : le dilemme insoluble du Japon 39

Le rôle pivot de l'Australie dans la sécurité en Indo-Pacifique 50

LE RÔLE (DÉ)STABILISATEUR DES ÉTATS-UNIS ***64***

QUAD et l'AUKUS : Alliances complémentaires ou chemins divergents ? 65

Le « rêve chinois » de Xi Jinping face à Taïwan, à l'ombre de l'administration Trump : une réunification inéluctable ? 77

Une politique américaine à double vitesse en Asie du Nord 91

Contours et controverses des bases militaires en Indo-Pacifique 106

LA CHINE AU CENTRE DU JEU GÉOPOLITIQUE ***116***

La Chine, statu quo ou puissance révisionniste 117

L'état des relations entre la Chine et la Corée du Nord 130

L'évolution des alliances de cybersécurité en Asie du Sud-Est en réponse à la Chine 140

LE DÉFI DU REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE ***153***

Le dilemme indien: entre autonomie stratégique et sécurité collective 154

La Mongolie à la croisée des puissances en quête d'indépendance 167

La France en Indo-Pacifique : une stratégie à la hauteur de ses ambitions ? 180

RECENSION D'OUVRAGE **193**

INTRODUCTION

Par Marine Vileo

Le futur des alliances en Asie est bien incertain. D'une part, les alliances bilatérales conclues par les États-Unis avec les États asiatiques (Japon, Corée du Sud, Philippines, Australie et Nouvelle-Zélande) semblent progressivement tomber en désuétude, du moins dans leur format initial. Les garanties de sécurité et les avantages économiques promis par les États-Unis à ses alliés pendant la Guerre froide, dans le but d'empêcher leur rapprochement du bloc communiste, sont profondément remis en cause par l'approche transactionnelle du président Donald Trump. Bien que l'Asie demeure le théâtre prioritaire de la politique étrangère américaine, ce dernier souhaiterait un rééquilibrage des traités signés après la Seconde Guerre mondiale afin d'alléger à l'*hegemon* le coût de la défense de ses alliés. D'autre part, la montée en puissance de la Chine sur la scène internationale, planifiée par le président chinois Xi Jinping dans la perspective d'une renaissance nationale à l'horizon 2049, s'accompagne d'un activisme régional de mieux en mieux identifié. La Chine continue de revendiquer publiquement qu'elle n'a aucun allié (omettant une alliance formelle avec la Corée du Nord) mais les ramifications de sa présence continentale et maritime ne cessent de se densifier avec la progression des nouvelles routes de la soie et la multiplication d'initiatives multilatérales ; sans mentionner l'importance de son rôle économique en tant que premier partenaire commercial de nombreux États asiatiques. Ainsi, l'incertitude qui entoure l'avenir des alliances en Asie apparait intrinsèquement liée au passage d'un système hérité de la Guerre froide, dominé par les États-Unis, et en perte de vitesse à un système multipolaire, défendu par la Chine, et de plus en plus attractif.

Indissociable de la compétition entre les États-Unis et la Chine, l'avenir des alliances en Asie sera également déterminé par les aspirations des États asiatiques dont le développement économique et le poids démographique leur confèrent désormais une voix plus crédible et plus écoutée sur la scène internationale. Contre l'idée selon laquelle l'écrasement de ces États serait inéluctable sous l'effet des rivalités sino-américaines, la diversité des stratégies diplomatiques montre au contraire une certaine habilité à tirer profit de la situation en cherchant à maximiser les gains d'un côté … et de l'autre. De manière plus générale, une majorité d'entre eux expriment le désir de coopérer sur la base de principes plus respectueux de leur indépendance (respect de la souveraineté, inviolabilité des frontières, non-ingérence dans les affaires intérieures, etc.) en opposition aux structures traditionnelles, fortement institutionnalisées, perçues comme rigides et contraignantes. Non sans affinité avec l'esprit du mouvement des non-alignés, né à la conférence de Bandung en Indonésie (1955), les États asiatiques dans la pluralité de leurs aspirations ont bien intégré la nécessité d'affronter collectivement les défis que constituent la sécurité mondiale, la lutte contre le changement climatique, la préservation de la santé globale… C'est pourquoi les alliances, associations formelles ou informelles d'États s'accordant sur l'emploi de la force face à des menaces extérieures, semblent davantage en voie de recomposition qu'en voie de disparition en Asie.

Cette 23e édition des Cahiers du Comité Asie propose alors d'étudier ces reconfigurations à la lumière de 15 contributions rédigées dans une approche pluridisciplinaire mêlant histoire, droit et sociologie des relations internationales. Une première partie est consacrée aux nouvelles dynamiques des alliances traditionnelles avec l'émergence d'un débat autour d'un « OTAN asiatique » éclairé par Laurianne Robert ; le renforcement de la coopération militaire entre la Russie

et la Corée du Nord interrogé par Macha Toustou ; la réflexion du Japon sur la fiabilité de la protection américaine présentée par Kaori Vestieu ; ou encore la stratégie multilatérale de l'Australie pour faire face à la menace chinoise décrite par Baptiste Fromageot. Une seconde partie est dédiée au rôle ambivalent des États-Unis en Asie, à la fois stabilisateur et déstabilisateur, au prisme de l'engagement américain au sein de l'AUKUS et du QUAD, analysé par Lucie Denis ; de la vulnérabilité de Taïwan face à la volatilité de la défense américaine, mise en évidence par Alice Weber et Chloé Frouget ; aux contradictions portées par la politique américaine en Asie du Nord, décryptée par Lisa Mangiullo ; et à la présence controversée de bases militaires en Indo-Pacifique, identifiée par Donatien Géry. Une troisième partie s'intéresse à la place incontournable de la Chine en Asie, sa sphère d'influence naturelle, avec l'ouverture d'un questionnement fondamental sur son statut de puissance initiée par Lucie Denis et Léna Fargier ; une mise en perspective des relations ambiguës entre la Chine et la Corée du Nord par Élodie de La Vaissière ; et une étude sur le cadre de coopération déployé par les États d'Asie du Sud Est pour se protéger des cyberattaques chinoises rédigée par Léa Violleau et Antoine Amigou. Une quatrième partie porte enfin sur le défi du repositionnement stratégique qui s'impose dans un contexte de tensions accrues notamment en Inde, partagée entre le choix de l'autonomie et celui de la sécurité collective sur lequel revient Achille Blasco ; en Mongolie bordée par la Chine et la Russie mais en quête d'indépendance comme le montre Dorian Dimier ; et en France qui cherche à préserver ses intérêts tout en tentant d'établir un dialogue régional constructif comme le présente Lucie Denis. En soulignant également la revue d'ouvrage de Christophe K. portant sur la problématique de la gestion de risques pour les entreprises privées implantées en Asie, nous remercions l'ensemble des auteurs et des autrices du Comité Asie Pacifique pour leurs contributions riches et

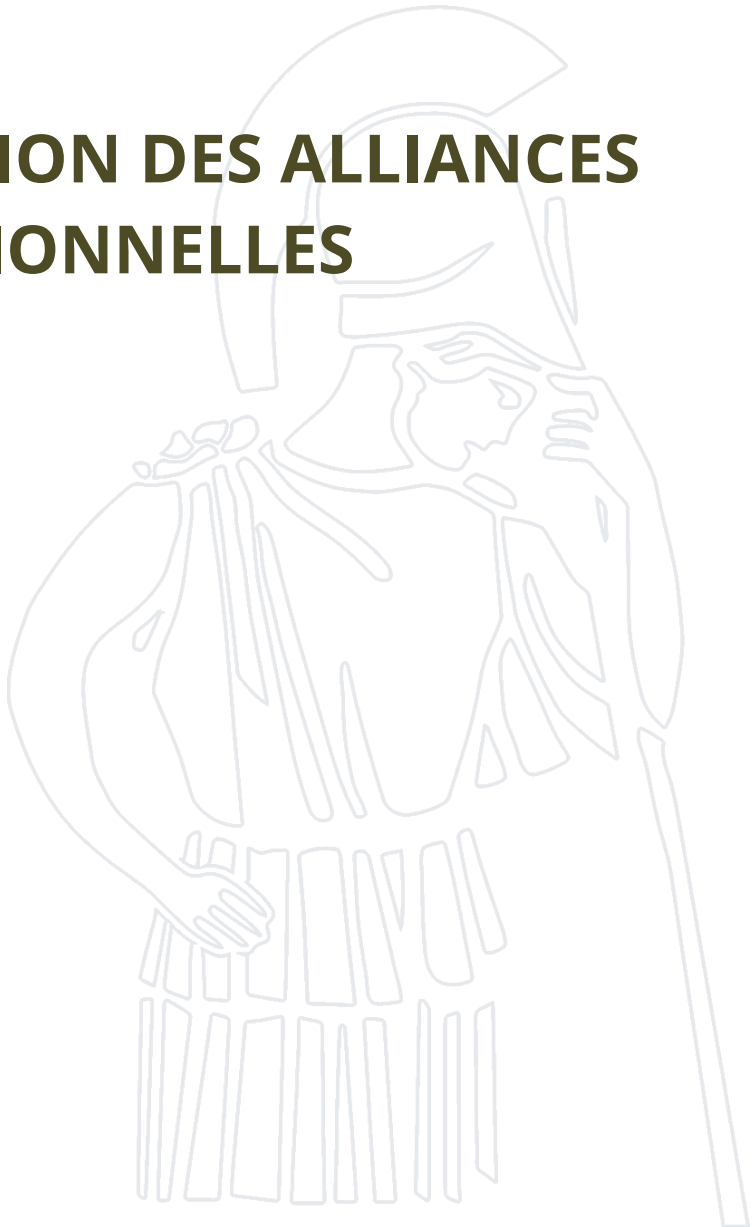
sérieuses qui permettent d'appréhender l'actualité internationale avec plus de profondeur.

Bonne lecture !

À PROPOS DE L'AUTRICE

Marine Vileo est étudiante à Sciences Po Paris, responsable du pôle publication du Comité Asie Pacifique et membre active de l'association depuis sa participation au 134ème Cycle-Jeunes en 2023.

LA RECOMPOSITION DES ALLIANCES TRADITIONNELLES



Une « OTAN asiatique » ? À la recherche d'une architecture de sécurité régionale

Par Laurianne Robert

Le 1er octobre dernier, Shigeru Ishiba était investi Premier ministre du Japon, à l'issue d'une campagne dominée par un même mot d'ordre : l'urgence de créer un mécanisme de sécurité collective en Asie. Dans un essai publié en septembre par le Hudson Institute, M. Ishiba avait provoqué d'intenses débats en proposant la création d'une « *version asiatique de l'OTAN* [Organisation du traité de l'Atlantique nord]*, qui doit assurer la dissuasion face à l'alliance nucléaire de la Chine, de la Russie et de la Corée du Nord* »[1]. À la différence des pays de la zone euro-atlantique, liés depuis 1949 par un traité de défense mutuelle, l'Asie-Pacifique ne dispose pas de système de défense institutionnalisé, la région s'étant historiquement organisée autour d'un modèle d'alliances bilatérales avec les États-Unis d'Amérique (*hub and spokes system*). Et au Premier ministre Ishiba de rappeler qu'en « *l'absence d'un système comparable à l'OTAN en Asie, en cas de guerre, il n'existe aucune obligation de défense mutuelle* »[2]. Si la posture japonaise reflète la crainte que l'exemple ukrainien se répète à Taïwan, les discussions sur une approche plus multilatérale de la sécurité en Asie précèdent de loin l'année 2022. Dès le début des années 1950, les États-Unis proposaient un « *pacte du Pacifique* » en miroir à l'OTAN, une idée alors rejetée par les pays de la région qui craignaient notamment un

[1] MESMER, Philippe. « Le projet d'OTAN asiatique du prochain premier ministre japonais Shigeru Ishiba pourrait exacerber les tensions entre le Japon et la Chine ». *Le Monde* [en ligne], 28 septembre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[2] PONS, Philippe. « Le nouveau premier ministre japonais souhaite une « OTAN asiatique » ». *Le Monde* [en ligne], 2 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].

réarmement du Japon[3]. Avec la fin de la guerre froide et la montée en agressivité de la Chine, l'idée d'une coalition des démocraties asiatiques est remise sur la table et conduit Pékin à dénoncer violemment une instrumentalisation par les États-Unis de leurs alliances dans la région pour dresser contre la Chine une « *mini-OTAN* »[4]. Les initiatives pour une plus forte intégration stratégique régionale périclitent alors sous l'effet des menaces chinoises. Depuis février 2022, le soutien de la Chine à la guerre menée par la Russie, la montée des tensions dans le détroit de Taïwan et l'envoi de soldats nord-coréens sur le front ukrainien ont modifié la perception régionale des menaces[5]. Et du côté américain, ceux qui considèrent la Chine comme le vrai défi de long terme argumentent en faveur d'un désengagement du continent européen et d'un recentrage des priorités de l'OTAN vers l'Asie. La formule très médiatisée d'une « *OTAN asiatique* » amène surtout à interroger les pistes d'établissement d'une véritable architecture régionale de défense en Asie, qui soulèvent plusieurs questions essentielles : l'OTAN est-elle amenée à se désengager de l'Europe et se tourner vers l'Est ? Peut-on envisager l'organisation des alliances existantes en un système de défense collective ? Et quel avenir pour la coopération trilatérale entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, pierre angulaire de la sécurité en Asie-Pacifique ?

L'OTAN se tourne-t-elle vers l'Est ?

Alors que les évolutions historiques de l'OTAN ont largement été façonnées par les choix des États-Unis, le contexte de « *pivot* » américain vers l'Asie pose la double question de l'engagement étatsunien en Europe et du rôle que l'OTAN pourrait jouer face à la Chine. Une perspective dénoncée par l'ambassade de Chine en

[3] DOBBS, Charles M. « The Pact That Never Was: The Pacific Pact of 1949 ». *Journal of Northeast Asian Studies*, 1984, vol. 3, n°4, p. 29–42.
[4] PAJON, Céline. « Le réarmement contrôlé du Japon ». *Politique étrangère*, 10 avril 2011, n°1, p. 129-141.
[5] « Will it be Ukraine today, Taiwan tomorrow ? ». *The Economist* [en ligne], 17 février 2025 [consulté le 11 mars 2025].

France, qui estime que l'OTAN « *étend ses tentacules jusqu'en Asie-Pacifique* »[6]. À l'heure où la guerre est revenue aux frontières européennes, l'OTAN se tourne-t-elle vraiment vers l'Est ?

L'OTAN et ses « partenaires de l'Indo-Pacifique »

La prise en compte par l'OTAN de la puissance chinoise est portée à partir de 2019 par les États-Unis, pour lesquels il s'agit d'intégrer l'OTAN à un réseau de partenariats globaux, dans le contexte d'une compétition stratégique qui s'est déplacée hors du cadre transatlantique. Mais l'Union européenne (UE), refroidie par la guerre commerciale tous azimuts menés par Donald Trump et ses attaques véhémentes sur le thème du partage du fardeau, résiste encore à la définition d'une politique chinoise commune[7]. La déclaration de Londres en 2019 se contente alors de présenter la Chine comme offrant « *des opportunités et des défis* »[8], et les efforts de Joe Biden pour coordonner une approche transatlantique sont refroidis par la signature de l'accord UE-Chine sur les investissements fin 2020. Poussé par l'Allemagne, l'accord traduit le désir des pays européens de poursuivre une « *troisième voie* » en marge de la compétition sino-américaine[9]. Mais l'accord est bloqué par le Parlement européen, qui dénonce la politique chinoise à Hong Kong et au Xinjiang, et le président Biden, en déplacement en Europe en juin 2021, réussit finalement à faire valoir l'intérêt d'une approche concertée face à la Chine, tant pour l'ordre international libéral que pour la sécurité des pays de l'OTAN[10]. L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 rebat les cartes du jeu, et le sommet de Madrid, en juin de la même année, fait de la Russie *« la menace la plus*

[6] « Le piège otanien de l'"Élargissement vers l'Orient" ». Ambassade de la République Populaire de Chine en République Française [en ligne], 13 juillet 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[7] PÉRON-DOISE, Marianne. « Les relations entre l'OTAN et la Chine : de l'opportunité au "défi systémique" ». *Questions internationales*, 2022, vol. 1, n°111, p. 84-85.
[8] « Déclaration de Londres ». NATO [en ligne], 4 décembre 2019 [consulté le 11 mars 2025].
[9] PUGLIESE, Giulio. « L'Union européenne et l'Indo-Pacifique : la disparition de la "troisième voie" ? ». *Hérodote*, 2023, vol. 2, n°189, p. 71-89.
[10] HAROCHE, Pierre, et Martin QUENCEZ. « L'OTAN face à la Chine. Réponses et adaptations. » Note de recherche conjointe de l'IRSEM, février 2022.

importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés »[11]. Mais la Chine n'est pas oubliée pour autant : pour la première fois, le concept stratégique mentionne l'importance de la région Indo-Pacifique ainsi que « *les défis systémiques posés par la République populaire de Chine à la sécurité euro-atlantique* »[12]. Pour la première fois également, les dirigeants du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sont invités à participer au sommet. Ces quatre pays bénéficiaient déjà du statut de « *partenaires de l'Asie-Pacifique* » de l'OTAN ou « *AP4* »[13], et à la différence de nombreux pays asiatiques — notamment de l'Inde —, ils condamnent fermement l'agression russe et débloquent diverses aides pour l'Ukraine[14]. Au lendemain de l'invasion russe, le Premier ministre japonais Fumio Kishida avertit que « *demain, l'Extrême-Orient pourrait être l'Ukraine d'aujourd'hui* »[15], et le Japon envoie des navires de guerre s'entraîner avec des bâtiments de l'OTAN en mer Méditerranée. Au printemps 2023, des discussions émergent même quant à l'ouverture d'un bureau de liaison otanien à Tokyo[16].

Évolution politique, et non réalité opérationnelle

Pour autant, cette prise en compte de la menace chinoise n'a pas conduit (pour l'instant) à un retrait américain d'Europe, et l'administration Biden s'est refusée à faire de sa politique étrangère un jeu à somme nulle[17]. D'autant que les États membres de l'OTAN sont nombreux à critiquer un élargissement des missions de l'Alliance loin de son pré carré historique. En juin 2022, un diplomate européen glissait aux *Echos* que « *l'organisation n'a ni la vocation, ni les moyens de venir*

[11] TERTRAIS, Bruno. « Retour vers le futur ? L'OTAN après Madrid ». Note de la FRS, n°26, 6 juillet 2022.
[12] « Relations avec les partenaires de la région Indo-Pacifique ». NATO [en ligne], 28 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[13] « Relations avec les partenaires dans le monde ». NATO [en ligne], 3 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[14] ROUSSEAU, Yann. « Les démocraties d'Asie-Pacifique tentent de mobiliser l'Otan sur la menace chinoise ». *Les Échos* [en ligne], 28 juin 2022 [consulté le 11 mars 2025].
[15] PHILIP, Bruno. « Le Japon, poussé à la remilitarisation par les tensions en Extrême-Orient, s'éloigne de son idéal pacifiste ». *Le Monde* [en ligne], 26 mai 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[16] Ifri. *L'OTAN se tourne-t-elle vers l'Est ? L'OTAN et la coopération avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique* [séminaire en ligne]. 20 novembre 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[17] HAROCHE, Pierre, et Martin QUENCEZ. « L'OTAN face à la Chine. Réponses et adaptations. » Note de recherche conjointe de l'IRSEM, février 2022.

s'impliquer dans l'Indo-Pacifique »[18], et le président Emmanuel Macron commentait déjà en 2021, quelques jours avant le sommet de Bruxelles : « *la Chine ne fait pas partie de la géographie atlantique, ou alors ma carte a un problème* »[19]. Le président français s'était d'ailleurs publiquement opposé à l'ouverture d'un bureau de l'OTAN à Tokyo, une initiative qui n'a toujours pas abouti. Nombre d'alliés sont attentifs à ce qu'une coordination plus poussée de l'OTAN avec les AP4 ne conduise pas à des engagements opérationnels dans la région que les Européens seraient bien en peine de soutenir[20]. La majorité d'entre eux serait également très hostile politiquement à une implication militaire dans la région *via* l'OTAN : notamment la France et l'Allemagne, partisans d'une ligne plus pragmatique avec la Chine, ainsi que les pays d'Europe centrale et orientale, préoccupés avant tout par la Russie[21]. Plutôt qu'une redéfinition géographique des priorités de l'Alliance, il s'agit donc davantage de faire de l'OTAN un cadre politique permettant d'établir une compréhension commune et une réponse coordonnée entre alliés face à la politique entreprise par Xi Jinping. Dès 2019, le secrétaire général de l'OTAN affirmait qu'il « *ne s'agit pas pour l'OTAN d'aller vers le Pacifique, mais il s'agit de répondre au fait que la Chine vient vers nous* »[22]. Depuis, la diplomatie otanienne n'a cessé de répéter que la question chinoise n'avait pas vocation à remplacer les autres défis de sécurité au sein de l'Alliance, que l'OTAN ne visait à étendre ni ses frontières géographiques ni sa défense collective, et qu'elle ne changerait pas son mandat historique, ni ne chercherait à engager une présence militaire en Indo-

[18] ROUSSEAU, Yann. « Les démocraties d'Asie-Pacifique tentent de mobiliser l'Otan sur la menace chinoise ». *Les Échos* [en ligne], 28 juin 2022 [consulté le 11 mars 2025].
[19] HAROCHE, Pierre, et Martin QUENCEZ. « L'OTAN face à la Chine. Réponses et adaptations. » Note de recherche conjointe de l'IRSEM, février 2022.
[20] Ifri. *L'OTAN se tourne-t-elle vers l'Est ? L'OTAN et la coopération avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique* [séminaire en ligne]. 20 novembre 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[21] HAROCHE, Pierre, et Martin QUENCEZ. « L'OTAN face à la Chine. Réponses et adaptations. » Note de recherche conjointe de l'IRSEM, février 2022.
[22] MAIR, John, et Colin PACKHAM. « NATO needs to address China's rise, says Stoltenberg ». *Reuters* [en ligne], 7 août 2019 [consulté le 11 mars 2025].

Pacifique[23]. Face aux craintes d'une compétition institutionnelle avec l'UE[24], l'OTAN rappelle également que les niveaux nationaux, européens et bilatéraux resteront les échelons privilégiés de mise en œuvre des réponses politiques aux défis identifiés par les alliés atlantiques.

Vers une communauté de défense régionale ?

L'importance de la Chine dans les discussions otaniennes, si elle est à relativiser, traduit une plus grande synergie entre acteurs atlantiques et asiatiques, et l'administration Biden a été prompte à revitaliser son tissu d'alliances stratégiques dans la région, d'ailleurs préférées à une mobilisation de l'OTAN. Le soutien chinois à la guerre en Ukraine a mené à un durcissement inédit des positions de Tokyo et Séoul à l'égard de la Chine[25], amenant même le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, lors de sa campagne, à évoquer la création d'une alliance régionale de sécurité collective[26]. Doit-on voir dans ces tentatives de multilatéralisation des accords bilatéraux les prémices d'une communauté de défense similaire à l'Alliance atlantique ?

Shigeru Ishiba et son projet d' « OTAN asiatique »

La vision stratégique de Shigeru Ishiba s'inscrit dans la continuité des réformes portées depuis la fin des années 2000 par ses prédécesseurs Shinzo Abe et Fumio Kishida, qui visent à « *normaliser* »[27] la posture de défense du Japon, dont la Constitution pacifiste, élaborée sous occupation américaine, lui interdit toujours

[23] Ifri. *L'OTAN se tourne-t-elle vers l'Est ? L'OTAN et la coopération avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique* [séminaire en ligne]. 20 novembre 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[24] HAROCHE, Pierre, et Martin QUENCEZ. « L'OTAN face à la Chine. Réponses et adaptations. » Note de recherche conjointe de l'IRSEM, février 2022.
[25] GROSSER, Pierre. « Guerre d'Ukraine : un modèle coréen ? ». *Politique étrangère*, 2022, n°3 Automne, p. 11-23.
[26] PONS, Philippe. « Le nouveau premier ministre japonais souhaite une « OTAN asiatique » ». *Le Monde* [en ligne], 2 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[27] OROS, Andrew. *Normalizing Japan: Politics, Identity, and the Evolution of Security Practice*. Stanford University Press, 2008. 304p.

de maintenir des forces armées régulières. Ce faisant, les dirigeants japonais successifs ont contribué à faire du Japon la pierre angulaire d'un réseau régional de partenariats stratégiques. Tout en restant dans le giron américain, le Japon diversifie ses partenariats de défense dès 2007 avec l'Australie et 2008 avec l'Inde[28]. Aujourd'hui, le Japon est engagé dans une trentaine de coopérations de défense[29], dont certaines évoluent vers une forme trilatérale aux côtés des États-Unis, avec l'Australie, l'Inde, les Philippines et la Corée du Sud. Quant aux normes légales et politiques qui visent, depuis 1945, à restreindre la capacité de défense du Japon, elles sont progressivement assouplies[30]. Shinzo Abe engage un tournant stratégique en 2015 en promouvant un « *droit à l'autodéfense collective* » qui autoriserait le Japon à participer à une opération régionale de légitime défense[31]. Quant à lui, Fumio Kishida annonce un doublement du budget de la défense pour atteindre 2 % du produit intérieur brut en 2027, ainsi que l'acquisition de capacités de contre-attaque inédites[32]. Alors candidat à la tête du gouvernement, Shigeru Ishiba franchit un nouveau cap en septembre dernier, en présentant sa vision pour un traité de défense mutuelle en Asie similaire à l'OTAN, qu'il estime nécessaire face à l'échec du système de sécurité collective des Nations unies[33]. Dans un contexte de dégradation de l'environnement sécuritaire — tirs de missiles nord-coréens, intrusions russes et chinoises dans l'espace aérien et maritime japonais[34] —, M. Ishiba craint que la dissuasion élargie des États-Unis ne suffise plus à assurer la sécurité de la région, et propose d'intégrer horizontalement et

[28] PAJON, Céline. « Le réarmement contrôlé du Japon ». *Politique étrangère*, 10 avril 2011, n°1, p. 129-141.
[29] PAJON, Céline. « La diversification des partenariats de sécurité du Japon : des coopérations légitimes et efficaces ? ». *Les Champs de Mars*, 2019, n°32, p. 77-101.
[30] « America's Asian allies are trying to Trump-proof their policies ». *The Economist* [en ligne], 9 avril 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[31] PHILIP, Bruno. « Le Japon, poussé à la remilitarisation par les tensions en Extrême-Orient, s'éloigne de son idéal pacifiste ». *Le Monde* [en ligne], 26 mai 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[32] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[33] PAJON, Céline. « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024.
[34] PONS, Philippe. « Le nouveau premier ministre japonais souhaite une « OTAN asiatique » ». *Le Monde* [en ligne], 2 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].

verticalement les cadres de sécurité existants autour du socle de l'alliance avec les États-Unis, avec des partenaires comme la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines, l'Inde, le Canada, la France et le Royaume-Uni[35]. Il prône également une approche apaisée des questions mémorielles, condition *sine qua non* d'un approfondissement de la coopération de sécurité avec ses voisins, en premier lieu la Corée du Sud[36].

L'échec des tentatives de multilatéralisation

La proposition d'une version asiatique de l'OTAN fait vite l'objet de vives critiques pointant son caractère irréaliste. L'idée est rapidement rejetée par l'administration américaine qui la qualifie de « *fantaisiste* »[37], ainsi que par l'Inde[38] et plusieurs pays d'Asie du Sud-Est[39]. Face aux controverses, les ministres japonais de la diplomatie et de la défense temporisent et parlent d'une « *idée pour l'avenir* »[40]. Si l'idée a provoqué tant de débats, c'est que la diversité des acteurs et des intérêts dans la région rend difficile une perception commune des menaces, et on constate un manque d'appétence chez de nombreux pays asiatiques pour ce type de mécanisme formel. Une intervention militaire pour protéger Taïwan ne fait l'objet d'un consensus parmi ses voisins alliés des États-Unis[41], et les États de l'ASEAN, quant à eux, veulent continuer à profiter de leurs relations économiques avec la Chine, qui reste leur principal partenaire commercial[42]. Quant à la suggestion de

[35] PAJON, Céline. « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024.
[36] PONS, Philippe. « Le nouveau premier ministre japonais souhaite une « OTAN asiatique » ». *Le Monde* [en ligne], 2 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[37] MORIYASU, Ken. « Asian NATO proposal by Japan's Ishiba seen as 'fantasy' in U.S. ». *Nikkei Asia* [en ligne], 17 septembre 2024 [consulté le 11 mars 2025]..
[38] « India rejects Japan's call for 'Asian Nato', despite growing tensions with China ». *South China Morning Post* [en ligne], 2 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[39] « Commentary: No one wants an Asian NATO, except Japan's new PM Ishiba ». *CNA* [en ligne], 3 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].; « No to Asia's NATO ». *The Jakarta Post* [en ligne], 5 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[40] BENOZA, Kathleen. « Japan's new top diplomat calls 'Asian NATO' an idea for the future ». *The Japan Times* [en ligne], 3 octobre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[41] PAJON, Céline. « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024.
[42] ALLES, Delphine, et al. « Chapitre 4. Depuis 1991 : une recomposition à l'œuvre ». *Relations internationales - 2e éd*. Armand Colin, 2023. p. 93-118.

M. Ishiba d'un « *partage nucléaire* » (*nuclear sharing*) avec un déploiement d'armes nucléaires américaines dans la zone, elle supposerait un coût politique que la plupart des pays concernés ne sont pas prêts — ni disposés — à assumer[43]. Pour le Japon, cela supposerait par ailleurs une révision des principes constitutionnels interdisant l'entrée d'armes nucléaires sur le territoire, à laquelle l'opinion publique demeure fortement défavorable. Loin d'une alliance constituée, l'ensemble Indo-Pacifique apparaît donc comme un emboîtement d'intérêts tantôt convergents, tantôt divergents, notamment dans la gestion des relations bilatérales avec la Chine[44]. Déjà en 2007, le dialogue quadrilatéral dit « *QUAD* » réunissant les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde avait périclité sous l'effet des critiques chinoises d'une coalition dirigée à son encontre[45]. L'initiative renaît en novembre 2017, mais reste confronté à des divergences bien réelles, tant liées à un « *China Gap* » dans leur dépendance économique et leur vulnérabilité stratégique vis-à-vis de la Chine, qu'à des visions différentes de l'ordre international, notamment du côté de l'Inde qui préfèrerait à l'hégémonie américaine un système multipolaire[46]. Quant aux rumeurs d'une adhésion formelle du Japon à ce que Pékin appelle le « *gang* » de l'AUKUS, qui réunit les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie[47], elle semble peu probable à court terme — en avril 2024, le Premier ministre australien Anthony Albanese s'était d'ailleurs empressé de préciser qu'aucun élargissement du pacte n'était prévu[48].

[43] PAJON, Céline. « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024.
[44] GARCIN, Thierry. « "Sud global", BRICS+ : deux notions vraiment géopolitiques ? ». *Les Analyses de Population & Avenir*, 2024, vol. 5, n°52, p. 2-31.
[45] PAJON, Céline. « La coopération maritime nippo-indienne : réinvestir l'Asie par la mer ». *Politique étrangère*, 2009, n°3 Automne, p. 637-648.
[46] PAJON, Céline. « La diversification des partenariats de sécurité du Japon : des coopérations légitimes et efficaces ? ». *Les Champs de Mars*, 2019, n°32, p. 77-101.
[47] GROSSER, Pierre. « Guerre d'Ukraine : un modèle coréen ? ». *Politique étrangère*, 2022, n°3 Automne, p. 11-23.
[48] « America's Asian allies are trying to Trump-proof their policies ». *The Economist* [en ligne], 9 avril 2024 [consulté le 11 mars 2025].

Le triangle États-Unis - Japon - Corée, socle (fragile) de la sécurité asiatique

Si les tentatives de multilatéralisation semblent échouer, on pourrait considérer que les mêmes objectifs pourraient être atteints par un renforcement des coopérations trilatérales existantes. Avant l'objectif ambitieux d'une OTAN asiatique, le Premier ministre Shigeru Ishiba proposait d'ailleurs une première intégration des alliances américano-japonaise et américano-sud-coréenne. Mais le retour de Donald Trump à la tête des États-Unis est perçu avec appréhension à Tokyo et à Séoul, qui s'interrogent sur l'avenir de l'axe trilatéral[49].

Le Japon et la Corée du Sud, les alliés indispensables

Les mandats de Fumio Kishida et du président sud-coréen Yoon Suk-Yeol voient un alignement sans précédent de la Corée et du Japon sur la ligne américaine. La relation américano-japonaise sort déjà renforcée du premier mandat de Donald Trump, grâce à l'activisme diplomatique de Shinzo Abe qui parvient à nouer une relation de confiance avec le président américain[50]. Devançant habilement l'approche transactionnelle du président Trump sur le thème du partage du fardeau, Shinzo Abe a su mettre en avant les efforts de normalisation de la posture de défense du Japon, notamment la relance des dépenses militaires — qui ont d'ailleurs largement bénéficié à l'industrie de défense américaine, avec la commande d'une centaine de chasseurs F35[51]. Après l'invasion de l'Ukraine, qui fait craindre au Japon une escalade similaire dans le détroit de Taïwan, l'administration Kishida s'aligne étroitement sur Washington et débloque une

[49] PONS, Philippe. « En Asie du Nord-Est, les alliés des Etats-Unis sur le qui-vive ». *Le Monde* [en ligne], 5 mars 2025 [consulté le 11 mars 2025].
[50] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[51] PHILIP, Bruno. « Le Japon, poussé à la remilitarisation par les tensions en Extrême-Orient, s'éloigne de son idéal pacifiste ». *Le Monde* [en ligne], 26 mai 2023 [consulté le 11 mars 2025].

série d'aides pour l'Ukraine et ses pays voisins, dont une aide militaire qui tranche avec le cadre juridique du Japon, encore fermement antimilitariste[52]. Du côté de Séoul, si le premier mandat du président Trump est marqué par ses menaces de retirer les troupes américaines du territoire sud-coréen, l'élection du conservateur Yoon Suk-Yeol en mai 2022 signe un alignement sans précédent sur les États-Unis et une rupture avec la position traditionnelle « *d'ambiguïté stratégique* » des administrations précédentes entre l'allié américain et le partenaire chinois[53]. Le président Yoon adopte une ligne beaucoup plus ferme face à la Chine, dénonçant toute « *tentative de changer le statu quo par la force* » dans le détroit de Taïwan, et devient le premier président sud-coréen à participer à un sommet de l'OTAN[54]. De façon notable, le président Yoon orchestre également un rapprochement historique avec le Japon, en rompant avec ce qu'il qualifie d'une « *instrumentalisation* » des contentieux historiques à des fins de politique intérieure par ses prédécesseurs[55]. En Corée du Sud, la lutte pour l'indépendance face à l'occupation japonaise est encore profondément inscrite dans la culture populaire, et a longtemps servi à alimenter un discours patriotique — certains diront nationaliste — sur l'unicité de la nation coréenne[56]. Moon Jae-In, prédécesseur du président Yoon, avait notamment décidé de revenir sur l'accord signé en 2015 avec le Japon sur les femmes de réconfort, entraînant une dégradation des relations bilatérales. La situation évolue de façon drastique sous le mandat de Yoon Suk-Yeol, et sa rencontre avec Fumio Kishida en mars 2023, pour régler les différends entre les deux pays, constitue le premier sommet

[52] PUGLIESE, Giulio. « L'Union européenne et l'Indo-Pacifique : la disparition de la "troisième voie" ? ». *Hérodote*, 2023, vol. 2, n°189, p. 71-89.
[53] BONDAZ, Antoine. « Les deux Corées dans leur contexte asiatique ». *Questions internationales*, 2023, vol. 7, n°123, p. 74-81.
[54] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[55] MESMER, Philippe. « Le pivot de la Corée du Sud vers le Japon contrarie le régime chinois ». *Le Monde* [en ligne], 3 mars 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[56] BONDAZ, Antoine. « Les deux Corées dans leur contexte asiatique ». *Questions internationales*, 2023, vol. 7, n°123, p. 74-81.

bilatéral organisé en l'espace de 12 ans. Surtout, ce rapprochement permet de renforcer le « *côté fragile* » du triangle avec les États-Unis, objectif historique de l'administration américaine, et facilite la tenue d'un sommet trilatéral historique à Washington en août 2023[57]. Les trois dirigeants annoncent à cette occasion une institutionnalisation de la coopération trilatérale avec l'organisation régulière de réunions entre ministres des Affaires étrangères et de la Défense, conseillers à la sécurité nationale et autres responsables gouvernementaux[58].

Quel avenir pour la coopération trilatérale sous Trump II ?

Le retour de Donald Trump est accueilli avec beaucoup d'appréhension, notamment au Japon, où l'administration Ishiba est affaiblie sur le plan intérieur par sa défaite aux élections législatives en octobre dernier, et doit composer avec un parlement hostile[59]. Au sein du gouvernement japonais, personne n'a oublié que Trump avait exigé, en 2019, que le Japon triple sa contribution financière au maintien des troupes américaines sur son territoire, et la crainte d'un retrait des États-Unis des accords bilatéraux établis sous Joe Biden, au nom du credo de « *l'Amérique d'abord* » (*America first*), subsiste[60]. Si le Premier ministre Ishiba, deuxième dirigeant étranger à être reçu à Washington après le chef du gouvernement israélien, a été rassuré par la cordialité de l'échange avec Donald Trump[61], il fait preuve depuis d'un attentisme prudent, se refusant à tout commentaire sur la suspension de l'aide américaine à l'Ukraine[62]. La Corée du Sud, de son côté, traverse une grave crise politique avec l'emprisonnement du

[57] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[58] BONDAZ, Antoine. « Les deux Corées dans leur contexte asiatique ». *Questions internationales*, 2023, vol. 7, n°123, p. 74-81.
[59] « Avec un gouvernement sans majorité, le Japon entre dans "une nouvelle ère" ». *Courrier international* [en ligne], 12 novembre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[60] « Le retour de Trump pourrait bouleverser la géopolitique de l'Asie du Nord-Est" ». *Courrier international* [en ligne], 7 novembre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[61] MESMER, Philippe. « Le premier ministre japonais, Shigeru Ishiba, accueilli avec cordialité à la Maison Blanche ». *Le Monde* [en ligne], 8 février 2025 [consulté le 11 mars 2025].
[62] PONS, Philippe. « En Asie du Nord-Est, les alliés des Etats-Unis sur le qui-vive ». *Le Monde* [en ligne], 5 mars 2025 [consulté le 11 mars 2025].

président Yoon suite à sa tentative d'imposer la loi martiale en décembre 2024. Si sa destitution est validée par la Cour constitutionnelle, une nouvelle élection présidentielle qui verrait un retour au pouvoir des démocrates sud-coréens pourrait bouleverser la dynamique actuelle des relations avec les États-Unis et en particulier le Japon, dans un pays où l'alternance politique a des impacts majeurs sur la politique étrangère[63]. Le Parti démocrate est connu pour sa plus grande ouverture vers la Chine et la Corée du nord et sa position traditionnellement très critique à l'égard du Japon. Les démocrates avaient d'ailleurs fustigé l'initiative du président Yoon de se rapprocher de Tokyo, déplorant une « *capitulation sur les drames de l'histoire* »[64]. Alors que la presse japonaise s'inquiète d'un effilochement du front trilatéral bâti par Joe Biden, l'ancien Premier ministre Kishida, et l'ex-président Yoon[65], l'incertitude plane quant à la politique asiatique du président Trump, pour l'heure occupé par les conflits ukrainien et palestinien. Si la Corée du Sud et le Japon restent pour l'instant épargnés par la tempête qui a déferlé sur les alliés européens, les pays asiatiques continuent de s'interroger sur la fiabilité de l'administration Trump, dont la politique étrangère est qualifiée de transactionnelle et « *court-termiste* », si ce n'est d'erratique[66]. Si les analystes estiment que les États-Unis ne se désengageront pas de la région Indo-Pacifique, au vu de la constance de la ligne antichinoise de Donald Trump[67], le rapprochement soudain de l'administration américaine avec la Russie a pris de court les Européens comme les alliés asiatiques, en passant par la Chine[68]. Comme il l'a fait en traitant directement avec Vladimir Poutine, la possibilité que le

[63] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[64] MESMER, Philippe. « Le pivot de la Corée du Sud vers le Japon contrarie le régime chinois ». *Le Monde* [en ligne], 3 mars 2023 [consulté le 11 mars 2025].
[65] « Loi martiale en Corée du Sud : 2025 sera une année "très dure" pour la diplomatie nippone ». *Courrier international* [en ligne], 5 décembre 2024 [consulté le 11 mars 2025].
[66] « America's bullied allies need to toughen up ». *The Economist* [en ligne], 13 mars 2025 [consulté le 11 mars 2025].
[67] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[68] THIBAULT, Harold. « La Chine, spectatrice perplexe du rapprochement entre Trump et Poutine ». *Le Monde* [en ligne], 26 février 2025 [consulté le 11 mars 2025].

président Trump passe un « *deal* » avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un fait ressurgir en Corée du Sud la tentation de se doter de ses propres armes nucléaires[69]. Alors que plus de 60 % de la population sud-coréenne y est désormais favorable[70], les implications seraient lourdes de conséquences dans une région déjà agitée par les tensions nucléaires, et qui demeure centrale pour la stabilité mondiale.

Conclusion

Derrière la propagande chinoise qui dénonce la perspective d'une « *OTAN asiatique* », les tentatives d'établissement d'une communauté de défense en Indo-Pacifique n'en sont qu'à leurs balbutiements. Le « *pivot de l'OTAN vers l'Est* » n'en est pas un — du moins pas dans sa réalité opérationnelle — et le Premier ministre Ishiba, en proposant une alliance régionale calquée sur l'OTAN, a semblé confondre les notions de sécurité collective et de défense collective. L'architecture de sécurité régionale en Indo-Pacifique se limite aujourd'hui au système américain de dissuasion, structuré en « *treille* »[71] autour d'alliances et de pactes de sécurité qui ne reposent pas nécessairement sur des engagements de défense mutuelle. Or, alors que la sécurité de la région semble reposer presque entièrement sur l'allié américain, le retour de Donald Trump soulève des incertitudes majeures pour l'Asie-Pacifique. Si le président américain a d'autres priorités dans l'immédiat, sa stratégie d'engagement (ou de désengagement) en Asie aura de lourdes conséquences pour la stabilité régionale. Bien qu'il soit bien moins probable que Trump se retire d'Asie que de l'Europe, les alliés asiatiques n'en restent pas moins plus vulnérables que les pays européens. Sans les États-Unis, leurs dépenses

[69] JULIENNE, Marc (dir.). « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam ». *Asie.Visions*, janvier 2025, n° 144, Ifri.
[70] BONDAZ, Antoine. « Les deux Corées dans leur contexte asiatique ». *Questions internationales*, 2023, vol. 7, n°123, p. 74-81.
[71] PAJON, Céline. « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? ». *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024.

militaires cumulées représentent moins de la moitié de celles de la Chine. *The Economist* résume : des « *spokes* » sans « *hub* » ne pourraient pas aller bien loin[72].

À PROPOS DE L'AUTRICE

Laurianne Robert est étudiante en double master à Sciences Po et HEC Paris. Après une année d'échange à Korea University, elle s'apprête à repartir à Séoul comme stagiaire chez Thales. Elle étudie le coréen et le japonais et prépare le concours de secrétaire des Affaires étrangères, cadre d'Orient.

[72] « America's Asian allies are trying to Trump-proof their policies ». *The Economist* [en ligne], 9 avril 2024 [consulté le 11 mars 2025]. Disponible sur : https://www.economist.com/asia/2024/04/09/to-keep-the-peace-in-asia-japan-plans-for-war.

La Russie et la Corée du Nord : mariage d'amour ou alliance de façade ?

Par Macha Toustou

Le 13 septembre 2023, la visite officielle de Kim Jong-un en Russie et sa rencontre avec Vladimir Poutine au cosmodrome de Vostotchny, en Extrême-Orient russe, ont marqué un tournant significatif dans les relations entre la Russie et la Corée du Nord. Cette entrevue, la première entre les deux dirigeants depuis 2019[73], a immédiatement suscité des réactions au sein de la communauté internationale. Pyongyang, soumise depuis 2006 à un régime de sanctions onusiennes de plus en plus strict[74], semble offrir à Moscou un soutien militaire multiforme, allant de la fourniture de munitions d'artillerie et de missiles balistiques à l'envoi de soldats nord-coréens sur le front ukrainien[75] pour soutenir l'effort de guerre russe. En retour, la Russie, engagée dans une guerre d'usure depuis son invasion de l'Ukraine en 2022, et confrontée à un isolement international inédit, pourrait fournir une assistance technologique et énergétique à la Corée du Nord. La convergence des intérêts entre les deux régimes s'est manifestée à travers des déclarations explicites : Kim Jong-un, dans un discours sans ambiguïté, assure ainsi que « *Nous sommes convaincus que l'armée et le peuple russes remporteront certainement une grande victoire dans la lutte sacrée pour punir le rassemblement du mal* », et affirme son soutien inconditionnel à la Russie face à « *l'hégémonisme*

[73]LE MONDE. « La rencontre entre Vladimir Poutine et Kim Jong-un, amorce d'une coopération renforcée et en partie secrète ». *Le Monde* [en ligne], 13 septembre 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[74]COURMONT, Barthélémy. « Le régime de sanctions à l'encontre de la Corée du Nord ». *IRIS* [en ligne], 2017 [consulté le 28 mars 2025].
[75]LE MONDE. « Guerre en Ukraine : incertitude sur le sort des soldats nord-coréens déployés à Koursk ». *Le Monde* [en ligne], 12 février 2025 [consulté le 28 mars 2025].

occidental »[76]. De son côté, Vladimir Poutine ne cache pas son ouverture à une coopération technologique accrue, notamment dans le domaine spatial, comme en témoigne sa déclaration lors de la visite du cosmodrome : « *C'est pourquoi nous sommes venus ici. Le dirigeant de la Corée du Nord montre un grand intérêt pour la technologie des fusées* »[77]. Les relations entre la Russie et la Corée du Nord s'inscrivent ainsi dans une histoire complexe et asymétrique. Dès la guerre de Corée (1950-1953), l'URSS a été un soutien clé du régime nord-coréen, fournissant armes, formations et soutien logistique[78]. Durant la guerre froide, Moscou s'est imposée comme le garant de la survie économique et militaire de Pyongyang en échange d'une loyauté idéologique stricte. Cette alliance s'est notamment concrétisée par la signature, le 6 juillet 1961, d'un « *traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle* »[79] entre les deux États. Toutefois, l'effondrement de l'URSS en 1991 a laissé la Corée du Nord sans son principal allié, précipitant une crise économique majeure et une famine dévastatrice entre 1994 et 1998. La Russie post-soviétique, cherchant alors à se rapprocher de l'Occident, a largement délaissé Pyongyang. Néanmoins, au fil des années 2000 et 2010, un rapprochement progressif, bien que limité, s'est amorcé sous Vladimir Poutine. En 2014, la Russie a annulé près de 90 % des 10 milliards de dollars[80] de dette nord-coréenne contractée à l'époque soviétique, mais cette dynamique est restée marginale jusqu'à l'invasion de l'Ukraine en 2022. Confrontée à des sanctions d'une ampleur inédite, notamment le gel de 300 milliards d'euros d'actifs russes par les membres du G7[81], Moscou a intensifié sa coopération avec Pyongyang.

[76]KREMLIN. *Meeting with Chairman of State Affairs of the DPRK Kim Jong-un* [en ligne]. Kremlin, 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[77]LE FIGARO. « Poutine et Kim se rencontrent au cosmodrome russe de Vostotchny ». *Le Figaro* [en ligne], 13 septembre 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[78]QUISEFIT, Laurent. « La guerre de Corée, soixante ans après : entre histoire et mémoire ». *Les Chemins de la Mémoire*, n° 208, septembre 2010, MINDEF/SGA/DMPA, p. XX.
[79]UNITED NATIONS TREATY SERIES. *Treaty of Friendship, Cooperation and Mutual Assistance between the Union of Soviet Socialist Republics and the Democratic People's Republic of Korea* [en ligne]. 1961 [consulté le 28 mars 2025].
[80]L'ORIENT-LE JOUR. « La Russie efface la quasi-totalité de la dette nord-coréenne ». *L'Orient-Le Jour* [en ligne], 2014 [consulté le 28 mars 2025].
[81]L'EXPRESS. « Guerre en Ukraine : confisquer les avoirs russes gelés, l'arme fatale qui divise les Européens ». *L'Express*[en ligne], 11 mars 2025 [consulté le 28 mars 2025].

Une alliance renforcée par l'isolement des deux régimes

L'intensification des sanctions internationales contre la Russie et la Corée du Nord a favorisé un rapprochement entre ces deux régimes, cherchant à briser leur isolement par une coopération renforcée. Depuis le lancement de son invasion à grande échelle de l'Ukraine le 24 février 2022, la Russie est devenue le pays le plus sanctionné au monde[82], peinant à financer son effort de guerre. De son côté, Pyongyang, soumise à des sanctions onusiennes renforcées depuis 2006 en raison du développement de son programme nucléaire, cherche à diversifier ses alliances pour contourner son isolement économique et technologique. Cette convergence d'intérêts s'est traduite par une intensification des échanges militaires, des transactions économiques clandestines et un rapprochement politique affirmé.

Une convergence d'intérêts dictée par les sanctions occidentales

L'exclusion progressive de la Russie et de la Corée du Nord des circuits économiques et diplomatiques internationaux a créé un terreau favorable à leur rapprochement. Depuis mars 2022, la Russie est frappée par des sanctions sans précédent : exclusion du système bancaire SWIFT (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*)[83], embargo sur les technologies de pointe tels que ordinateurs quantiques et les semi-conducteurs avancés[84], gel de 300 milliards d'euros d'avoirs de la Banque centrale russe. Ces mesures ont affecté son industrie de défense, contrainte de diversifier ses sources d'approvisionnement en composants critiques et en munitions. Dans cette perspective, Pyongyang représente un fournisseur potentiel, disposant de stocks importants d'obus

[82]HOLZINGER, François, LABORDE, Xavier et CASSOTTI, Jean. « En cartes : la Russie à l'épreuve des sanctions occidentales ». *Le Monde* [en ligne], 7 décembre 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[83]GEX, Marc et VIVES, Marie-Astrid. « Sanctions à l'encontre de la Russie : le rôle de SWIFT ». *Banque de France*, *Billet* n°263, 22 mars 2022 [consulté le 28 mars 2025].
[84]CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE. « Le point sur les sanctions de l'UE contre la Russie ». *Conseil de l'Union européenne* [en ligne], s.d. [consulté le 28 mars 2025].

compatibles avec l'arsenal soviétique encore en usage dans l'armée russe[85]. La Corée du Nord, quant à elle, est soumise depuis 2006 à une série de sanctions onusiennes visant à limiter son programme nucléaire et balistique. Les 11 résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies depuis 2006, dont les résolutions 1718[86], 1874, 2087, 2094, 2371, 2375 et 2397, ont progressivement renforcé les sanctions contre la Corée du Nord. Elles ont notamment interdit à Pyongyang d'exporter des matières premières essentielles, telles que le charbon, le fer, le plomb, les produits de la mer et les textiles, tout en imposant des restrictions strictes sur ses importations de pétrole raffiné et de gaz. Ces sanctions ont plongé le pays dans une crise économique chronique, augmentant sa dépendance envers des alliés comme la Chine et, plus récemment, la Russie. En échange d'un soutien militaire, Pyongyang espère obtenir une assistance technique, notamment pour le développement de ses missiles balistiques intercontinentaux (ICBM)[87]. Cette convergence d'intérêts a été affirmée par les déclarations officielles des deux États. En octobre 2024, Dimitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a souligné la volonté de Moscou de : « *poursuivre sa coopération avec la Corée du Nord* » tout en assurant que « *cette alliance ne devrait inquiéter personne car elle n'est pas dirigée contre des pays tiers* »[88].

Une coopération militaire et technologique en expansion

Le volet militaire constitue l'un des piliers de ce rapprochement. Selon Washington, la Corée du Nord aurait expédié plus de 1 000 conteneurs de

[85]LUZIN, Pavel. « L'industrie et la guerre de Poutine : déconstruire un mythe ». *Le Grand Continent* [en ligne], 21 février 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[86] CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES. « Résolutions du Comité des sanctions 1718 contre la Corée du Nord ». *Organisation des Nations unies* [en ligne], s.d. [consulté le 28 mars 2025].
[87] R.D, « Corée du Nord : pourquoi le dernier tir de missile de Pyongyang est plus alarmant que d'ordinaire ». *L'Express*[en ligne], 7 janvier 2025 [consulté le 28 mars 2025].
[88]AFP. « Séoul demande le retrait "immédiat" des soldats nord-coréens envoyés en Russie ». *L'Express* [en ligne], 21 octobre 2024 [consulté le 28 mars 2025].

munitions à la Russie[89], livraisons corroborées par des images satellites[90]. Ces cargaisons incluraient notamment des obus d'artillerie de calibres 122 mm et 152 mm, parfaitement compatibles avec l'artillerie russe. Des discussions porteraient également sur des livraisons de missiles balistiques Hwasong-11, susceptibles d'être utilisés sur le front ukrainien. En échange, Moscou offrirait une assistance technologique stratégique à Pyongyang. Lors du sommet de septembre 2023, Vladimir Poutine a évoqué la possibilité d'une aide russe pour surmonter les déficits technologiques nord-coréens dans le domaine spatial. Cette annonce intervient avant l'échec du lancement du satellite Malligyong-1[91], révélant les lacunes de Pyongyang en matière de propulsion et de mise en orbite. Un transfert de savoir-faire russe pourrait ainsi permettre à la Corée du Nord de perfectionner ses missiles balistiques et de développer une véritable capacité satellitaire militaire. D'autres formes de coopération sont également envisagées. Edward Howell, spécialiste de la Corée du Nord à l'université d'Oxford[92], évoque un soutien russe à la modernisation de la marine nord-coréenne, ainsi que la formation de scientifiques nord-coréens dans des centres de recherche militaire russes comme le site nucléaire Mayak situé au sud-est de l'Oural.

Une coopération économique en expansion malgré les embargos

Parallèlement à ces échanges militaires, Moscou et Pyongyang développent des mécanismes économiques clandestins permettant de contourner les sanctions internationales. L'un des aspects les plus marquants de cette coopération est l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Corée du Nord par la Russie.

[89]LIBÉRATION. « La Corée du Nord a livré "plus de mille conteneurs" d'armes à la Russie, dénonce Washington ». *Libération* [en ligne], 13 octobre 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[90] KIM, Hyung-Jin. « A surge in rail traffic on North Korea-Russia border suggests arms supply to Russia, think tank says ». *AP News* [en ligne], 8 octobre 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[91] LE MONDE avec AFP. « La Corée du Nord annonce l'échec d'un lancement de satellite espion ». *Le Monde* [en ligne], 27 mai 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[92]SEIBT, Sébastian. « Rajin-Dunai : comment la Corée du Nord envoie des troupes à la Russie par voie maritime ». *France 24* [en ligne], 28 février 2025 [consulté le 28 mars 2025].

Officiellement interdit par les sanctions onusiennes[9394], cet échange se ferait via des livraisons maritimes non déclarées et un système de troc, où Pyongyang fournirait des ressources minières ou de la main-d'œuvre en échange d'hydrocarbures russes. En mars 2024, la Russie a livré plus de 165 000 barils de pétrole raffiné[95] à la Corée du Nord. De plus, une analyse d'images satellites réalisée par l'Open Source Center[96] a révélé que plus d'un million de barils de pétrole avaient été fournis à Pyongyang depuis mars 2024, dépassant ainsi le plafond annuel de 500 000 barils imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies, destiné à limiter l'approvisionnement énergétique de la Corée du Nord. Un autre aspect clé de cette coopération est la réouverture des corridors ferroviaires et frontaliers entre les deux pays. En 2023, le passage ferroviaire entre Khasan (Russie) et Rason (Corée du Nord) a été rouvert, permettant une augmentation des échanges commerciaux entre les deux États[97]. Ce projet s'inscrit dans une volonté de Moscou de développer un corridor logistique vers l'Asie, tout en offrant à Pyongyang un accès facilité aux ressources russes. Enfin, la Russie semble également jouer un rôle dans le financement du régime nord-coréen par le biais de l'envoi de travailleurs nord-coréens sur son territoire[98], notamment dans les secteurs de la construction et de l'agriculture. Officiellement interdit par l'ONU depuis 2017[99], ce phénomène perdure discrètement, Pyongyang utilisant les salaires de ces travailleurs pour alimenter ses caisses d'État. Cette dynamique

[93] CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU. *Résolution 2375 (2017)* [en ligne]. Organisation des Nations unies, 2017 [consulté le 28 mars 2025].
[94] CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU. *Résolution 2397 (2017)* [en ligne]. Organisation des Nations unies, 2017 [consulté le 28 mars 2025].
[95] KUN-HEE, Kim. « Maison-Blanche : la Russie a envoyé plus de 165 000 barils de pétrole raffiné au Nord en mars ». *Yonhap News Agency* [en ligne], 3 mai 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[96] MACKENZIE, James. « La Russie fournit un million de barils de pétrole à la Corée du Nord, selon un rapport ». *BBC News* [en ligne], 22 novembre 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[97]OUEST-FRANCE. « Une étude montre une hausse du trafic ferroviaire entre la Corée du Nord et la Russie ». *Ouest-France* [en ligne], 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[98] SAE-ROM, Lee. « Plusieurs milliers de travailleurs nord-coréens ont été envoyés en Russie en 2024 ». *Yonhap News Agency* [en ligne], 9 février 2025 [consulté le 28 mars 2025].
[99] VIGNAUD, Jérôme. « Ce pétrole que Moscou fournit à Pyongyang en échange de soldats ». Le Point [en ligne], 22 novembre 2024 [consulté le 28 mars 2025]. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/ce-petrole-que-moscou-fournit-a-pyongyang-en-echange-de-soldats-22-11-2024-2576045_24.php#11.

économique s'accompagne d'un discours officiel de convergence entre les deux régimes. En novembre 2024, Kim Jong-un a affirmé lors de sa rencontre avec le ministre russe des Ressources naturelles, Alexander Kozlov : « *Il est nécessaire de propulser mutuellement et puissamment la coprosérité et le développement des deux pays en promouvant davantage les échanges et la coopération intergouvernementaux dans les domaines commerciaux, économiques, scientifiques et technologiques de manière plus étendue et diversifiée* »[100], mettant en avant une coopération qui dépasse le simple cadre militaire pour s'étendre aux échanges commerciaux et économiques. Tandis que Moscou trouve en Pyongyang un fournisseur de munitions crucial pour son effort de guerre en Ukraine, la Corée du Nord bénéficie en retour d'un soutien technologique et économique lui permettant de renforcer son arsenal balistique et de contourner les sanctions internationales. Cependant, si cette alliance apparaît aujourd'hui comme un partenariat solide face aux pressions occidentales, elle demeure soumise à de nombreuses incertitudes, notamment en raison des différences structurelles et des intérêts divergents entre les deux régimes.

Une alliance opportuniste

Si le rapprochement entre la Russie et la Corée du Nord repose sur des intérêts stratégiques communs, il n'en demeure pas moins marqué par des déséquilibres et des contradictions. Historiquement, Moscou a toujours entretenu une relation asymétrique avec Pyongyang, considérant ce dernier comme un partenaire secondaire plutôt qu'un allié stratégique[101]. Par ailleurs, la Russie doit jongler avec ses engagements internationaux et les risques diplomatiques qu'implique un

[100] REUTERS. « North Korean leader Kim meets Russian resources minister ». *Reuters* [en ligne], 18 novembre 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[101] ARTE. *Russie - Corée du Nord : une longue histoire | Le Dessous des Cartes* [Vidéo en ligne], 9 mars 2025 [consulté le 28 mars 2025].

soutien trop appuyé à la Corée du Nord. Ces éléments structurent une alliance avant tout opportuniste, limitée par des divergences d'intérêts à long terme.

Une relation historiquement asymétrique

Depuis la Guerre froide, la Corée du Nord s'est appuyée sur le soutien de l'URSS pour assurer sa survie économique et militaire. Cependant, Moscou n'a jamais placé Pyongyang au centre de sa stratégie géopolitique, préférant accorder la priorité à d'autres partenaires, notamment la Chine[102] et la Corée du Sud[103]. Cette relation déséquilibrée s'est manifestée à plusieurs reprises au cours de l'histoire. Lors de la Guerre de Corée (1950-1953), l'Union soviétique a soutenu militairement le régime de Kim Il-sung en fournissant des avions MiG-15 et des pilotes[104]. Toutefois, à la différence de la Chine, qui a envoyé 358 000 hommes[105], Moscou a évité toute implication directe dans le conflit, préférant agir en coulisses pour limiter les risques d'une confrontation avec les États-Unis. Cette prudence soviétique illustre la réticence de Moscou à s'engager pleinement aux côtés de Pyongyang, même dans des contextes de guerre ouverte. L'effondrement de l'URSS en 1991 a marqué un tournant dans les relations bilatérales. Privée de son principal soutien économique, la Corée du Nord a plongé dans une crise profonde. Entre 1994 et 1998, le pays a subi une famine catastrophique ayant causé la mort de centaines de milliers de personnes selon les autorités[106], conséquence directe de l'interruption de l'aide soviétique. Cette rupture a montré que Moscou ne considérait pas Pyongyang comme un allié stratégique à préserver à tout prix. Dès

[102] MINIC, Dušan. « La Russie a-t-elle des alliés ? Chine, Iran, Corée du Nord ». *Ramses* [en ligne], 4 septembre 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[103]FOUQUET, Claire. « L'accord d'assistance mutuelle entre Moscou et Pyongyang empoisonne les relations entre la Russie et la Corée du Sud ». *Les Échos* [en ligne], 28 juin 2024 [consulté le 28 mars 2025].
[104] LACRAMPE, Hugo. « Les pilotes russes de la guerre de Corée ». *Les Cahiers de l'Une* [en ligne], 13 juillet 2016 [consulté le 28 mars 2025].
[105]U.S. NATIONAL INTELLIGENCE ESTIMATE. *Estimation du renseignement national* (NIE-32) [en ligne], Washington, 10 juillet 1951 [consulté le 28 mars 2025].
[106]ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. « Corée du Nord : la famine organisée ». *Alternatives économiques* [en ligne], 2014 [consulté le 28 mars 2025].

1990, le président Boris Eltsine, le premier chef d'État élu au suffrage universel dans l'Histoire de la Russie, a œuvré pour rompre avec le passé communiste et orienter la Russie vers la démocratie et l'économie de marché, tout en renforçant les relations avec l'Occident[107]. Jusqu'en 2022, Moscou restait prudente dans sa coopération avec Pyongyang afin de ne pas compromettre ses relations avec la Corée du Sud, un partenaire commercial majeur. En 2021, les échanges commerciaux entre Séoul et Moscou avaient connu une forte augmentation de 60 % au cours des neuf premiers mois de l'année[108]. Toutefois, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a profondément modifié ces équilibres. Par ailleurs, Moscou, bien que critique des sanctions occidentales, demeure méfiante vis-à-vis d'une Corée du Nord "nucléarisée"[109].

Une coopération limitée par les engagements internationaux de Moscou

Malgré son rapprochement avec la Corée du Nord, la Russie ne peut pas s'engager militairement de manière explicite aux côtés de Pyongyang. Une alliance militaire trop ostensible irait à l'encontre des efforts diplomatiques de Moscou pour renforcer ses relations avec d'autres puissances asiatiques, notamment l'Inde et la Chine. De plus, soutenir directement le programme nucléaire de la Corée du Nord exposerait la Russie à de nouvelles sanctions internationales, notamment des sanctions secondaires américaines. Les États-Unis et leurs alliés surveillent attentivement les relations entre Moscou et Pyongyang, et toute assistance substantielle de la Russie dans les domaines nucléaire ou balistique pourrait entraîner des répercussions sévères. À cet égard, Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, a averti en 2023 que la Corée du Nord « *paiera un prix* » pour toute livraison d'armes à la Russie en soutien de sa guerre en

[107] RAVIOT, Jean-Robert. « Boris Eltsine et ses héritages politiques ». *Revue Conflits* [en ligne], 2021 [consulté le 28 mars 2025].
[108] TASS. « Товарооборот России и Южной Кореи за девять месяцев 2021 года вырос на 60% ». *TASS* [en ligne], 2021 [consulté le 28 mars 2025].
[109] ASSEMBLÉE NATIONALE. *Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des affaires étrangères sur "Les enjeux géostratégiques des proliférations"* [en ligne], 2009 [consulté le 28 mars 2025].

Ukraine. Il a ajouté que « *cela ne renverra pas une bonne image de la Corée du Nord et ils en paieront le prix au sein de la communauté internationale* »[110].

Cette prudence se reflète également dans la posture de la Russie au Conseil de sécurité des Nations Unies. En 2006, Moscou a soutenu la résolution 1718 imposant des sanctions contre la Corée du Nord après son premier essai nucléaire. Cependant, depuis 2022, dans un contexte de relations tendues avec l'Occident, la Russie, aux côtés de la Chine, a modifié sa position[111], bloquant les nouvelles sanctions proposées par Washington à l'encontre de Pyongyang, marquant ainsi un retournement dans sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord. En matière économique, l'intérêt de la Russie pour la Corée du Nord demeure marginal. Contrairement à la Chine, qui considère Pyongyang comme un acteur stratégique pour contrer l'influence américaine en Asie, la Russie ne bénéficie que faiblement des échanges économiques avec la Corée du Nord. L'économie de ce dernier, caractérisée par une faible industrialisation et un marché restreint, ne constitue pas un axe de développement majeur pour Moscou. En revanche, la Chine, qui contrôlait près de 90 % du commerce extérieur nord-coréen en 2014[112], reste le partenaire économique dominant de Pyongyang. L'alliance entre la Russie et la Corée du Nord repose donc sur des intérêts immédiats plutôt que sur une convergence idéologique ou stratégique à long terme. Ces contraintes pourraient freiner l'approfondissement de leur coopération dans les années à venir.

Quels scénarios d'évolution pour cette relation ?

L'évolution du partenariat entre la Russie et la Corée du Nord dépendra largement des dynamiques géopolitiques des prochaines années. L'issue de la guerre en

[110] LECHO. « Washington avertit la Corée du Nord contre toute livraison d'armes à la Russie ». *AFP* [en ligne], 5 septembre 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[111] ROUSSEAU, Yann. « Pékin et Moscou mettent leur veto à de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord ». *Les Échos*[en ligne], 27 mai 2022 [consulté le 28 mars 2025].
[112] FRANCE INTER. « L'étrange frontière entre la Chine et la Corée du Nord ». *Le Zoom de la rédaction* [en ligne], 20 avril 2016 [consulté le 28 mars 2025].

Ukraine, la position de la Chine et les réactions des États occidentaux détermineront l'ampleur et la pérennité de cette alliance. Trois scénarios principaux peuvent être envisagés : une intensification des relations militaires et stratégiques, un retour à un pragmatisme mesuré, ou une montée des tensions régionales provoquée par ce rapprochement.

Scénario d'une alliance stratégique renforcée

Si la guerre en Ukraine continue de s'enliser, la Russie pourrait être contrainte d'intensifier sa coopération militaire avec la Corée du Nord pour pallier ses déficits en armement et en ressources. Dans ce contexte, Pyongyang, qui dispose d'un stock considérable d'obus d'artillerie et de munitions compatibles avec l'arsenal russe, pourrait devenir un fournisseur clé de matériel militaire pour Moscou. Une prolongation du conflit ukrainien favoriserait également un transfert technologique accru entre les deux pays. La Corée du Nord, qui cherche à moderniser son programme balistique et spatial, pourrait bénéficier de l'assistance russe dans ces domaines technologico-militaires. Cette assistance renforcerait les capacités militaires de Pyongyang, accentuant la menace pour la Corée du Sud et le Japon. L'importance croissante de cette coopération a été soulignée par Sergueï Choïgou, ministre russe de la Défense, en juillet 2023 : « *La République populaire de Corée est un partenaire important de la Russie, avec lequel nous sommes liés par une frontière commune et une riche histoire de coopération* »[113]. Cette déclaration suggère une ouverture russe à un approfondissement des relations avec Pyongyang, en particulier dans un contexte d'isolement diplomatique croissant. Si ce scénario se concrétise, il pourrait aboutir à un renforcement de l'axe Moscou-Pyongyang, avec des conséquences directes sur la stabilité régionale en Asie du Nord-Est. Une Corée du Nord disposant d'une

[113] H.R. « La Corée du Nord est "un partenaire important" pour le ministre russe de la Défense ». *Le Point* [en ligne], 26 juillet 2023 [consulté le 28 mars 2025].

technologie militaire plus avancée pourrait adopter une posture plus agressive vis-à-vis de ses voisins, augmentant ainsi les risques de confrontations armées.

Scénario d'un retour au pragmatisme

Un second scénario envisage une réévaluation stratégique de la part de Moscou, dans l'hypothèse où la situation en Ukraine évoluerait vers une issue diplomatique. Dans ce cadre, la Russie pourrait chercher à réduire son engagement vis-à-vis de la Corée du Nord afin de préserver ou relancer ses relations avec d'autres acteurs régionaux clés, notamment la Chine et la Corée du Sud. Pékin, bien que soutien de Pyongyang, pourrait considérer une trop grande proximité entre Moscou et le régime nord-coréen comme un facteur perturbateur dans la gestion de l'équilibre géopolitique en Asie du Nord-Est. Par ailleurs, Séoul, qui avant la guerre en Ukraine était un partenaire économique essentiel pour la Russie, a réduit drastiquement ses échanges avec Moscou dès le début du conflit. Dans ce contexte, toute tentative de normalisation des relations économiques pourrait désormais être conditionnée par un allègement du soutien militaire russe à Pyongyang. Dans ce scénario, la Russie pourrait adopter une posture plus mesurée, en maintenant des échanges "tactiques" avec Pyongyang, notamment dans les domaines économiques et énergétiques, sans toutefois approfondir l'engagement militaire ou technologique. Cette approche traduirait un pragmatisme diplomatique, où Moscou chercherait à établir des relations équilibrées avec l'ensemble des puissances asiatiques, tout en évitant de s'engager dans une alliance trop contraignante avec la Corée du Nord. Ce scénario serait en ligne avec la position initiale de Vladimir Poutine, qui, avant l'invasion de l'Ukraine, avait affirmé en 2019, que la Russie soutenait un règlement pacifique de la question coréenne[114]. Dans cette optique, la relation entre Moscou et

[114]AMITIÉ FRANCE-CORÉE. « À Vladivostok, Kim Jong-un et Vladimir Poutine réaffirment l'importance d'une solution pacifique en Corée et d'un mécanisme de sécurité ». *Amitié France-Corée* [en ligne], 24 avril 2019 [consulté le 28 mars 2025].

Pyongyang resterait une coopération pratique, sans véritable alliance stratégique, Moscou privilégiant ses intérêts nationaux tout en évitant de s'engager durablement aux côtés de la Corée du Nord.

Conclusion

Quel que soit le scénario retenu, l'évolution des relations russo-nord-coréennes aura des répercussions directes sur la sécurité régionale en Asie du Nord-Est. Une coopération militaire accrue entre Moscou et Pyongyang renforcerait la menace pesant sur la Corée du Sud et le Japon, notamment par la multiplication des tests balistiques nord-coréens et l'éventuelle modernisation de l'arsenal de Pyongyang grâce aux transferts technologiques russes. Face à cette menace, les États-Unis pourraient intensifier leur présence militaire dans la région et renforcer leur coopération avec Séoul et Tokyo. Cette tendance s'est déjà manifestée avec le sommet de Camp David en août 2023[115], au cours duquel Washington, Séoul et Tokyo ont conclu le pacte *Principes de Camp David*, un accord de défense renforcé face aux menaces nord-coréennes et aux actions de la Russie et de la Chine. Par ailleurs, les manœuvres militaires conjointes "*Freedom Shield 2023*"[116], impliquant les forces américaines et sud-coréennes, témoignent d'une volonté accrue de dissuasion, face aux tensions régionales. Cette évolution a été confirmée par Antony Blinken, secrétaire d'État américain, en 2023 : « Nous partageons de profondes inquiétudes concernant la coopération militaire croissante et dangereuse de la Corée du Nord avec la Russie »[117]. Cette déclaration illustre la vigilance des États-Unis et leur détermination à contrer toute montée en puissance de l'axe russo-nord-coréen. L'alliance entre la Russie et la Corée du Nord

[115]IRIS. « États-Unis, Corée du Sud, Japon – Le sommet de Camp David (août 2023) : L'expansion du trilatéralisme en Indo-Pacifique ? ». *IRIS* [en ligne], 18 octobre 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[116] USFK. « Freedom Shield 23 Set To Begin ». *PA-001-23* [en ligne], 2 mars 2023 [consulté le 28 mars 2025].
[117] AFP. « À Séoul, Blinken dénonce la coopération militaire "dangereuse" entre Pyongyang et Moscou ». *La Croix* [en ligne], 9 novembre 2023 [consulté le 28 mars 2025].

demeure avant tout une relation opportuniste, dictée par les circonstances géopolitiques du moment plutôt que par une convergence stratégique durable. Bien que la coopération militaire entre les deux pays se soit intensifiée depuis le début de l'invasion de l'Ukraine à grande échelle par la Russie, elle reste limitée par les intérêts à long terme de Moscou. En réponse à la problématique, il apparaît que cette relation repose davantage sur une alliance de façade qu'un véritable partenariat structurel. Si la guerre en Ukraine se prolonge, Moscou pourrait renforcer ses liens avec Pyongyang par nécessité, mais une stabilisation de la situation pourrait conduire à un réajustement pragmatique des relations russo-nord-coréennes.

À PROPOS DE L'AUTRICE

Macha Toustou est membre du comité Asie-Pacifique et s'intéresse aux dynamiques géopolitiques entre la Russie et l'ex-espace soviétique, en particulier les pays d'Asie centrale. Elle poursuit un master en Relations internationales, spécialité Politique internationale, dans le cadre d'un programme co-habilité par Paris-Panthéon-Assas et Sorbonne Université.

« Quitter l'Occident pour rejoindre l'Asie » : le dilemme insoluble du Japon

Par Kaori Vestieu

L'Asie-Pacifique représente depuis la guerre froide un espace stratégique pour endiguer les puissances continentales concurrentes des États-Unis (URSS puis Chine). Toutefois, l'instabilité croissante sur le continent européen, la remise en question de la fiabilité de la dissuasion américaine et la multiplication des crises en Mer de Chine Méridionale (MCM) ouvrent des perspectives stratégiques au-delà de la *configuration en étoile*[118] orchestrée par Washington. Au cœur de cet équilibre géopolitique, le Japon, sous l'impulsion du Premier ministre Shigeru Ishiba, aspire à l'autonomie stratégique en Asie. Cette volonté d'émancipation de l'Occident se manifeste notamment par la proposition d'un système de sécurité commune en Asie. L'Indopacifique évolue vers une mise en réseau d'alliés « naturels », divorçant avec le traditionnel monopole sécuritaire américain. La restructuration de la doctrine de défense japonaise comprend ainsi deux axes : la participation à des systèmes de sécurité dits *minilatéralistes* et l'accroissement de ses capacités de défense (frappes de ripostes et moyens de surveillance). Malgré tout, l'approfondissement de la coopération japonaise avec les puissances du pacifique est circonscrite par les dynamiques de la compétition sino-américaine latente. Depuis l'arrivée des « navires noirs » (1853) sur ses côtes, le Japon fait face à un dilemme récurrent : s'aligner sur les États-Unis dans la lutte d'influence contre

[118] Architecture sécuritaire fondée uniquement sur des alliances bilatérales, mise en place par les États-Unis durant la guerre froide. Ces derniers en constituent le cœur stratégique, autour duquel s'articulent les différentes alliances bilatérales, formant ainsi les « rayons » de cette structure.

la Chine et la Russie, au risque de compromettre son idéal de souveraineté stratégique dans le Pacifique ou avancer vers cette autonomie sans jouir des effets bénéfiques de la protection américaine. Selon le vieux slogan de Yukichi Fukuzawa : le Japon est-il condamné à « *quitter l'Asie pour rejoindre l'Occident*[119] », ou, dans le cas présent, évoluer dans une situation intermédiaire au service de l'agenda stratégique américain renonçant ainsi au leadership régional.

L'évolution de la stratégie d'endiguement américaine : l'entreprise de rééquilibrage japonaise

Le Japon comme plateforme de la projection de la puissance américaine dans le contrôle de l'anneau périphérique insulaire

La grande stratégie américaine dans le Pacifique s'appuie, depuis la guerre froide, sur le contrôle de l'anneau insulaire périphérique. La stratégie des *trois chaînes d'îles* de John Foster Dulles (1951) démontre un intérêt stratégique vers la sécurisation des zones insulaires. Inspiré des théories du *Heartland* de John Mackinder, complétées le *Rimland* de Nicholas Spykman, les îles sont investies pour contenir l'influence des puissances continentales concurrentes aux Etats-Unis (URSS puis Russie, la Chine et la Corée du Nord). Washington y sécurise sa présence en s'adossant à son réseau de bases et renforce l'intégration de ses alliés. En réponse, la Chine déploie une force contraire en cherchant à se désenclaver à travers un double mouvement, à la fois terrestre et maritime, visant à s'étendre vers l'extérieur. Dès la fin des années 1980, l'amiral Liu Huaqing exprime la nécessité de dépasser « les chaînes d'îles » par la solidification d'une marine océanique[120]. Aujourd'hui, cette stratégie persiste à travers la militarisation

[119] Ce slogan du philosophe de l'ère Meiji Fukuzawa Yukichi évoque le processus de modernisation du Japon à travers son occidentalisation, un processus qui l'éloigne du modèle chinois.
[120] « Mer de Chine méridionale, une forte volonté chinoise de territorialisation ». *Ministère des armées* [en ligne],

des récifs en MCM (*ligne à neuf traits*) et le placement stratégique des forces navales chinoises à travers les rives de l'océan Indien jusqu'à la côte est de l'Afrique (*le collier de perles*). Le lancement en 2013 du projet des *Nouvelles Routes de la Soie* a suscité un regain d'intérêt pour le *pivot stratégique* de Mackinder. Les investissements massifs chinois en Asie centrale et en Afrique reproduisent en effet de manière saisissante le corridor périphérique du *Rimland*[121]. L'Indopacifique devient officiellement la zone de confrontation de la compétition sino-américaine avec la politique de *pivot vers l'Asie* états-unienne initiée par Obama en 2011. Sur cet échiquier, le Japon est une pièce maîtresse de la politique étrangère de *rééquilibrage* des Etats-Unis. Sa situation géographique en fait un allié naturel de la Corée du Sud et des Philippines pour contenir l'expansionnisme chinois. Pour le pays du soleil levant, le contrôle de l'Indopacifique relève, certes, d'un enjeu de sécurité économique et énergétique, mais aussi d'une vulnérabilité géographique le poussant à se doter d'une profondeur stratégique. Cette méfiance envers le continent a motivé le régionalisme sud-asiatique défendu par le Japon dans les années 30, qui se concrétisa par la *Sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale*, un impérialisme dirigé contre l'Occident. La défaite du Japon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale substitue aux ambitions impérialistes nippones une coopération asiatique avalisée par les Etats-Unis. Ces nouvelles alliances font du Japon le nœud névralgique de la grande stratégie américaine mais lui interdisent le leadership régional. Ainsi, Tokyo est à l'origine du regain d'intérêt pour la notion d'espace « indopacifique libre et ouvert [122]» mais sa matérialisation, confie aux Etats-Unis la prérogative d'assurer la stabilité de la zone. Le Japon se devait de rejoindre l'Occident pour assurer sa sécurité.

[121] RICQLES, Romain. "Les nouvelles routes de la soie chinoises au prisme des théories Heartland/Rimland". *Ecole de Guerre Economique* [en ligne], 2020 [consulté le 16 mars 2025].

[122] En 2016, le Premier Ministre Shinzo Abe a décrit sa vision d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » dans un discours au Kenya.

De l'Europe à l'Asie : la mise en réseau des « rayons »

La guerre d'agression Russe en Ukraine marque l'obsolescence de ce système. Les pays côtiers en Indopacifique font un parallèle entre l'échec de la dissuasion occidentale en Ukraine et les menaces croissantes que fait peser la Chine sur la région. Le Premier Ministre japonais Shigeru Ishiba déclare ainsi que « *l'Ukraine d'aujourd'hui pourrait préfigurer l'Asie orientale de demain* [123]». En outre, les tirs balistiques nord-coréens, l'approfondissement des relations russo-coréennes et la prédation chinoise en MCM alimentent un sentiment d'insécurité, ce qui incite les pays de l'Indopacifique à adopter des positions plus affirmées et ambitieuses. L'actuel système dit *hub and spokes* orchestré par les Etats-Unis est critiqué pour l'asymétrie stratégique qui le fonde. En particulier, l'intensification de la stratégie dite de *zones grises* entreprise par la Chine motive une dissuasion intégrée[124] . S'écartant de la *configuration en étoile* promue par Washington, les États soucieux de l'entreprise de territorialisation chinoise s'organisent pour faire respecter le droit international. Les alliances bilatérales traditionnelles, dont les États-Unis constituent le « noyau » et ses partenaires - Japon, Corée du Sud, Australie ou Philippines- les « rayons », sont désormais complétées par des coopérations parallèles. Cette reconfiguration est opportune pour Tokyo qui entend gagner en indépendance. Le 8 juillet 2024 Tokyo et Manille signent un *Accord d'Accès Réciproque* (RAA). Cet engagement est le troisième entrepris par le Japon : Tokyo signe un RAA en 2022 avec Canberra puis en 2023 avec Londres. Cet accord améliore l'interopérabilité des deux armées et fournit le cadre légal d'exercices militaires conjoints sur le territoire japonais ou philippin. En outre, cette coopération confirme la dynamique engagée en avril 2023 par l'« aide publique à la sécurité » (*Official Security Assistance*). Cette politique permet le financement des

[123] « Le nouveau Premier ministre japonais met en garde contre un monde de plus en plus « divisé ». *L'express* [en ligne], Octobre 2024 [consulté le 16 mars 2024].
[124] "Integrated Deterrence". *Indo-Pacifique defense forum* [en ligne], Janvier 2025 [consulté le 16 mars 2025].

équipements et infrastructures militaires dans les pays « *aux mêmes idées* [125]», autrement dit partageant les mêmes préoccupations concernant les tentatives de renversement du statut quo par la Chine. Ainsi, en octobre 2023 Tokyo avait fourni à Manille des FPS-3ME *advanced air surveillance radar system* puis en avril 2024 des TPS-P14ME *mobile air surveillance radar system*[126]. Ces deux exportations sont les premières depuis la révision des trois principes du Japon sur le transfert d'équipement de défense et de technologie de 2014[127]. L'acquisition de ces systèmes de surveillance doit permettre aux Philippines Air Force d'affiner leur *Maritime Domain Awareness* (connaissance du domaine maritime), pilier de leur *name and shame* politique. Cette stratégie de dénonciation vise à dissuader la Chine de poursuivre l'extension des *zones grises*, c'est-à-dire les zones placées sous son contrôle informel par le déploiement de garde-côtes qui réalisent des missions de harcèlement, de renseignement et d'occupation des territoires revendiqués par Pékin. L'action simultanée des garde-côtes et de la milice maritime chinois exerce une pression sur la souveraineté des pays de l'Asie du Sud-Est. Ces manœuvres découragent la présence de navires étrangers aux abords des territoires revendiqués sans toutefois user de la force armée. En outre, la Chine bénéficie du manque de coopération entre les États de l'Indopacifique en mettant à profit les angles morts de leurs radars respectifs. Les *zones grises* représentent un défi pour le Japon et les Philippines dont les confrontations avec les navires chinois engendrent une escalade vers la violence : le 17 juin 2024 des marins chinois attaquent à la hache des soldats philippins sur l'atoll Second Thomas[128]. Le renforcement de leur connaissance du domaine maritime est crucial

[125] « Japan's security policy : Official Security Assistance (OSA)". *Ministry of Foreign Affairs of Japan* [en ligne], Mars 2025 [consulté le 16 mars 2025].
[126] TAKEI, Tomohisa. « Provision of Radars to the Philippines Can create a 3,000-Nautical-Mile Air Surveillance Zon". Sasakawa Peace Foundation [en ligne], 2024 [consulté le 16 mars 2025].
[127] VANBAELINGHEM, Marjorie. « Pourquoi le Japon crée-t-il une « aide publique à la sécurité » (OSA) ? » . *IRSEM* [en ligne], 2023 [consulté le 16 mars 2025].
[128] « Altercation entre garde-côtes chinois et marins philippins en mer de Chine : les Philippines diffusent des images des violences ». *Le Monde* [en ligne], Juin 2024 [consulté le 16 mars 2024].

dans le développement d'une vision stratégique globale de lutte contre *la politique du fait accompli* chinoise.

La territorialisation de l'Indopacifique entrepris par la Chine motive la mise en réseau des alliés historiques des Etats-Unis. Tokyo et Manille ont respectivement des traités de défense mutuelle avec Washington. Leur rapprochement, s'ajoutant au parapluie dissuasif américain pallie les limites de celui-ci pour contrer la menace de nature hybride chinoise. Malgré tout, le Japon demeure le centre névralgique de la posture dissuasive américaine. Réciproquement, le Japon se repose encore principalement sur l'allié américain pour assurer sa sécurité. L'évolution de la *configuration en étoile* fournit au Japon l'opportunité d'endosser le leadership régional.

L'évolution de la doctrine militaire japonaise sous supervision américaine

Un rééquilibrage stratégique avalisé par les Etats-Unis au sein de *minilatéralisme* : les coopérations trilatérales

Ces alliances bilatérales ne remettent pas en question l'engagement des Etats-Unis dans la région mais opèrent un rééquilibrage des coopérations autrefois centralisées à Washington. Le Japon s'engage dans une relation de moins en moins verticale avec les Etats-Unis en participant à deux nouvelles alliances trilatérales. Ces coopérations à taille réduite dites *minilatéralismes* permettent le rapprochement d'alliés sur la base de défis communs définis. Séoul, Washington et Tokyo lancent officiellement un secrétariat pour leur coopération trilatérale institutionnalisant les engagements pris lors du Sommet de Camp David de 2023. Ce secrétariat doit pérenniser les coopérations entre les deux alliés clefs des Etats-Unis dans le Pacifique au-delà du renouvellement des gouvernements. Ainsi, en

novembre 2024, les trois États ont effectué la deuxième occurrence de l'exercice militaire multi-domaines *Freedom Edge*. Cet exercice vise à renforcer la communication et l'interopérabilité lors d'opérations de défense antimissiles, de guerre anti sous-marine, d'interdiction maritime et de cyber défense[129]. L'exercice trilatéral *Freedom Edge* inauguré en août 2023 matérialise les engagements pris lors *Memorandum of Cooperation on the Trilateral Security Cooperation Framework*[130] en juillet 2023. Cette alliance répond à la diversification des vecteurs nucléaires nord-coréens et l'approfondissement des relations Russo-nord-coréenne institutionnalisé par la signature du *Traité pour un partenariat global*. Ainsi, les connexions qui se tissent entre rayons sont avalisées par les Etats-Unis. La multiplicité des menaces nécessite un rééquilibrage stratégique. Washington promeut l'évolution de l'architecture sécuritaire vers un système de dissuasion *intégrée* [131](*Integrated deterrence*). De fait, les USA propulsent le Japon au rang de *hub* sécuritaire fondamental. Décrit dans la Stratégie de défense nationale[132] américaine de 2022, la dissuasion intégrée repose sur trois fondements : l'approfondissement de la synergie entre les partenaires américains, l'interopérabilité et le partage d'information. En effet, le succès de la dissuasion se fonde d'une part sur les capacités matérielles militaires et d'autre part sur leur opérativité. En multipliant les minilatéralismes les Etats-Unis resserrent leur étau autour de la Chine. Dans cette nouvelle configuration, le Japon s'affirme comme un allié crédible et de confiance qui assume ses propres engagements au côté du partenaire américain mais également indépendamment à celui-ci. Les puissances de l'Indopacifique peuvent s'organiser de manière autonome en s'appuyant sur le Japon comme nouvel incubateur des forces. Cette multiplication des coopérations

[129] "Japan, ROK, and U.S conclude Freedom Edge 24-2". *Pacom* [en ligne] Novembre 2024. [consulté le 16 mars 2025].
[130] "Japan-United States-Republic of Korea Trilateral Ministerial Joint Press Statement". *U.S Department of Defense* [en ligne], Juillet 2024 [consulté le 16 mars 2024]. Disponible sur :
[131] https://au.usembassy.gov/secretary-blinken-speech-the-administrations-approach-to-the-peoples-republic-of-china/
[132] "2022 National Defense Strategy of the United States of America". *U.S Department of Defense* [en ligne], 2022 [consulté le 16 mars 2025]. Disponible sur : https://media.defense.gov/2022/Oct/27/2003103845/-1/-1/1/2022-NATIONAL-DEFENSE-STRATEGY-NPR-MDR.pdf

renforce la synergie des *spokes* américains et participe à la résilience de la capacité états-unienne d'endiguement de la RPC et donc leur domination sur l'Indopacifique. Malgré tout, ces rapprochements autour de défis communs (territorialisation de la MCM, risque nucléaire dans la péninsule coréenne) diluent le *leadership* de Washington en matière d'assurance sécuritaire. Cette réorganisation des forces coïncide avec le mandat de Shigeru Ishiba en tant que Premier Ministre japonais investi le 1er octobre 2024. Son appétence pour les questions de stratégie et de défense met le Japon sur la voie d'une normalisation militaire avec comme objectif l'autonomie stratégique.

Révolution militaire nippone circonscrite par la compétition sino-américaine

Le 25 septembre 2024, Shigeru Ishiba développe, dans un essai publié par le Hudson Institute, sa vision stratégique du Japon dans l'Indopacifique[133]. Il alimente de vifs débats autour de sa proposition d'un « *OTAN asiatique* ». Bien qu'un accord de sécurité commune type OTAN est pour l'instant irréaliste, cette proposition éclaire néanmoins sur l'avenir de la stratégie de défense nippone. Shigeru Ishiba conçoit le Japon comme le futur socle sécuritaire de l'Indopacifique. Conscient de la portée stratégique fondamentale de l'alliance avec les Etats-Unis, les réformes militaires s'attachent néanmoins à remédier aux asymétries entre Washington et Tokyo. Une attention particulière est portée à la préparation opérationnelle (*defense readiness*) qui constitue le talon d'Achille du Japon. En effet, les FAD bénéficient d'une solide base industrielle et technologique mais sont cantonnés aux opérations de sécurisation du territoire nippon[134]. De fait, elles sont particulièrement vulnérables lors d'interventions conjointes. Ainsi, en juillet 2024 le *US Department of Defense* envisage d'intégrer les FAD dans un quartier général

[133] ISHIBA, Shigeru. "Japan's new security era : The future of Japan's Foreign Policy". *Hudson Institute* [en ligne], Septembre 2024 [consulté le 16 mars 2025].
[134] YAMAGUCHI-HINATA, Ryo. "Japan's defense readiness : Prospects and Issues in Operationalizing Air and Maritime Supremacy". *Naval War College Review*, 2018, Vol. 71, N°3, p. 41-60.

de forces conjointes[135] sous la supervision de l'USINDOPACOM. Cette réforme structurelle entend améliorer la résilience des systèmes *command and control*. La séparation actuelle des commandements opérationnels fragilise leur force de dissuasion : la structure de coopération entre les FAD et *l'US Forces Japan* (USFJ) restreint l'efficacité régionale des USFJ qui sont contraints de rendre compte à leur quartier général basé à Hawaii. Cette configuration héritée du *Treaty of Mutual Cooperation and Security* de 1960 reflète le rôle stratégique endossé par le Japon pendant la guerre froide. Tokyo ne représentait qu'une plateforme aux opérations américaines dans la région. Ainsi, les deux forces armées ne sont pas capables d'entreprendre une opération conjointe d'urgence. L'instabilité de l'environnement sécuritaire en Indopacifique appelle à réformer le système *command and control* qui assure la communication et la coordination entre les forces japonaises et américaines. La formation d'un quartier général des forces interarmées travaillant de concert avec le *Japan Joint Operations Command* (J-JOC) permettra d'accroître la compétence régionale des USJF et favorisera une meilleure synergie lors de la planification bilatérale d'opérations. L'évolution doctrinale nippone s'inscrit dans la dynamique commencée en 2022 par l'adoption de trois documents stratégiques : *National Security Strategy, National Defense Strategy, Defense Building Program*. Ces documents appuient la nécessité de normalisation des capacités de défense propres au Japon face aux menaces chinoise, nord-coréenne et russe. En particulier, la diversification des vecteurs et des tirs balistiques dans la région questionne la résilience du parapluie dissuasif américain. L'idée d'un paradigme alternatif au schéma traditionnel dit de la « lance » américaine et du « bouclier »[136] nippon émerge à Tokyo. Selon cette

[135] « Fact Sheet : Join Statement of the Security Consultative Committee ("2+2")". *U.S Department of Defense* [en ligne], Juillet 2024 [consulté le 16 mars 2025]. Disponible sur :

[136] NIQUET, Valérie. "Changement de braquet ? Les évolutions récentes de la stratégie de sécurité et de défense du Japon ». *Fondation pour la recherche stratégique* [en ligne], 2023 [consulté le 16 mars 2025]. Disponible sur : https://www.frstrategie.org/publications/notes/changement-braquet-evolutions-recentes-strategie-securite-defense-japon-2023

configuration, les Etats-Unis assurent les capacités offensives de l'alliance tandis que le Japon fournit la carapace défensive en mettant à disposition ses bases militaires : les missions étaient définies et distinctes. Le système de dissuasion intégrée permet au Japon de prendre une part plus active dans l'équilibre sécuritaire régional. L'acquisition de frappes de longue distance permettant une riposte sur le sol ennemi brouille quelque peu la division des compétences. En janvier 2024, avec l'approbation de *l'United States Defense Security and Cooperation Agency*, le Japon acquiert 400 missiles Tomahawk. Cet arsenal s'inscrit dans sa doctrine militaire strictement défensive en lui conférant une capacité de *counterstrike*. Toutefois, face à la montée des tensions alimentées par les stratégies chinoises en *zones grises* ainsi que par les velléités de la Chine et de la Corée du Nord que matérialisent des programmes d'armements ambitieux, la question d'un éventuel usage préventif de ces frappes mérite d'être envisagée. Finalement, l'acquisition de technologies de pointe est l'ultime volet du renouveau de la stratégie militaire nippone. En 2024, le Japon s'est rapproché de l'accord de coopération militaire entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni : l'AUKUS. Cette alliance comprend deux piliers : d'une part doter l'Australie d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire, d'autre part approfondir l'échange d'informations et de technologies entre les alliés (armes hypersoniques, guerre électronique, intelligence artificielle, technologies quantiques). En avril 2024, l'alliance tripartite annonce considérer l'intégration du pays du soleil levant sur la base du pilier II. Cette intégration doit permettre de renforcer les capacités ISR (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) essentielles à la préservation de l'intégrité territoriale des pays menacés par l'expansionnisme chinois.

Conclusion

L'alliance nippo-américaine reste la pierre angulaire de la stratégie de défense japonaise dans l'Indopacifique. Tokyo et Washington s'engagent mutuellement à

approfondir cette coopération et entretenir la confiance réciproque d'un soutien militaire. Néanmoins, l'asymétrie stratégique qui prévalait jusqu'à lors en faveur des Etats-Unis n'est plus viable pour le Japon qui entend diversifier ses alliances et se hisser au rang de puissance militairement opérationnelle dans une configuration de *dissuasion intégrée*. Afin de s'assurer le soutien des puissances constituant les *spokes* des Etats-Unis, le Japon fournit des assurances de ses engagements en matière de défense sous l'impulsion du Premier ministre Shigeru Ishiba. Bien qu'un *OTAN asiatique* ne soit pas pour l'heure acceptable tant il constituerait une source d'escalade des tensions dans l'Indopacifique, la proximité croissante du Japon avec les autres puissances de l'Indopacifique fait le lit de l'idée d'un bloc de défense de plus en plus opérationnel et autonome face à la Chine. Le Japon ne quitte pas tout à fait l'Occident mais renoue indéniablement avec l'Asie pour construire un réseau sécuritaire résilient.

À PROPOS DE L'AUTRICE

Kaori Vestieu est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Elle est étudiante à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye avec une spécialisation en Relations Internationales. Elle a une appétence particulière pour les l'architecture sécuritaire en Indopacifique et les luttes d'influence qui y prennent place.

Le rôle pivot de l'Australie dans la sécurité en Indo-Pacifique

Par Baptiste Fromageot

« Pour la première fois, un concept propose une définition de notre région qui considère automatiquement l'Australie comme partenaire et acteur géopolitique reconnu ». C'est en ces termes que Rory Medcalf, directeur du *National Security College* de l'Université Nationale d'Australie décrit la notion d'Indo-Pacifique lors de la deuxième session de l'observatoire de l'Indo-Pacifique du Centre de Recherches Internationales de Sciences Po en mai 2021[137]. En effet, ce concept déjà utilisé par les universitaires australiens et indiens depuis le début des années 2000, propose une grille de lecture intéressante pour envisager le paradigme international dans lequel se place l'Australie, véritable pivot, au sens d'élément clé incontournable, de ce vaste espace englobant deux océans et 46 pays. L'Australie constitue premièrement un pivot géographique de l'Indo-Pacifique, étant le seul pays à border ces deux océans et y ayant des intérêts nombreux, que ce soit au travers de son partenariat avec l'Inde dans le cadre du QUAD, ou avec les micronations du Pacifique où les gouvernements australiens cherchent à limiter l'influence chinoise. Cette notion de « pivot », pour qualifier la place particulière qu'occupe l'Australie en Indo-Pacifique est toutefois multidimensionnelle, dans la mesure ou plus qu'un simple pivot géographique, l'Australie est aussi un pivot militaire, stratégique, de leur « grand et puissant allié », à savoir les États-Unis d'Amérique. Depuis 1951 et l'accord ANZUS et à plus forte raison depuis la signature du traité AUKUS de 2021, l'Australie fait office de relais de la marine

[137] MEDCALF, Rory. [Discours lors de la 2ème session de l'observatoire pour l'Indo-Pacifique de Sciences Po]. Paris, France, 19 mai 2021.

américaine, accueillant bâtiments et soldats dans ses bases occidentales et septentrionales. D'une certaine façon, l'Australie constitue un des leviers d'application du « pivot asiatique » décidé par le premier gouvernement Obama, et exprimé devant le parlement australien à Canberra en 2011[138]. Enfin, et dans un contexte de changement climatique global, l'Australie peut aussi être envisagée comme un pays « pivot », à l'égard des jeux d'alliances et d'influences dont sont partie-prenantes, parfois malgré elles, les petites nations insulaires du Pacifique. C'est, dans le cas de l'Australie, largement au travers d'aide au développement que l'Australie tente de faire « pivoter », « basculer » ces nations vers les Occidentaux, à défaut de la Chine. Premier pays donateur d'aides au développement dans le Pacifique, celles-ci sont souvent subordonnées, de façon plus ou moins explicite, à des accords de sécurité avec l'Australie ou du moins à l'engagement de ne pas en signer avec la République populaire de Chine (RPC). L'objet de cet article sera donc d'évaluer en quoi cette acception de "rôle pivot" de l'Australie dans la sécurité en Indo-Pacifique est en fait polysémique, en nous intéressant, après avoir exprimé la position géopolitique particulière de l'Australie et son statut de « pivot » de la capacité de projection américaine en Indo-Pacifique, à sa position de point de bascule vis-à-vis des nations insulaires du Pacifique, ceci en tirant habilement profit de leurs préoccupations liées au changement climatique.

État géostratégique de l'Australie

Une île à la position particulière en « état de siège »

Comme en témoignent les projections cartographiques du monde vu depuis l'Australie, qui pour les habitants de l'hémisphère nord paraissent à l'envers, l'Australie occupe une position géographique singulière, qui a en partie influé sur

[138] OBAMA, Barack. *Remarks by President Obama to the Australian Parliament* [Discours au parlement australien]. Canberra, Australie, 17 novembre 2011. Disponible sur : https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/11/17/remarks-president-obama-australian-parliament.

la vision géopolitique que le pays a eu de lui-même depuis l'arrivée des premiers colons pénitentiaires en 1788. On constate immédiatement un important isolement, le voisin le plus proche étant la Papouasie Nouvelle-Guinée, à quelque 150 kilomètres des côtes australiennes. Partant de ce constat et d'une certaine "peur de l'isolement", le pays a toujours cherché à s'assurer une alliance avec un allié puissant : le Royaume-Uni jusqu'en 1942 et la prise de Singapour par l'armée japonaise, et ensuite les États-Unis, formalisé par l'accord ANZUS de 1951 (conjointement avec la Nouvelle-Zélande). Toutefois, cette sécurité a un prix en termes d'autonomie, et a conduit l'Australie à être le seul pays à suivre les États-Unis dans toutes leurs guerres depuis la Seconde Guerre mondiale. Si des courants ont cherché à faire gagner à l'Australie une certaine autonomie (concept de *fortress Australia* dans les années 1980 par exemple, à l'issue de la guerre du Viêt-Nam), ceux-ci se sont révélés incapable de transformer les fondements de la politique internationale de l'Australie, qui collabore avec les États-Unis sur le plan stratégique *via* plusieurs organisations : le groupe *Five Eyes* avec la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Royaume-Uni et qui permet à ses pays de mutualiser leurs réseaux d'espionnage, ou encore le QUAD, avec l'Inde et le Japon, qui s'exercent ensemble régulièrement à des manœuvres navales, dans l'Océan Indien notamment. On peut à ce titre citer les exercices Malabar ayant pour la dernière fois eu lieu en octobre 2024[139]. Pour autant, si la relation avec les États-Unis apparaît comme structurante pour la politique internationale de l'Australie, cela ne l'a pas empêché de s'inscrire dans tout un réseau d'organisations multilatérales, à caractère non militaire, et avec ou sans leur protecteur ; comme le Forum Régional de l'ASEAN [Association des Nations de l'Asie du Sud-Est], le Forum des Îles du Pacifique (FIP), ou encore l'Organisation Économique d'Asie-Pacifique (APEC). Cette dernière a par exemple pour ambition de coordonner

[139] KOENIG, Seth. "India hosts Australia, Japan and U.S. forces in Exercise Malabar 2024." [en ligne]. Site officiel de la marine américaine, 9 octobre 2025 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.navy.mil/Press-Office/News-Stories/Article/3931242/india-hosts-australia-japan-and-us-forces-in-exercise-malabar-2024/.

l'action régionale dans le domaine de la coopération économique, en réduisant les barrières commerciales et en harmonisant les normes et procédures entre ses pays membres. La présence en son sein de la RPC témoigne aussi de son caractère incontournable, de surcroît lorsqu'il s'agit de commerce. En effet, le commerce avec la Chine représente environ un quart de son commerce total et 212,7 milliards de dollars australiens[140] (126,3 milliards d'euros), en grande partie lié à l'exportation d'orge, de vin et de viande bovine.

Le tournant de l'année 2017 : la Chine comme menace désignée

Ainsi, la Chine représente depuis longtemps un partenaire essentiel de l'Australie, et qui plus est observé avec une certaine bienveillance. *« Il y avait [il y a deux décennies] un certain optimisme à propos de la montée de la Chine »*, selon Michael Fullilove, chercheur au *Lowy Institute*[141]. On apprend dans ce même article qu'aussi récemment qu'en 2018, 52 % des Australiens faisaient confiance à la Chine pour agir de façon responsable dans le monde. En juin 2024, date de parution de l'article, cela ne concerne plus que 17 % des Australiens interrogés. Cette perte de confiance en la Chine de la part d'une grande partie des Australiens peut trouver des explications dans les événements survenus en novembre 2017 lors de l'affaire Sam Dastyari, durant laquelle ce sénateur australien a reçu des dons de la part de la Chine en échange d'informations[142]. En réaction immédiate, le parlement australien a proposé le mois suivant de nouvelles lois en vue de réduire l'ingérence étrangère, qui provenant de la Chine ne concernent pas seulement les actions de corruption envers des élus ou des hauts fonctionnaires, mais prennent aussi la

[140] Sur les années 2023-2024. Gouvernement australien, département des Affaires Étrangères et du Commerce. *China country brief* [en ligne]. Décembre 2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.dfat.gov.au/geo/china/china-country-brief

[141] FULLILOVE, Michael. "Australians are wary of the US, but we increasingly fear China". *Lowy Institute, The Australian* [en ligne], 05/06/2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.lowyinstitute.org/publications/australians-are-wary-us-we-increasingly-fear-china.

[142] ABC News, *Sam Dastyari resignation: how we got here* [en ligne]. 12/12/2017 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.abc.net.au/news/2017-12-12/sam-dastyari-resignation-how-did-we-get-here/9249380.

forme de politiques d'influence, de désinformation, et plus généralement d'immiscions au sein des communautés sino-australiennes de la diaspora chinoise, ce principalement *via* la stratégie politique du *Front Uni* (统一战线) développée par le PCC et visant notamment à contrôler les communautés chinoises hors de Chine. Ces méthodes dérivent de ce qu'ont conceptualisé Christopher Walker et Jessica Ludwig en 2017 dans leur article de 2017 « *Sharp Power: Rising Authoritarian Influence* » et consistent, et se distinguent des concept classiques de *hard* et *soft power*, comme le rappelle Raphaël Mineau dans son article dédié à ce sujet de 2023[143]: il s'agit non pas de proposer un modèle international attractif ou rayonnant qui pourrait servir de levier aux capacités d'influence d'un pays, ni de faire valoir directement ses capacités de puissance au travers de ses forces armées; mais plutôt d'influencer les publics cibles par des mesures de désinformation. Quoi qu'il en soit, suite à la réaction australienne, les relations entre les deux pays se sont rapidement envenimées : dès l'annonce de cette nouvelle législation, Pékin décide de suspendre toutes ses visites diplomatiques avec Canberra, qui en retour a pris un certain nombre de mesures coercitives vis-à-vis de la Chine ou des entreprises chinoises, la plus marquante étant peut-être le bannissement inédit de l'entreprise chinoise Huawei de prendre part à la construction du réseaux 5G australien en août 2018[144]. On peut aussi citer la requête du gouvernement australien auprès de l'OMS de mener une enquête indépendante quant aux origines de la COVID-19, soupçonnant la Chine et suscitant la colère de cette dernière, qui en retour a lourdement taxé les importations de produits agricoles australiens, dont l'orge, le bœuf et le vin courant 2020[145]. Conjointement à cette dégradation des relations sino-

[143] MINEAU, Raphaël. "Quels sont les effets boomerang du 'sharp power' chinois en Australie ?". *Diploweb* [en ligne]. 21/05/2023 [10/05/2025]. Disponible sur : https://www.diploweb.com/Quels-sont-les-effets-boomerang-du-sharp-power-chinois-en-Australie.html

[144] ABC News, *Huawei banned for 5G infrastructure rollout in Australia* [en ligne]. 28/08/2025 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.abc.net.au/news/2018-08-23/huawei-banned-from-providing-5g-mobile-technology-australia/10155438.

[145] ISLAMUDDIN, Sajid. "China imposes heavy tariffs on Australian wine". *Anadolu Agency* [en ligne]. 27/11/2020 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/china-imposes-heavy-tariffs-on-australian-wine/2057586.

australiennes, le discours officiel de l'Australie vis-à-vis de la Chine s'est aussi adapté, ainsi que sa position stratégique. Avant 2017, et bien que l'Australie ait toujours formellement été alliée militairement aux États-Unis depuis 1951, certains auteurs ont pu parler d'une certaine "ambiguïté stratégique" de l'Australie, dans la mesure où le pays essayait tant bien que mal de concilier ses objectifs stratégiques (alliance avec les EU) et économiques (commerce avec la Chine), en évitant de trop brusquer Beijing[146]. Après les événements survenus lors de cette année, Canberra a abandonné cette position au profit d'un alignement stratégique sans équivoque avec les Etats-Unis, en témoigne la mise à jour stratégique de la défense australienne de 2020, au sein de laquelle la Chine est clairement désignée comme source de préoccupation stratégique majeure de la politique étrangère australienne[147].

Le pacte AUKUS de 2021 : contenu et implications

Ressenti en France comme un coup de tonnerre, le pacte AUKUS annoncé le 15 septembre 2021 réaffirme l'alliance stratégique entre l'Australie, son protecteur, et sa puissance tutélaire historique, ce en vue de faire face à une menace commune et toute désignée : la Chine. Souvent simplifié en France comme un simple contrat de livraison de 8 sous-marins nucléaires d'attaque (SNA ou SNN en anglais, sous-marins à propulsion mais sans armement nucléaire, bien plus discrets et autonomes que des sous-marins thermiques), ce pacte ne s'y limite pas, et constitue en fait une véritable alliance entre les trois pays, qui se partagent des technologies sensibles (c'est la première fois que les États-Unis partagent leur précieuse technologie de sous-marins nucléaires d'attaque), organisent des

[146] ABBONDANZA, Gabriele. "Whither the Indo-Pacific? Middle powers strategies from Australia, South Korea and Indonesia". *International Affairs*, 07/03/2022 [10/03/2025], Volume 98, Pages 403-421. Disponible sur : https://academic.oup.com/ia/article/98/2/403/6540800?login=false.

[147] GOLDRICK, James. "Defence Strategic Update 2020: A First Assessment". *Lowy Institute* [en ligne]. 02/07/2020 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/defence-strategic-update-2020-first-assessment.

exercices militaires communs, et, pour l'Australie, met à disposition sa base maritime occidentale, *HMAS Stirling*, près de Perth, à la *U.S Navy* ainsi qu'à la *Royal Navy*[148]. On peut préciser cette description en rappelant que l'opérabilité de l'alliance AUKUS se fera par palier, premièrement en formant des marins australiens dans les SSN américains et britanniques (ce qui a commencé en 2023), puis dès 2027 en accueillant des SSN américains et britanniques sur la base australienne de *Stirling*, puis, enfin, dans les années 2030, en livrant 3 SSN de classe *Virginia* à l'Australie et en produisant les premiers SSN-AUKUS au Royaume-Uni et en Australie. Le second pilier du pacte AUKUS et qui s'est étendu au Japon et devrait s'ouvrir au Canada, à la Corée du Sud et à la Nouvelle-Zélande consiste en une coopération accrue dans les domaines des hautes technologies à savoir l'intelligence artificielle (AI), le calcul quantique ou encore les missiles hypersoniques[149]. Si cet ambitieux projet établit sans équivoque le changement de perspective stratégique de l'Australie confirmé par Richard Marles, ministre de la défense du pays, lors de son discours de lancement de la Stratégie de Défense Nationale du 17 avril 2024[150], qui estime que « [l'Australie doit] *prendre la décision difficile de concentrer la majeure partie de nos efforts dans [sa] région [...] là où [leur] intérêt national réside sans ambiguïté* », il est aussi largement critiqué ou questionné sur différents plans. Premièrement, le coût du projet estimé à 37 milliards d'euros (soit 61,5 milliards de dollars australiens) sur 10 ans est considéré trop élevé par une grande majorité de la population australienne : selon un sondage de l'*US Study Center*, en 2023, 79 % des Australiens considèrent que les

[148] Site officiel consacré au premier ministre australien. *Joint Leader Statement on AUKUS* [en ligne]. 14/03/2023 [10/03/2025].Disponible sur : https://www.pm.gov.au/media/joint-leaders-statement-aukus.

[149] PERON-DOISE, Marianne. *L'AUKUS, un pacte militaire qui divise l'Indo-Pacifique* [en ligne]. Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 28/10/2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.iris-france.org/presse/laukus-un-pacte-militaire-qui-divise-lindo-pacifique/

[150] MARLES, Richard. *Launch of the National Defence Strategy and Integrated Investment Program* [discours de présentation de la Stratégie de Défense Nationale]. 17/04/2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.minister.defence.gov.au/speeches/2024-04-17/launch-national-defence-strategy-and-integrated-investment-program.

sous-marins AUKUS ne valaient pas la somme investie[151]. Surtout, ce pacte est largement décrié par les nations insulaires du Pacifique, qui, bien que le pacte ne viole pas à proprement parler le Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP, voté en 1970 et entré en vigueur en réaction aux essais nucléaires américains et français dans le Pacifique, complété par le traité de Rarotonga de 1985 créant une zone exempte d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud), puisque ces sous-marins n'embarqueront pas d'armements nucléaires, il demeure paradigmatique de la militarisation accrue de la zone par des puissances poursuivant leur propre agenda de sécurité, au dépend de nations dont les priorités d'ordre existentiel demeure les enjeux liés au changement climatiques.

Aide au développement et alignement stratégique : l'Australie et le basculement du Pacifique

Les aides au développement comme levier principal de contrôle des pays du Pacifique

Afin de se pencher plus en détail sur les politiques d'influence que mène l'Australie et son adversaire chinois, il convient en premier lieu de rappeler la situation dans laquelle se trouvent nombre si ce n'est la totalité des micronations insulaires du Pacifique, qui tous subissent, quoique de façon différenciée, les effets du changement climatique. Pour bon nombre d'entre-elles, l'enjeu principal à court ou moyen terme est le risque de submersion, et en ce sens il peut être intéressant de considérer l'exemple paradigmatique des îles des Tuvalu, dont les 9 atolls seront selon les experts inhabitables avant la fin du siècle[152]. La détresse dans laquelle se trouvent de nombreux États du Pacifique face aux enjeux liés au

[151] DEAN, Peter. "AUKUS has become a case study in generational politics". *United States Study Center, The Australian*, 09/02/2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.ussc.edu.au/aukus-has-become-a-case-study-in-generational-politics

[152] Fondation de la mer. *Les Tuvalu, un bout du monde menacé de disparition* [en ligne]. 22/02/2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.fondationdelamer.org/nos-actualites/tuvalu/

changement climatique est loin d'être étrangère à l'Australie, comme à la Chine d'ailleurs, qui tirent profit de la précarité environnementale de nombre de ces îles pour les vassaliser. Il est soit dit en passant important de noter que ces pays sont de façon non négligeable responsables de la situation climatique actuelle : la Chine émettant en 2021 28 % des gaz à effet de serre et l'Australie émettant une moyenne de 14,2 tonnes de gaz à effet de serre par habitant et par an en 2023[153], la classant au premier rang des pays occidentaux dans ce domaine. La façon la plus courante pour l'Australie (ainsi que la Chine) de gagner les faveurs des îles du Pacifique, c'est-à-dire de conclure des accords de sécurité ou du moins des engagements à ne pas en conclure avec la RPC, passe par l'allocation d'aides au développement à ces pays, pour investir dans leurs infrastructures ou pour contrer du mieux possible les effets du changement climatique. On constate ainsi que, bien que constituant une puissance économique moyenne (son PIB s'élevait en 2018 à 1,787 milliards de dollars américains, la classant au 14ème rang des pays à l'époque), l'Australie est le pays qui investit le plus dans les aides au développement dans le Pacifique, devant la Chine (deuxième) et le Japon [154] (troisième). Toutefois, il convient de rappeler que l'essor d'intérêt de la Chine envers les îles du Pacifique est relativement récent, et s'est surtout manifesté à partir de 2016 et à plus forte raison de 2018, lorsque les dirigeants de l'APEC se sont réunis à Port Moresby en Papouasie Nouvelle-Guinée, où ils y ont appris que la *China Engineering Harbour Company* avait obtenu un contrat pour construire l'APEC Haus ainsi que ses infrastructures routières. Le tout pour un coût estimé à plus de 4,5 milliards de dollars américains[155]. Dès lors, l'Australie et les États-Unis, qui sentaient leur influence s'étioler dans la région, ont redoublé d'efforts et

[153] Country Economy. *Emissions de CO2 de l'Australie* [en ligne]. [10/03/2025]. Disponible sur : https://fr.countryeconomy.com/energie-et-environnement/emissions-co2/australie.

[154] Pacific Aid Map : base de données des subventions proposées dans le Pacifique par la communauté internationale. Lowy Institute. [10/03/2025]. Disponible sur : https://pacificaidmap.lowyinstitute.org/map/

[155] KEEN, Meg. "Geopolitics in the Pacific Islands: Playing for Advantage". *Lowy Institute* [en ligne], 31/01/2025 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.lowyinstitute.org/publications/geopolitics-pacific-islands-playing-advantage

d'investissements afin de conserver leur prédominance dans le Pacifique. À titre d'exemple, on peut à ce titre citer la mise en place par l'Australie de l'*Australian Infrastructure Financing Facility for the Pacific* (AIFFP) en 2019, un fond régional de 3 milliards de dollars australiens (soit 1,74 milliards d'euros) de prêts pour la construction d'infrastructures, complété par 1 milliard de dollars australiens (580 millions d'euros) de subventions pour le soutien à la construction d'aéroports, de câbles sous-marins, de routes et de ports. À ces fonds sont ajoutés depuis octobre 2022, 900 millions de dollars australiens (522 millions d'euros) d'ici à 2026. Tous ces investissements, partie intégrante de la *Pacific Step-Up Initiative* de l'Australie, mise en place en 2018 et prétendant justement à renforcer les liens avec les nations insulaires du Pacifique, doivent cependant faire face aux politiques d'investissement agressives de la RPC. En effet, les investissements chinois dans la région ne s'encombrent généralement pas de passer par les organisations internationales variées afin de proposer leurs financements, et ont plutôt tendance à aller directement dans la poche des dirigeants locaux, en échange d'accords de sécurité, comme ce fut le cas aux îles Salomon où la police chinoise opère librement depuis 2022[156], et où trois députés reçurent 250 000 dollars chacun en échange de la reconnaissance de la Chine comme entité indivisible, au détriment de Taïwan[157]. De plus, les infrastructures financées par la Chine sont généralement très visibles, concernent des stades ou des routes, et omettent souvent les infrastructures de résilience au changement climatique, moins visibles et plus critiques pour ces pays. La rhétorique des dirigeants du Pacifique *friends to all, enemy to none* est qui plus est entièrement compatible avec des accords avec

[156] LEMAITRE, Frédéric. "La Chine 'assure la sécurité' des îles Salomon et s'impose dans le Pacifique". *Le Monde* [en ligne]. 20/04/2022 [10/03/2025]. Disponible avec accès sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/20/la-chine-assure-la-securite-des-iles-salomon-et-s-impose-dans-le-pacifique_6122878_3210.html

[157] CAVANOUGH, Edward. "China and Taiwan offered us huge bribes, say Solomon Islands MPs". *The Guardian* [en ligne]. 08/12/2019 [10/03/2025] Disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2019/dec/08/china-and-taiwan-offered-us-huge-bribes-say-solomon-islands-mps

la Chine, dans la mesure où ces pays demandent une aide quasiment désespérée, où toute assistance est à considérer.

Disparition de territoire et enjeux de sécurité : l'union Falepili de 2023

Toutefois, et comme nous l'évoquions dans la partie précédente, ces investissements, lorsqu'ils résultent d'une concertation bilatérale entre l'Australie et une nation insulaire du Pacifique, sont souvent tributaires d'accords de sécurité indiquant explicitement que tout accord relatif à la sécurité de l'île ne peut se faire sans l'aval de l'Australie. Au titre des récents accords inédits scellés par l'Australie avec des nations du Pacifique, on peut notamment citer la signature de l'Union Falepili en novembre 2023 entre l'Australie et les Tuvalu dont le contenu est assez révélateur de la façon dont l'Australie tire profit des conséquences du changement climatique sur les Etats insulaires du Pacifique. Si un volet de l'accord prévoit l'octroi d'une aide, en partie financière, importante en cas de catastrophe naturelle majeure ou d'urgence de santé publique, une partie de l'accord est aussi entièrement dédiée à la « *coopération pour la sécurité et la stabilité* »[158]. En effet, le paragraphe 4 de l'article 4 de cet accord précise que « *Tuvalu et l'Australie doivent se consulter mutuellement pour tout partenariat, arrangement ou engagement avec n'importe quel autre Etat en ce qui concerne les questions relatives à sa défense ou à sa sécurité* ». En somme, l'archipel entre dans le giron australien et *a fortiori* américain, en promettant de ne pas signer d'accord de sécurité avec la Chine, comme cela a pu être le cas des îles Salomon en 2022. Toutefois le volet le plus intéressant, et proprement inédit, de l'accord signé entre les Tuvalu et l'Australie concerne la relocalisation progressive de la population de l'archipel au rythme de 280 titres de séjour par an, faisant de cet accord le premier accord de mobilité climatique. Une telle situation suscite de nombreuses interrogations juridiques,

[158] Ministère australien des Affaires Étrangères et du Commerce. *Explanatory memorandum - Falepili Union between Tuvalu and Australia* [en ligne]. 08/05/2024 [10/03/2025]. Disponible sur : https://www.dfat.gov.au/countries/tuvalu/explanatory-memorandum-falepili-union-between-tuvalu-and-australia

notamment quant à la survivance de la nationalité Tuvalu, en cas de disparition physique de l'archipel, mais aussi liées à des aspects plus directement économiques et stratégiques dont par exemple celle de la souveraineté de l'ancienne Zone Économique Exclusive (ZEE) du pays. Constituant un vaste espace de plus de 756 000 kilomètres carrés (soit 29 000 fois la superficie terrestre de l'ensemble d'atolls), ces espaces sont objets de toutes les convoitises dans le Pacifique, à plus forte raison lorsque ces zones sont riches en minerais précieux, comme c'est le cas de la ZEE des îles Cook, riche en nodules polymétalliques, concrétions primordiales de cobalt, cuivre, nickel et manganèse pour ne citer qu'eux, et essentiels à nombre d'industries dont celles des batteries et des infrastructures d'énergies renouvelables[159] (éoliennes et panneaux solaires). Dans un registre complètement différent, et que l'on pourrait associer à une manifestation de *soft power* australien, le gouvernement Albanese a conclu en octobre 2024 un accord de sécurité avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) basé sur la participation d'une équipe du pays au championnat national australien de rugby à 13. Cette compétition, très populaire en PNG, accueille déjà depuis 1995 une équipe néo-zélandaise, les *New Zealand Warriors*, et est prête à accueillir une 18ème équipe à partir de 2028 si le pays tient ses engagements de sécurité avec l'Australie, à savoir donc de ne pas conclure d'accords de sécurité avec un Etat tiers, qui plus est sans consultation avec le gouvernement australien[160]. Ces deux exemples d'accords peuvent largement être dénoncés de paternalistes, qui plus est dans la mesure où l'Australie est une ancienne puissance coloniale de la PNG et des Tuvalu, qu'elle a administré jusqu'en 1975. Le discours officiel du gouvernement australien continue d'ailleurs d'employer l'appellation de « famille du Pacifique » à propos de sa relation des nations insulaires présentes dans cet

[159] JOHNSON, Glen. "Les îles Cook dans la tourmente géopolitique". *Le Monde Diplomatique* [en ligne], journal d'août 2024 [10/03/2025]. Disponible avec accès sur : https://www.monde-diplomatique.fr/2024/08/JOHNSON/67288.

[160] Courrier International. *L'Australie va accueillir un club de Papouasie dans son championnat de rugby pour faire barrage à la Chine* [en ligne]. 13/12/2024 [10/03/2025]. Disponible avec accès sur : https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-l-australie-va-accueillir-un-club-de-papouasie-dans-son-championnat-de-rugby-pour-faire-barrage-a-la-chine_225689.

océan[161]. Évidemment, elle y jouerait le rôle de père face à des pays irresponsables, comme le seraient des enfants, incapables de prendre en main seuls leur propre sécurité climatique ou stratégique.

Conclusion

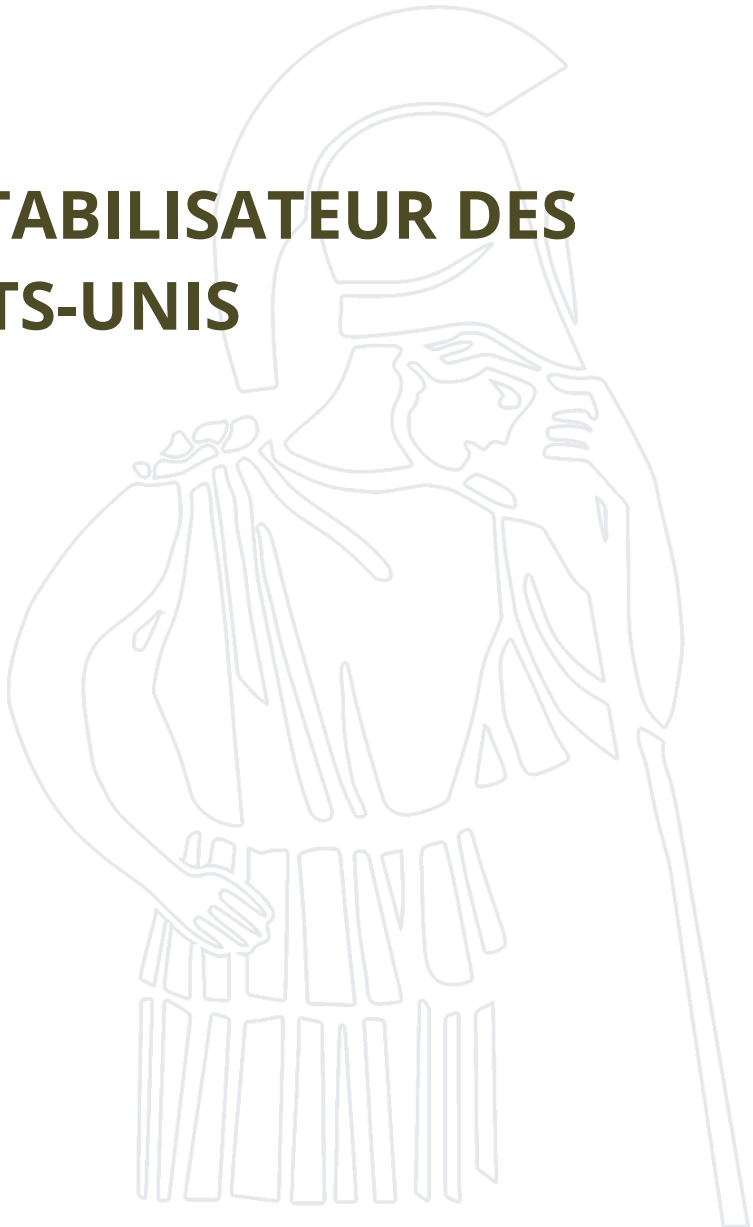
Par ces exemples d'accords de sécurité variés signés avec des pays du Pacifique, et fondés sur leurs préoccupations d'ordre existentiel liées au changement climatique, ou à des leviers qui relèvent plus du *soft power* australien, on constate que l'Australie agit comme un pays pivot dans cette région, en tentant de faire basculer ces nations dans le giron occidental. Mais ce rôle presque paternel que se donne l'Australie auprès des îles du Pacifique dans le cadre de ce qu'elle appelle sa « famille du Pacifique » est assez paradoxal, dans la mesure où l'île-continent est-elle même en quelque sorte vassalisée, et considérée comme un relais, un pivot de la capacité d'action étatsunienne ce qui se matérialise avec par exemple la signature de l'accord AUKUS en 2021, et la mise à disposition de bases australiennes aux marines américaine et britannique. Dans les prochains mois, et en raison de la récente réinvestiture du président américain Donald Trump, il pourra être particulièrement intéressant de voir comment cette relation évolue. Sa priorité étant la Chine, ce que l'on a constaté lors des dernières semaines et du retrait américain du soutien à l'Ukraine, on peut ainsi légitimement imaginer que les liens entre les deux pays - et donc l'importance de l'Australie dans le dispositif stratégique américain - vont s'accentuer.

[161] BIRD, Gillian. " 'L'Indo-Pacifique est le foyer de l'Australie' : les orientations de la politique étrangère australienne". *Revue Internationale et Stratégique* [en ligne]. 16/01/2023 [10/03/2025]. Volume 129, pages 53-61. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2023-1-page-53?lang=fr.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Baptiste Fromageot est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Après avoir été diplômé de l'École Nationale des Sciences Géographiques (ENSG-Géomatique), il a entamé une L3 d'histoire à la Sorbonne.

LE RÔLE (DÉ)STABILISATEUR DES ÉTATS-UNIS



QUAD et l'AUKUS : Alliances complémentaires ou chemins divergents ?

Par Lucie Denis

L'Indo-Pacifique constitue une construction géopolitique qui a émergé en réponse à la montée en puissance de la Chine et au recul progressif de l'influence des États-Unis, un phénomène qui génère une instabilité croissante et nourrit un sentiment d'insécurité parmi de nombreux États de cette région stratégique. Cette dynamique, marquée par la compétition croissante entre ces grandes puissances, suscite des inquiétudes et des tensions dans un environnement où l'équilibre des forces semble en constante évolution. La coopération en matière de sécurité a évolué, passant d'un modèle « *hub and spoke* », également appelé système de San Francisco hérité de la guerre froide, à l'essor du minilatéralisme dans les années 2010. Il se définit mieux comme une coopération impliquant généralement entre trois et neuf pays, caractérisée par son exclusivité, sa flexibilité et son orientation fonctionnelle[162]. Ces alliances regroupent généralement des États aux intérêts stratégiques convergents, qui optent pour une coopération dans un contexte international de plus en plus dominé par une intense rivalité entre grandes puissances. Cet environnement est également caractérisé par des réseaux d'interdépendance complexes, où les actions de chaque acteur peuvent avoir des répercussions profondes et multiples sur l'ensemble de la région. Cette évolution vers une coopération minilatérale marque une rupture avec les institutions

[162] SINGH, Bhubhindar et TEO, Sarah. *Minilateralism in the Indo-Pacific*. Routledge, 2020. 156p.

multilatérales traditionnelles, qui ont eu du mal à fournir des garanties de sécurité adéquates dans un contexte d'intensification de la concurrence entre les grandes puissances. Dans ce contexte, deux cadres de coopération majeurs ont émergé : le QUAD et l'AUKUS. Cette nouvelle architecture de sécurité redéfinit l'ordre régional en Indo-Pacifique. Elle soulève également des questions sur la complémentarité ou la divergence des approches du QUAD et de l'AUKUS, ainsi que sur la cohérence de leurs stratégies et leurs différences en termes d'objectifs et de fonctionnement. Pour répondre à ces interrogations, il est essentiel de définir le QUAD et l'AUKUS, d'en analyser les différences et les similitudes, puis d'examiner les défis et opportunités qu'ils présentent. Cet article évalue dans quelle mesure ces initiatives se complètent ou reflètent des visions stratégiques divergentes dans un contexte de rivalité croissante entre grandes puissances.

QUAD et AUKUS : origines, visions et objectifs

Le Dialogue de Sécurité Quadrilatéral (QUAD ou QSD) a été créé à l'origine en réaction au tsunami de l'océan Indien en décembre 2004. Il rassemble l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis, qui ont coopéré pour fournir une aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe. Cette initiative a représenté l'un des plus importants efforts de soutien aux populations en détresse et de secours en cas de catastrophe (HADR) de l'histoire. Toutefois, elle a rapidement perdu en pertinence et a été dissoute après un an. À la suite de sa mission humanitaire initiale, le QUAD a évolué en réponse aux changements des dynamiques régionales. Face à la montée des préoccupations liées aux activités expansionnistes de la RPC, en particulier en mer de Chine méridionale et orientale, les membres ont intensifié leur coordination en matière de sécurité. C'est au cours de cette période de transformation que l'influence de l'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe a joué un rôle déterminant. Souvent surnommé le « père du QUAD », la vision d'Abe

pour un cadre coopératif à travers la région Indo-Pacifique s'est renforcée après sa nomination en 2006. Abe a défendu l'idée d'un « Arc de la liberté et de la prospérité », un concept ambitieux visant à unir les principales démocraties de la région afin de défendre l'ordre international libéral et promouvoir une diplomatie fondée sur les valeurs. Sa vision stratégique a jeté les bases de ce qui allait devenir la vision de l'Indo-Pacifique libre et ouvert (FOIP) défendue par les États-Unis, plaçant le Japon au centre d'un dispositif de sécurité collaborative visant à contrer l'influence croissante de la Chine. Le QUAD a été relancé en 2017 par Donald Trump en tant que plateforme de collaboration entre quatre des principales démocraties d'Asie. Cette résurgence a coïncidé avec une inquiétude grandissante face à la détérioration de l'environnement sécuritaire dans l'Indo-Pacifique, notamment en raison de l'influence croissante de la Chine. En réponse, les États-Unis ont proposé leur vision d'un FOIP, renforçant ainsi cette initiative. Au fil de l'évolution des dynamiques régionales, l'objectif du QUAD s'est élargi, passant d'efforts humanitaires à une coordination renforcée en matière de sécurité. Face aux préoccupations croissantes liées aux activités expansionnistes de la Chine, notamment en mer de Chine méridionale, une coopération accrue s'est instaurée dans les domaines militaire, de la défense et du renseignement, avec un accent particulier sur la sécurité maritime. Le QUAD remplit trois fonctions principales : coordination diplomatique et signalisation politique, coopération technique dans divers domaines politiques pour fournir des biens publics internationaux, et renforcement de la résilience politique et économique de ses membres face à des menaces complexes pesant sur la sécurité régionale. Les pays du Quad participent également à des exercices militaires conjoints. L'exercice Malabar, initialement un entraînement bilatéral entre l'Inde et les États-Unis, est devenu l'un des principaux exercices multilatéraux navals, visant à améliorer la coordination opérationnelle, le partage des renseignements et l'interopérabilité navale entre les membres du Quad. Lancé en 1992 avec les marines indienne et américaine, il s'est

progressivement élargi aux autres pays du Quad, unissant leurs efforts pour un Indo-Pacifique libre, ouvert et inclusif. Le QUAD joue un rôle clé dans la transformation de la région Asie-Pacifique, en unifiant l'océan Indien et l'océan Pacifique en un seul ensemble. Cela souligne l'importance de l'Inde en tant qu'acteur central dans la région et l'influence des États-Unis. L'AUKUS est un pacte de sécurité trilatéral entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Annoncé en septembre 2021, cet accord vise à promouvoir un Indo-Pacifique libre, ouvert, sûr et stable. Son objectif principal est que le Royaume-Uni et les États-Unis aident l'Australie à se doter de sous-marins à propulsion nucléaire (SSN) à armement conventionnel, formant ainsi le premier pilier de l'accord. L'AUKUS joue donc un rôle central dans le renforcement de la dissuasion dans la région Indo-Pacifique, contribuant à réduire la probabilité de conflit[163] et à créer un équilibre des puissances[164], tout en renforçant la défense nationale des trois pays, en particulier celle de l'Australie. Le deuxième pilier de l'AUKUS se concentre sur la promotion de la coopération dans le développement et la fourniture de technologies émergentes, afin de garantir l'accès à des capacités avancées. Celles-ci couvrent huit domaines : l'intelligence artificielle (IA), les technologies quantiques, l'innovation, le partage d'informations, ainsi que les domaines de la guerre cybernétique, sous-marine, hypersonique, contre-hypersonique et électronique. Cette alliance anglo-saxonne peut être perçue comme un renforcement stratégique face à la montée en puissance de la Chine et à l'expansion de ses capacités. L'AUKUS revêt une importance capitale, car elle repose sur le principe selon lequel la stabilité de l'ordre maritime international est de plus en plus vulnérable à la coercition exercée par certains États. En effet, la sécurité des voies

[163] SHOEBRIDGE, Michael. «What is AUKUS and what is not ». ASPI [en ligne], 8 décembre 2011 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://ad-aspi.s3.amazonaws.com/2021-12/What%20is%20AUKUS%20and%20what%20is%20it%20not.pdf

[164] WALT, Stephen M. «The AUKUS Dominoes Are Just Starting to Fall». Foreign Policy [en ligne], 18 Septembre 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://foreignpolicy.com/2021/09/18/aukus-australia-united-states-submarines-china-really-means/

maritimes et des câbles sous-marins constitue un facteur clé pour la croissance économique et la stabilité politique[165]. La technologie, au cœur de l'accord AUKUS, souligne son rôle central dans le maintien d'un avantage militaire. À une époque où les avancées technologiques sont de plus en plus cruciales, seuls des partenaires de confiance peuvent pleinement exploiter les collaborations en matière de défense. L'accord AUKUS a émergé en réponse au développement rapide des technologies et à l'évolution des centres de pouvoir économiques et militaires [166].

Complémentaires ou divergents ?

Ni le QUAD ni l'AUKUS ne sont des alliances au sens traditionnel du terme, mais plutôt des exemples distincts de coopération en matière de sécurité et d'alignement[167]. Ces deux initiatives multilatérales représentent des formes de coopération flexibles sans engagements formels en matière de sécurité. Elles utilisent ces plateformes et mécanismes comme des symboles d'unité diplomatique plutôt que comme des engagements à intervenir dans les affaires sécuritaires[168]. Ni le QUAD ni l'AUKUS ne peuvent être assimilés à une OTAN asiatique et il est peu probable qu'ils évoluent vers de tels arrangements car cela ne correspond ni à leur intention ni à leurs capacités[169]. Les exemples du QUAD et de l'AUKUS illustrent deux trajectoires distinctes du développement du minilatéralisme[170], mais les deux visent à promouvoir un Indo-Pacifique libre et

[165] PATALANO, Alessio. «Why does AUKUS matter? An assessment one year on ». King's College London [en ligne], 03 Octobre 2022/ [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.kcl.ac.uk/why-does-aukus-matter-an-assessment-one-year-on

[166] CALUGARU, Ionut. «The Aukus alliance. Strategic objectives and their consequences ». *Annals–Series on Military Sciences*, 2023, n °15, 1, p. 129-140.

[167] WILKINS, Thomas. "'Alignment', not 'Alliance' – the Shifting Paradigm of International Security Cooperation: Toward a Conceptual Taxonomy of Alignment," *Review of International Studies* 2012, 38, n ° 1, p. 53–76

[168] CHEN, Ping-Kuei. « The Reinforced and Newly-Founded Indo-Pacific Security Cooperation: Examining the Quadrilateral Security Dialogue and AUKUS ». *(Journal of International Relations)*, 2022, n°53.

[169] ANDREWS, David M. « Faux-Alliances: AUKUS and the Quad are No Asian NATO» . AIIA [en ligne], 22 mars 2024, [consulté le 04/02/2025].

[170] KOGA, Kei. «Tactical hedging as coalition-building signal: the evolution of Quad and AUKUS in the Indo-Pacific ». *The British Journal of Politics and International Relations,* 2025, 27, n° 1, p. 109-134.

ouvert. Ils apportent également une valeur ajoutée à la région en renforçant l'architecture de sécurité Indo-Pacifique[171], en répondant à un environnement sécuritaire de plus en plus menaçant, et en améliorant les capacités individuelles et collectives de leurs membres. En conséquence, ces alliances sont principalement perçues comme des mesures visant à contrer l'influence croissante de la Chine dans la région indopacifique. Jusqu'à présent, l'AUKUS et le QUAD restent exclusifs et compétitifs. Leur adhésion ainsi que leur cadre opérationnel ne sont pas accessibles à tout État respectant un ensemble de règles et de principes de base. Au contraire, ces initiatives sont intrinsèquement compétitives et structurées de manière à renforcer la capacité de leurs membres à influencer l'ordre régional et à façonner sa dynamique militaire et stratégique[172] . Ces deux groupements minilatéraux jouent un rôle essentiel dans la dissuasion des adversaires potentiels en permettant à leurs membres d'unir leurs forces de manière stratégique et innovante. Ils participent à l'élaboration des stratégies régionales[173] et influencent les calculs des puissances rivales. L'AUKUS, en particulier, renforce les mécanismes de dissuasion face à la Chine. Le QUAD et l'AUKUS se sont imposés comme des réponses à l'expansionnisme économique et militaire de Pékin, faisant de l'Indo-Pacifique le principal théâtre de la compétition stratégique mondiale et des nouveaux équilibres géopolitiques [174]. Le QUAD se concentre sur la fourniture de biens, tandis que l'AUKUS renforce l'équilibre des forces militaires. Alors que l'AUKUS se focalise sur le pouvoir militaire et la dissuasion face à la Chine, le QUAD privilégie le soft power et s'attaque aux défis plus larges de la région. La distinction entre l'AUKUS et le QUAD est essentielle : le premier est un accord de défense collective, tandis que le second constitue un

[171] FRASER, Jada et SOLIMAN, Mohammed. « The Quad, AUKUS, and I2U2 formats: Major lessons from minilaterals ». *Orbis*, 2023, n°67, 3, p. 411-419.

[172] BISLEY, Nick. «The Quad, AUKUS and Australian Security Minilateralism: China's Rise and New Approaches to Security Cooperation ». *Journal of Contemporary China*, 2025, n° 6, p. 1–13.

[173] TARAPORE, Arzan, et BRENDAN Taylor. « Minilaterals and deterrence: A critical new nexus ». *Asia Policy 17*, 2022, n°4, p. 2-7

[174] CHAKRAVARTY, Pinak. « Can QUAD and AUKUS synergise? ». ORF [en ligne], 12 octobre 2021 [consulté le 04/02/2025].

forum de coopération diplomatique collective. Par rapport au QUAD, l'AUKUS est plus explicite dans son objectif stratégique : la livraison future de huit sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie vise à maintenir un équilibre militaire favorable dans l'Indo-Pacifique. Moins axé sur les questions de conflit que l'AUKUS, le QUAD se concentre davantage sur un « programme de biens publics » englobant les vaccins, la technologie, l'environnement et l'infrastructure.

Défis, opportunités et perspectives d'avenir

Le succès ou les difficultés rencontrées par le QUAD et l'AUKUS auront des répercussions sur la stabilité et la coopération régionales. Toutefois, l'impact de ces initiatives sur la création d'un environnement stable et collaboratif dépendra des réactions des autres États et de la capacité des membres du QUAD et de l'AUKUS à coordonner efficacement leurs efforts. Ces deux cadres doivent faire face à des défis tant externes qu'internes. L'un des principaux enjeux extérieurs auxquels l'Australie a été confrontée a été l'annonce de son partenariat, qui a tendu ses relations avec ses partenaires régionaux et mondiaux. En effet, son premier coup dur a été immédiat avec l'annulation de l'accord entre l'Australie et le groupe naval français concernant les sous-marins, provoquant une crise diplomatique et étant perçu comme un affront. Cela a conduit la France et l'UE à remettre en question la fiabilité des partenaires de l'AUKUS, créant ainsi des divisions parmi ces alliés traditionnels. L'AUKUS n'a pas seulement miné ses relations avec les partenaires européens, elle a également tendu ses relations avec des partenaires régionaux clés tels que l'ASEAN et la Chine. Bien que chaque pays de l'ASEAN ait des positions divergentes, l'organisation dans son ensemble exprime des préoccupations concernant la concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine, ainsi que la montée de la course aux armements et de la prolifération nucléaire dans la région, ce qui place l'ASEAN dans une situation délicate. De son côté, la Chine considère que l'AUKUS incarne une « mentalité

dépassée de la guerre froide »[175]. Cette vision s'inscrit dans un contexte où la deuxième présidence de Trump à la Maison-Blanche soulève des incertitudes concernant l'avenir de ces deux groupements minilatéraux. En effet, lors de son premier mandat, Trump a fréquemment exprimé son mépris pour le multilatéralisme, adoptant une politique étrangère marquée par le rejet et l'affaiblissement des normes et alliances internationales, ce qui complique davantage la situation géopolitique déjà tendue. Ses partenaires s'inquiétaient alors de son comportement imprévisible et de sa tendance à ignorer les relations diplomatiques et les traités contraignants. Son retour au pouvoir pourrait suivre deux trajectoires : soit il cherche à démanteler ces groupements, soit il les renforce afin de contrer l'influence croissante de la Chine dans la région Indo-Pacifique. Bien que Trump n'ait pas directement abordé la question du QUAD ou de l'AUKUS, son secrétaire d'État, Marco Rubio, et son secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, ont affiché leur soutien à ces initiatives minilatérales. L'un des premiers actes officiels de Rubio a d'ailleurs été d'organiser une réunion des ministres des Affaires étrangères du QUAD en janvier 2025[176], démontrant l'importance de ce multilatéralisme pour les États-Unis. Le QUAD a publié une déclaration commune réaffirmant son « engagement commun à renforcer un Indo-Pacifique libre et ouvert où l'État de droit, les valeurs démocratiques, la souveraineté et l'intégrité territoriale sont maintenus et défendus »[177]. Jusqu'à présent, la deuxième présidence de Trump semble suivre la même ligne que la première en ce qui concerne l'Indo-Pacifique, et il est important de noter que c'est sous sa présidence que le QUAD a été relancé en 2017. Toutefois, même si Trump n'est pas pleinement engagé dans l'AUKUS ou le QUAD, cela pourrait ne pas avoir un impact

[175] LIJIAN, Zhao dans KINE, Phelim. « China howls at perceived threat of new 'AUKUS' agreement », *Politico* [en ligne], 16 September 2021[consulté le 04/02/2025]. https://www.politico.com/news/2021/09/16/china-howls-at-perceived-threat-of-new-aukus-agreement-512376

[176] Voir supra ANDREW, David M.

[177] Ministère des affaires étrangères. « Joint Statement by the Quad Foreign Ministers », Gouvernement Indien [en ligne] January 21, 2025 [consulté le 04/02/2025].

majeur, car les détails de la coopération future seront probablement abordés lors d'un sommet des dirigeants ou d'une réunion plus approfondie des ministres des Affaires étrangères prévue pour 2025. Dans ce contexte, le rôle de l'Inde au sein du QUAD demeure complexe en raison de son engagement envers le non-alignement et l'autonomie stratégique[178]. Bien que l'Inde se positionne davantage comme un partenaire que comme un allié des États-Unis, elle s'est rapprochée de l'Occident démocratique, notamment en raison des tensions croissantes avec la Chine. L'accord AUKUS complique davantage le calcul stratégique de l'Inde, car il soulève des dilemmes majeurs : doit-elle assumer une part de responsabilité dans la gestion de la menace chinoise dans la région Indo-Pacifique ou laisser d'autres en assumer la charge ? Et doit-elle renforcer sa dépendance aux États-Unis en matière de coopération en défense ? L'Inde ne souhaite pas présenter le QUAD comme une alliance antichinoise, préférant garder une certaine flexibilité dans sa politique étrangère. De plus, elle est souvent perçue comme le maillon faible du QUAD, en raison de sa résistance à s'engager dans des démarches militaires formelles, comme les patrouilles conjointes en mer de Chine méridionale, et de son adhésion limitée à l'approche traditionnelle de la sécurité qui prévaut dans les alliances militaires. Le débat académique sur AUKUS met souvent en avant les défis auxquels il fait face, en particulier le flou entourant son orientation à long terme en l'absence d'une stratégie clairement établie. En effet, sans une approche stratégique claire pour aborder ces enjeux et renforcer la confiance régionale, cette initiative risque de demeurer ambitieuse mais incomplète. Bien que l'accord vise à renforcer la coopération en matière de technologies de défense, plusieurs obstacles pourraient compromettre sa mise en œuvre. Les lourdeurs bureaucratiques, les contraintes budgétaires ainsi que les défis techniques propres aux trois pays membres constituent des freins majeurs, tandis que les

[178] TZINIERIS, Sarah, CHAUHAN, Rishika, et ATHANASIADIOU, Eirini, « India's A La Carte Minilateralism: AUKUS and the Quad », *The Washington Quarterly*, 2023, n° 46, 4, p. 21–39.

strictes réglementations américaines sur le contrôle des exportations compliquent encore davantage la collaboration[179]. En outre, bien que l'AUKUS et le QUAD partagent des objectifs à long terme généralement convergents, il existe un risque que l'AUKUS éclipse le QUAD. L'adhésion du Japon à l'AUKUS pourrait rendre le QUAD obsolète, mettant ainsi en question sa pertinence à l'avenir[180]. Par ailleurs, le minilatéralisme fait également l'objet de critiques liées à sa nature même. Ses initiatives sont souvent perçues comme ayant une portée restreinte et un caractère exclusif. Toutefois, dans une région aux contextes politiques, stratégiques et culturels variés, il offre un cadre flexible pour promouvoir la paix et la stabilité. En favorisant une coopération fondée sur des intérêts communs sans les contraintes d'une alliance formelle, il permet d'instaurer un mode d'engagement à la fois dynamique et adaptable [181]. Au cours des derniers mois, le QUAD a étendu ses initiatives à divers domaines, notamment les chaînes d'approvisionnement, les semi-conducteurs, la cybersécurité, l'énergie propre et les infrastructures de qualité. Cependant, cette diversification pourrait détourner l'attention de ses priorités essentielles. Le principal défi consiste désormais à garantir des résultats concrets et des bénéfices tangibles pour la communauté régionale. Le Quad doit maintenant s'assurer de produire des résultats réels et mesurables qui apportent des avantages clairs à la région. Malgré ces défis, l'AUKUS et le QUAD offrent aussi des opportunités importantes pour façonner la sécurité et la coopération régionales. Bien qu'aucune d'entre elles ne cherche à menacer ou à remplacer des organisations comme l'ASEAN, elles peuvent soutenir et compléter les efforts de cette dernière pour préserver la stabilité régionale[182] . Par ailleurs, le concept du Quad Plus offre de nombreuses opportunités pour élargir le cadre actuel du Quad en réunissant des pays partageant des valeurs

[179] Voir Supra FRASER, Jada et SOLIMAN, Mohammed
[180] Voir Supra TZINIERIS, Sarah, CHAUHAN, Rishika, et ATHANASIADIOU, Eirini
[181] FRASER, Jada. « AUKUS: More than meets the eye ». Lowy Insitutute [en ligne], 17 mai 2022 [consulté le 04/02/2025].
[182] LIANG, Lim Y. « Aukus and Quad do not seek to displace Asean: Australian DPM ». The Strait Times [en ligne], 21 Novembre 2024 [consulté le 04/02/2025].

communes afin de relever les défis régionaux et mondiaux. En mars 2020, en pleine pandémie de COVID-19, les membres du QUAD ont organisé une réunion avec des représentants de la Nouvelle-Zélande, de la Corée du Sud et du Vietnam pour échanger sur leurs approches respectives, avant d'être rejoints par deux autres pays non-pacifiques, Israël et le Brésil. Au fur et à mesure de son évolution, le format QUAD Plus pourrait devenir une plateforme de collaboration multipolaire, permettant aux nations de participer à diverses initiatives sans qu'une alliance militaire formelle soit nécessaire. Cette approche offrirait un équilibre entre la coopération dans le cadre de l'ordre dirigé par les États-Unis et le respect des liens économiques que de nombreux pays participants entretiennent avec la Chine. Bien que le format du QUAD Plus soit encore en phase de développement et présente un certain flou, il ouvre la voie à de nombreuses opportunités, tant pour faciliter la fourniture de biens publics mondiaux que pour redéfinir les systèmes de gouvernance mondiale [183] . De manière similaire, l'AUKUS pourrait s'élargir au-delà de ses trois membres fondateurs en engageant des consultations avec des pays partageant des objectifs communs, comme le Japon, tout renforçant sa coopération avec la Nouvelle-Zélande et le Canada. À terme, cette expansion favoriserait une collaboration plus étroite tout en s'inscrivant en complément des cadres de sécurité existants, tels que l'OTAN et les alliances dirigées par les États-Unis. En développant la coopération sur les capacités militaires, AUKUS a le potentiel de consolider un réseau de sécurité plus vaste dans l'Indo-Pacifique, influençant durablement la dynamique stratégique de la région [184].

[183] PANDA, Jagannath, « Making 'Quad Plus' a Reality ». The Diplomat [en ligne], 13 Janvier 2022 [consulté le 04/02/2025].
[184] MARKOWSKI, Stefan, WYLIE, Robert et CHAND, Satish. « The AUKUS agreement: a new form of the plurilateral defence alliance? A view from downunder ». *Defense & Security Analysis, 2024,* n° 40, 3, p. 430-449.

Conclusion

Alors que le monde connaît des bouleversements géopolitiques sans précédent depuis la Guerre froide, la nature des alliances telles que le QUAD et l'AUKUS évolue en réponse aux mutations régionales. Cela entraine l'émergence de nouvelles approches en matière de coopération et de sécurité tout en soulignant la nécessité de diversifier ses partenariats. Bien que le QUAD et l'AUKUS poursuivent tous deux l'objectif de promouvoir un "Indo-Pacifique libre et ouvert" et de contrer l'influence grandissante de la Chine, ils empruntent des voies distinctes. Le QUAD est perçu comme un partenariat davantage diplomatique et inclusif, tandis que l'AUKUS se concentre sur la coopération militaire et les capacités de défense nucléaire. Leurs structures, méthodes et membres différents peuvent les faire apparaître comme contradictoires, dans la mesure où ils privilégient divers aspects de l'engagement régional et de la sécurité. Cependant, malgré ces divergences, ces alliances sont complémentaires dans leur objectif commun : garantir la stabilité de la région Indo-Pacifique. Les deux alliances joueront un rôle clé dans l'avenir de la région Asie-Pacifique mais leur succès sera étroitement lié à leur capacité à coordonner leurs actions et à équilibrer leurs priorités respectives.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Lucie Denis est membre du comité Asie-Pacifique et a rédigé de nombreux travaux sur les problématiques de sécurité et défense de cette région. Elle est diplômée d'un master en «International Studies and Diplomacy» de l'université de SOAS à Londres et poursuit actuellement un master en « Conflict Resolution in Divided Societies » dans le « War Department » à King's College London.

Le « rêve chinois » de Xi Jinping face à Taïwan, à l'ombre de l'administration Trump : une réunification inéluctable ?

Par Alice Weber et Chloé Frouget

En 2049, la Chine aura retrouvé sa gloire passée et sera devenue la première puissance globale. Tel est l'objectif affiché par Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la République populaire de Chine depuis 2013, dans son discours lors du 19e congrès du Parti communiste en 2017. Le dirigeant chinois lance alors le slogan du « rêve chinois ». Pour atteindre cet objectif, Pékin s'appuie sur des piliers comme le nationalisme, la croissance économique, le développement de son *soft power* et son renforcement militaire. Ainsi, ce rêve chinois suppose la conquête de nouveaux espaces terrestres et maritimes. Dès lors, cette ambition peut-elle réellement être accomplie sans la réunification avec Taïwan ?[185] Pour rappel, Taïwan est une île située à 180 kilomètres à l'est des côtes chinoises. Son histoire contemporaine est marquée par cinquante ans de domination japonaise, puis par l'arrivée en 1949 des troupes nationalistes de Tchang Kaï-chek, vaincues par les communistes de Mao Zedong sur le continent. Depuis lors, Taïwan revendique son indépendance. Depuis lors, le président chinois a réaffirmé à de multiples reprises que Taïwan faisait partie de la République populaire de Chine et devait par conséquent être reprise, comme en témoignent ses discours insistant sur le fait que : « *Résoudre le problème de*

[185] Institut français des relations internationales, *États-Unis–Chine–Taïwan : quelle dynamique sous Trump II ?* [vidéo en ligne], YouTube, 12 mars 2025 [consulté le 14 mars 2025]. Disponible sur : https://youtu.be/Om9eamQApOg

Taïwan et réaliser la réunification totale de la patrie constituent la tâche historique et immuable du Parti communiste chinois et correspondent également à l'aspiration commune de tous les Chinois. »[186]. Dès lors, dans l'objectif de réaliser le « rêve chinois », Xi Jinping œuvre à renforcer son armée et sa capacité de projection, projette de réunifier la « mère-patrie » et multiplie les provocations et intimidations armées au large des côtes taïwanaises. Les États-Unis, défenseurs de Taïwan depuis 1954 et signataires du traité de défense mutuelle avec l'île, cherchent à préserver le *statu quo* entre les deux rives du détroit[187]. Cependant, au vu de la récente réélection de Donald Trump à la Maison-Blanche et de l'intensification des menaces chinoises, l'avenir de l'île semble plus que jamais incertain. Afin de guider notre réflexion, posons-nous la question suivante : quel avenir pour la défense taïwanaise avec la réélection de Donald Trump à la présidence américaine ? Pour tenter d'y répondre, nous analyserons, dans un premier temps, la défense actuelle de l'île et de la Chine avant de nous intéresser à la position de Donald Trump vis-à-vis de Taïwan, pour enfin tenter d'étudier comment les événements récents peuvent nous éclairer sur les promesses américaines faites aux Taïwanais.

L'agressivité du dragon contre le repli du hérisson

Depuis la séparation officielle entre l'île de Taïwan et le continent chinois, Pékin n'a cessé de revendiquer la souveraineté sur Taïwan, le considérant comme une partie intégrante de son territoire. La résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 25 octobre 1971, a transféré le siège de la « Chine » à l'ONU, de la République de Chine (Taïwan) à la République populaire de Chine. Cette décision a mis fin à la reconnaissance internationale de Taïwan en tant que

[186] XI, Jinping. *Centenaire du Parti communiste chinois*. Pékin, Chine, 2021
[187] VERMANDER, Benoît. « La Chine et les États-Unis, partenaires et concurrents », *Revue Études*, novembre 2003 [consulté le 10 mars 2025

« véritable Chine »[188]. La mise en œuvre de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong en 2020 a été perçue comme une violation du principe « un pays, deux systèmes », qui garantissait une certaine autonomie au territoire après sa rétrocession en 1997. Cet événement a renforcé les inquiétudes de Taïwan concernant les intentions de Pékin envers l'île. Face à ces menaces potentielles, Taïwan a été contrainte de développer rapidement ses capacités de défense militaire. Parallèlement, la Chine a considérablement modernisé et renforcé ses forces armées, augmentant ainsi les tensions dans la région.

La puissance militaire chinoise, en perpétuelle croissance et amélioration

La République populaire de Chine s'est progressivement imposée comme l'une des principales puissances militaires contemporaines. Cette montée en puissance se reflète notamment dans l'augmentation continue de son budget de défense. Depuis 1989, celui-ci croît plus rapidement que son PIB ; il devrait atteindre environ 245,7 milliards de dollars en 2025, soit une hausse de 7,2 % par rapport à l'année précédente. Ce budget représente 1,6 % du PIB chinois[189]. Deuxième plus grand dépensier militaire au monde, Pékin ne cesse d'accroître ses investissements dans ce domaine, officiellement justifiés par la nécessité d'améliorer les conditions de vie des soldats, de mener des exercices et d'acquérir des équipements de pointe. Selon le SIPRI[190], les dépenses militaires chinoises représentent « la moitié du total des dépenses militaires de la région Asie et Océanie ». Si ce budget dépasse largement celui de Taïwan (19 milliards de dollars en 2024), il demeure néanmoins trois fois inférieur à celui des États-Unis (916

[188] Organisation Mondiale des Nations Unies, Résolution 2758, « Reconnaissant que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies [...]. Ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-Chek du siège qu'ils occupent illégalement à l'ONU », 25 octobre 1971.

[189] « La Chine poursuit l'augmentation de son budget militaire ». *Le Monde* [en ligne], 05 mars 2024, [consulté le 06 mars 2025].

[190] « Les dépenses militaires mondiales augmentent dans un contexte de guerre, d'escalade des tensions et d'insécurité », Stockholm international peace research Institute, avril 2024 [consulté le 10 mars 2025].

milliards de dollars en 2023). Le rapport annuel du Pentagone sur les développements militaires chinois en 2024 souligne que l'Armée populaire de libération (APL) vise à devenir une force militaire de « classe mondiale » pour le centenaire du régime, en 2049, dans le cadre du projet de « grand rajeunissement de la nation chinoise »[191]. Pour ce faire, Pékin investit dans tous les domaines stratégiques : terrestre, maritime, aérien, spatial et nucléaire. Sur le plan naval, la Chine dispose de la plus grande flotte militaire au monde, avec plus de 370 navires et sous-marins, un chiffre qui pourrait atteindre 435 d'ici 2030[192]. Elle compte six sous-marins nucléaires lanceurs de missiles balistiques ainsi que six sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire. À cela s'ajoutent deux porte-avions opérationnels et un troisième, lancé en 2022, qui devrait entrer en service en 2025. Elle ambitionne d'en avoir 4 en service actif d'ici fin 2025, dont un porte-avions nucléaire. En parallèle, la Chine développe aussi, des bases navales jusque dans l'océan Indien. L'armée de l'air chinoise compte, quant à elle, environ 2 400 avions de combat. Enfin, selon l'*International Institute for Strategic Studies*, la République populaire de Chine compterait un peu plus de 2 millions de membres actifs dans ses forces armées. Pour entraîner ses forces et renforcer la pression sur ses voisins, notamment Taïwan, la Chine organise régulièrement des exercices militaires en mer de Chine méridionale et aux abords de l'île. Ainsi, en août 2022, lors de la visite d'une délégation du Congrès américain à Taïwan, l'APL a tiré plusieurs missiles balistiques, dont certains ont survolé l'île. La menace chinoise s'est alors particulièrement accentuée ces dernières années sur Taïwan, passant d'une sorte de « guerre froide » à une intensification de la guerre hybride selon le docteur Che-Chuan Lee[193]. En effet, en 2019, Pékin multiplie les démonstrations de force afin d'accentuer la pression sur ses dirigeants. Dans ce contexte, le

[191] *Ibid*.
[192] MACHECOURT, Clément. « Navire d'assaut et avion de combat : les nouveautés de l'armée chinoise », *Le Point*, 28 décembre 2024 [consulté le 12 mars 2025.
[193] Chercheur à l'Institut de recherche sur la défense nationale et la sécurité (INDSR), Taïwan.

soutien de la première puissance militaire apparaît être crucial pour Taïwan, qui, sans cette aide, serait en grande difficulté face au mastodonte chinois. Malgré l'absence de reconnaissance diplomatique de l'île depuis 1979, les États-Unis restent le principal soutien de l'île de Formose. Le *Taiwan Relations Act* de 1979 stipule en effet que les Etats-Unis mettront à disposition de Taïwan les moyens nécessaires à son auto-défense en cas d'invasion chinoise.

La défense taïwanaise : la stratégie du hérisson au cœur d'une asymétrie doctrinale

En 2001, Steven Metz[194] définit l'asymétrie doctrinale de la façon suivante : « l'asymétrie consiste à agir, à organiser et à penser différemment des adversaires afin de maximiser les forces relatives, d'exploiter les faiblesses des adversaires ou d'acquérir une plus grande liberté d'action ». Taïwan, qui s'inscrit dans ce paradigme stratégique, mise sur le développement de « capacités asymétriques » visant à neutraliser la supériorité de son rival chinois par le recours à la dissuasion ou à la destruction des capacités de combat de l'adversaire. Pour ce faire, Taïwan priorise une stratégie de défense autonome axée sur la « dissuasion multi-domaine ». Comme nous l'expose un rapport datant de 2023 et édité par le Ministère de la Défense nationale de Taïwan[195], l'armée taïwanaise dispose d'un matériel militaire axé sur une défense asymétrique. À titre d'exemple, la marine de l'île comprend des sous-marins et des navires rapides porteurs de missiles anti-navires, tandis que son armée de l'air est équipée de missiles de défense aérienne. L'armée de terre quant à elle, possède des systèmes de minage et des missiles antichar. Ces capacités militaires font écho à la stratégie du hérisson (ou du porc-

[194] METZ, Steven. V. JOHNSON, Douglas. « Asymmetry and U.S military strategy: definition, background, and strategic concepts ». Strategic Studies Institute, janvier 2001 [consulté le 12 mars 2025]. Disponible sur https://www.files.ethz.ch/isn/104646/Assymmetry_US_Military_Strategy.pdf

[195] Comité de rédaction du rapport sur la défense nationale de la République de Chine, « ROC National Defense Report 2023 », septembre 2023, [consulté le 12 mars 2025].

épic)[196], longuement décrite par Zeno Leoni, spécialiste des relations Chine-Occident au King's College de Londres. À l'instar de l'animal qui déploie ses piquants afin d'effrayer les prédateurs, Taïwan s'hérisse d'armes dissuasives, rendant une invasion chinoise coûteuse en vies humaines et en équipement militaire. Prôné et mis en place depuis 2017 par Lee Hsi-Ming, alors chef des forces militaires taïwanaises, le « porc-épic taïwanais » se compose de trois couches selon Zeno Leoni. La première couche est constituée du renseignement et de la reconnaissance, obligeant Pékin à débuter l'invasion par des frappes aériennes et l'envoi de missiles de moyenne portée pour éliminer les installations radar, les pistes d'atterrissage et les batteries de missiles de Taïwan. La deuxième couche consiste, quant à elle, en un déploiement de forces navales pour une guérilla en mer, le but étant d'empêcher les troupes chinoises d'atteindre le sol taïwanais. Enfin, Zeno Leoni nous explique que *« la géographie et la population constituent l'épine dorsale de la troisième couche défensive »*[197], avec un ensemble de montagnes accidentées et peu de plages propices aux débarquements chinois, lesquelles sont dotées de systèmes anti-missiles. Outre les prétentions impérialistes de la Chine, Taïwan augmente d'année en année son budget militaire aussi pour répondre aux pressions américaines. En 2024, le budget alloué à la défense avait atteint 2,5 % du PIB, soit une hausse de 3,5 % par rapport aux 586,3 milliards de dollars taïwanais en 2023. Une hausse cependant jugée insuffisante aux yeux de Donald Trump, qui pendant sa campagne présidentielle en juillet 2024 avait affirmé : *« Je pense que Taïwan devrait nous payer pour sa défense. Vous savez, nous ne sommes pas différents d'une compagnie. Taiwan ne nous donne rien en échange »*[198]. En exhortant ses alliés à dépenser davantage dans le domaine militaire, Washington cherche à conditionner son aide financière et militaire à Taïwan, en poussant le

[196] LEONI, Zeno. « Taiwan: how the 'porcupine doctrine' might help deter armed conflict with China », *The Conversation*, 7 octobre 2021 [consulté le 11 mars 2025].
[197] *Ibid*.
[198] HAROLD, Thibault. « Donald Trump exhorte Taïwan à payer pour sa défense », *Le Monde*, 17 juillet 2024 [consulté le 13 mars 2025].

pays à augmenter ses dépenses militaires jusqu'à 10% de son PIB[199]. Cet objectif se voit néanmoins être compromis depuis janvier 2025, alors que le parlement taïwanais gèle le financement des programmes de modernisation de l'armée. Le président Laï Ching-te ne détenant pas la majorité parlementaire, le budget général de l'État se voit raboter de 6,6 %, et le domaine militaire en pâtit.

Trump 2.0 : allié ou traître en puissance ?

Le premier mandat de Donald Trump a été marqué par son mépris assumé pour les usages traditionnels des relations internationales. Ainsi, il ne cache pas son désintérêt pour les instances multilatérales[200] et les alliances stratégiques de longue date. Dès lors, sa diplomatie, résolument transactionnelle, s'apparente bien plus à une négociation commerciale. Ainsi, la question se pose : Taïwan est-il pour Trump un « *art of the deal* »[201] ?

Trump : un danger avant même sa réélection ?

La première présidence de Donald Trump a laissé un souvenir relativement positif à Taïwan. En effet, durant ce mandat, les ventes d'armes américaines à destination de l'île ont atteint environ 18 milliards de dollars en quatre ans, contre 14 milliards sous la présidence Obama. Ce renforcement des échanges en matière de défense et la reconnaissance internationale de Taïwan sous Trump témoignent d'un bilan jugé favorable par certains observateurs. Mathieu Duchatel, directeur des Études internationales, explique d'ailleurs que « *la pratique de l'examen annuel des requêtes du ministère de la Défense taïwanais fut abandonnée au profit d'un traitement au fil*

[199] CASADO, Juan Alberto Ruiz. « Trump 2.0 and the Future of the Taiwan Strait Conflict », *The Diplomat Monde*, 18 novembre 2024 [consulté le 12 mars 2025]. Disponible sur https://thediplomat.com/2024/11/trumps-return-and-the-future-of-the-taiwan-strait-conflict/

[200] « Le président américain Donald Trump remet une nouvelle fois en cause l'engagement des Etats-Unis au sein de l'Otan », *France Info*, 7 mars 2025 [consulté le 10 mars 2025]. Disponible sur https://www.francetvinfo.fr/monde/otan/donald-trump-remet-en-cause-une-nouvelle-fois-l-engagement-americain-au-sein-de-l-otan_7115292.html

[201] TRUMP, Donald. SCHWARTZ, Tony. « L'art de la négociation », novembre 1987.

de l'eau, ce qui eut pour effet de fluidifier considérablement le partenariat de défense entre les deux parties »[202]. Par ailleurs, en adoptant une politique visant à contrer ce qu'il considérait comme le mercantilisme chinois, par l'imposition de droits de douane élevés et des restrictions sur les transferts de technologies, Trump a favorisé la diversification des investissements taïwanais vers d'autres pays de la région. De surcroît, la signature en mars 2018 du *Taiwan Travel Act* a levé plusieurs restrictions pesant sur les échanges officiels depuis 1979, autorisant ainsi des visites diplomatiques de responsables américains à Taïwan. Malgré ces avancées, la crainte d'un éventuel abandon américain demeure « cyclique »[203] et refait surface à chaque élection américaine. La campagne présidentielle de 2024 de Trump illustre parfaitement cela avec de nombreuses prises de paroles qui ont montré l'ambivalence de sa position sur la question taïwanaise. En effet, le futur locataire de la Maison-Blanche a affirmé à plusieurs reprises que Taïwan devait contribuer davantage à sa propre protection, allant jusqu'à réclamer que l'île augmente fortement ses dépenses militaires pour atteindre 10 % du PIB. En parallèle, Trump a accusé Taïwan de s'approprier l'industrie américaine des semi-conducteurs au moment où l'entreprise TSMC annonçait son plan d'implantation de 100 milliards de dollars en Arizona. Il menaçait alors d'imposer des droits de douane jusqu'à 100 % sur ces produits pourtant essentiels à l'économie de l'île. Il déclarait : « *Ils ont pris environ 100 % de notre industrie des puces.* » Ainsi, sous le second mandat de Trump, le coût pour Taïwan de garantir sa défense pourrait s'alourdir considérablement par rapport à la première présidence. Enfin, certains chercheurs, dont Duchâtel et Che Chuan Lee, avancent que Taïwan pourrait finir par n'être qu'une simple contrepartie dans un accord global entre la Chine et les États-Unis, Trump cherchant à établir un accord commercial avec la Chine. Dès

[202] DUCHÂTEL, Mathieu. « Taïwan et Trump 2.0 : partenaire ou monnaie d'échange ? », Mathieu Duchâtel », *Institut Montaigne*, novembre 2024, [consulté le 11 mars 2025]. Disponible sur https://www.institutmontaigne.org/expressions/taiwan-et-trump-20-partenaire-ou-monnaie-dechange

[203] *Ibid.*

lors, la victoire de Trump, le 5 novembre 2024, et son retour à la Maison Blanche le 20 janvier dernier, ont fait sombrer Taïwan dans un flou stratégique : les anciennes alliances sont-elles toujours d'actualité ?

La réélection de Trump : les taïwanais inquiets

Alors que l'administration Biden avait renforcé le partenariat sécuritaire avec l'île, le retour de Trump à la Maison-Blanche soulève de nombreuses interrogations quant à la position américaine face à la menace militaire chinoise. En février dernier, le département d'État américain modifiait la formulation concernant Taïwan sur son site officiel, supprimant la phrase selon laquelle Washington « ne soutient pas l'indépendance de Taïwan ». Ce changement est perçu à Taipei comme un signe de rapprochement potentiel entre les États-Unis et Taïwan. Le ministre des Affaires étrangères taïwanais, Lin Chia-lung, salue cette évolution, y voyant la preuve d'un « *partenariat étroit et amical entre Taïwan et les États-Unis* »[204]. Malgré tout, ce changement n'indique, en aucun cas, la position de Donald Trump à propos de Taïwan. Contrairement aux administrations précédentes, Trump adopte une approche transactionnelle des relations internationales, où les alliances sont évaluées en fonction de leur rentabilité. Dès lors, Taïwan se retrouve dans la position délicate de devoir prouver son importance stratégique aux yeux du président américain. Face à la menace de droits de douane sur les semi-conducteurs[205], le président Lai Ching-te tente de rassurer Washington en annonçant une augmentation des investissements taïwanais aux États-Unis et en envisageant d'accroître l'importation de gaz américain[206]. Taipei espère ainsi maintenir de fortes relations diplomatiques avec l'administration Trump.

[204] CHIANG, Joy. « Taïwan salue la mise à jour «positive» du site web du gouvernement américain », *Le Devoir*, 16 février 2025 [consulté le 09 mars 2025.

[205] SALLÉ, Maxime. « Le président taïwanais promet des investissements aux Etats-Unis pour apaiser Donald Trump », *Le Monde*, 16 février 2025 [consulté le 09 mars 2025].

[206] PERRIER, Agathe. « GNL : Taïwan prêt à augmenter ses importations américaines pour contenter Donald Trump », *La Tribune*, 10 février 2025 [consulté le 11 mars 2025].

L'inquiétude taïwanaise est d'autant plus grande que Trump s'entoure de figures aux positions ambiguës, voire favorables à Pékin comme Elon Musk, nommé à la tête du nouveau département américain de l'efficacité gouvernementale. Connu pour ses prises de positions pro-chinoises[207], Musk pourrait peser sur les choix stratégiques de l'administration américaine et inciter Trump à privilégier un « deal » avec Xi Jinping au détriment de la défense de l'île. De plus, les rares prises de parole concernant l'île, n'ont pas eu pour effet de rassurer les Taïwanais, bien au contraire. En effet, lors d'une interview sur *NBC News*, interrogé sur sa réaction en cas d'intervention militaire chinoise, Trump refuse de répondre clairement. Il se contente d'un « *ce ne serait pas hors de question* », laissant planer une ambiguïté stratégique inquiétante pour Taipei. Face à ce flou stratégique, nous sommes venus à redouter que Taïwan devienne un dommage collatéral du « *great deal* » que Trump pourrait négocier avec Xi Jinping. L'article *The Taiwan Fixation - American Strategy Shouldn't Hinge on an Unwinnable War*[208] publié en février 2025 par Jennifer Kavanagh et Stephen Wertheim, affirme que, sous Trump, les États-Unis devraient maintenir une politique d'ambiguïté stratégique et privilégier un soutien indirect (livraisons d'armes, financements…) plutôt qu'une intervention militaire directe. L'étude souligne également que l'administration Trump pourrait adopter une posture plus conciliante envers la Chine en renforçant la politique d'une « seule Chine »[209]. Cela impliquerait alors de limiter les contacts officiels entre Washington et Taipei, mais aussi de décourager les initiatives taïwanaises vers une plus grande autonomie et de potentiellement retirer progressivement les conseillers militaires américains de l'île. Ces perspectives ont particulièrement préoccupé les Taïwanais, affirmait le docteur Che-Chuan Lee lors de sa conférence à l'Institut français des

[207] BERRIOT, Sébastien. « Grand admirateur et ami de la Chine, Elon Musk va-t-il influencer la nouvelle politique chinoise de Donald Trump ? », *Radio France*, 03 mars 2025 [consulté le 09 mars 2025].
[208] KAVANAGH, Jennifer. WERTHEIM, Stephen. « The Taiwan Fixation, American Strategy Shouldn't Hinge on an Unwinnable War », *Foreign Affairs*, 25 février 2025 [consulté le 09 mars 2025].
[209] « Wang Yi : Le principe d'une seule Chine ancre la paix dans le détroit de Taïwan », *Site officiel du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine*, 20 mai 2024 [consulté le 09 mars 2025].

relations internationales, le 11 mars dernier. L'île se retrouve désormais dans une situation de vulnérabilité accrue, dépendant des humeurs et des calculs stratégiques de Donald Trump.

Comment envisager le futur de l'île à l'aune des évènements internationaux

L'humiliation de Zelensky à la Maison-Blanche le 28 février dernier semble annoncer la couleur des relations internationales sous l'administration Trump. L'actualité de ces derniers mois n'a, de fait, guère rassuré Taipei vis-à-vis de la position américaine à son égard. Entre dégradation des fondements démocratiques en Amérique et prise de position en faveur de régimes autoritaires, Trump, qui entend se placer au centre de l'échiquier mondial, représente une source d'incertitudes (voire de danger) pour Taïwan.

De la démocratie décadente en Amérique

En 2023, un rapport de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale[210], organisation intergouvernementale basée à Stockholm, observe que les fondements de la démocratie se fragilisent partout dans le monde. Le *think tank* suédois classe pour la première fois les États-Unis dans la catégorie des pays où les démocraties et les libertés régressent. L'assaut du Congrès le 6 janvier 2021 par les partisans de Donald Trump, alors persuadés que les élections ont été volées, met en lumière les faiblesses d'une démocratie américaine en difficulté. Le corps démocratique états-unien est usé et fragilisé par les assauts démagogiques et populistes de Trump, qui tente d'instaurer un rapport direct et non médié entre sa figure de leader charismatique et le peuple, en contournant les institutions représentatives. Ce mépris du personnage Trump pour la démocratie va de pair

[210] « PARTOUT DANS LE MONDE, LES FONDEMENTS DE LA DÉMOCRATIE SONT MENACÉS», *Communiqué de presse d'International Idea,* 2023 [consulté le 09 mars 2025].

avec une admiration à peine dissimulée pour les dirigeants autoritaires : Vladimir Poutine et Xi Jinping essentiellement, mais aussi Recep Tayyip Erdoğan ou encore Viktor Orbán. Selon le politologue Sacha de Vogel, Trump *« voit Poutine comme un leader qui a le pouvoir de décider en Russie, qui contrôle tout. Un leader qui n'a pas à se soucier du consensus démocratique, des violations des droits de l'homme. Donald Trump veut ce pouvoir »*[211]. Il s'avère par ailleurs que les deux hommes ont, selon la spécialiste de la politique étrangère américaine Maud Quessard[212], des points communs idéologiques. Le discours expansionniste américain, qui revendique une annexion du Canada et du Groenland, rejoint celui de Poutine concernant l'Ukraine. La démocratie taïwanaise observe donc de près la dérive autoritaire états-unienne, dont les lourdes conséquences semblent déjà se dessiner en Asie Pacifique.

L'Ukraine et l'île de Taïwan : démocraties en danger, destins entremêlés

L'île assiste aussi avec stupeur à la tournure que prennent les événements en Ukraine. Le 3 mars 2025, quelques jours après un échange d'une tension inouïe entre Trump et Zelensky à la Maison-Blanche, les États-Unis stoppent leur aide militaire à l'Ukraine. Bien que l'aide ait repris dès le 11 mars suite à une proposition ukrainienne de cessez-le-feu partiel avec la Russie, Taïwan perçoit clairement la menace : le silence américain face à l'agression russe en Ukraine, puis le « lâchage » de l'Ukraine sous l'administration Trump, peuvent être interprétés comme un feu vert tacite pour une éventuelle action chinoise contre Taïwan. Selon le quotidien japonais Nikkei Asia[213], si les États-Unis privilégient leurs propres intérêts, ils pourraient accepter un arrangement territorial à la façon d'un « *deal* »

[211] PASQUESOONE, Valentine. « Guerre en Ukraine : pourquoi Donald Trump est-il si conciliant avec Vladimir Poutine ? », *France Info*, 15 mars 2025 [consulté le 09 mars 2025].
[212] QUESSARD, Maud. « Poutine et Xi sont impérialistes, pourquoi Trump ne le serait pas ? », *IHEDN*, 2025 [consulté le 10 mars 2025].
[213] DONNET, Pierre-Antoine. « La Chine gagnante face au basculement du monde voulu par Trump », *Asialyst*, 7 mars 2025 [consulté le 13 mars 2025].

au détriment de Taïwan. Le sort de l'Ukraine semble donc particulièrement lié à celui de Taïwan : ces deux démocraties sont à la frontière de deux pays autoritaires qui ont pour objectif d'étendre leur territoire, la Russie vers l'Ouest et la Chine vers l'Est. La politique de Donald Trump sert donc les intérêts stratégiques de Pékin, qui jusqu'ici se montre prudent et discret. Aucune déclaration officielle n'a été communiquée, mais les médias chinois relaient en masse l'idée que l'Ukraine, en abandonnant sa neutralité au profit d'un rapprochement avec l'OTAN, aurait provoqué son invasion par la Russie. Des déclarations qui font sans aucun doute écho au cas taïwanais, dont l'indépendance aux États-Unis en termes d'approvisionnement militaire est critiquée.

Conclusion

La remise en question de l'ordre libéral et démocratique international, inauguré au XVIIIe siècle et installé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'accélère sous les coups de l'aventurisme trumpien. Là où les États-Unis étaient autrefois l'incarnation de la réussite du projet politique libéral et démocratique, ils ne sont désormais plus un modèle à suivre. Selon Daniel Ten Kate, éditorialiste de l'agence américaine Bloomberg, *« la démocratie aux caractéristiques chinoises sera désormais la norme, et l'ordre international basé sur les règles aura fondamentalement changé, peut-être pour toujours »*[214]. Alors que la Chine offre désormais au monde une alternative à l'hégémonie américaine, Taïwan devra batailler pour renforcer l'autonomie de sa défense, conserver son indépendance et ne pas devenir une monnaie d'échange dans un éventuel accord sino-américain.

[214] *Ibid.*

À PROPOS DES AUTRICES

Alice Weber est membre du pôle Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Elle est étudiante en Sociologie et Science politique au Cycle Pluridisciplinaire d'Études Supérieures commun à Henri-IV et Paris Sciences & Lettres. Elle est passionnée par la diplomatie et la région Asie-Pacifique, avec ses enjeux géopolitiques et stratégiques propres.

Chloé Frouget, membre du pôle Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN, étudie la Science politique au Cycle Pluridisciplinaire d'Études Supérieures de Paris Sciences & Lettres et du Lycée Henri IV. Passionnée par l'Asie et notamment la Chine, elle s'intéresse de près à ses dynamiques sécuritaires et militaires.

Une politique américaine à double vitesse en Asie du Nord

Par Lisa Mangiullo

L'investiture du nouveau président réélu Donald Trump aux États-Unis le 20 janvier 2025 laisse présager un changement de paradigme inquiétant dans les relations qu'entretenait l'État occidental avec les puissances en Asie et particulièrement, en Asie du Nord (comprendre Chine, Japon, Corée du Sud, Corée du Nord ainsi que Taïwan). En effet, lors de son premier mandat, les États asiatiques ont déjà fait l'expérience de son comportement parfois erratique, allant de l'imposition de mesures commerciales protectionnistes à la démonstration d'une véhémence stratégique notamment face au programme nucléaire de la Corée du Nord. Lors de sa campagne électorale, Donald Trump avait largement mis en avant sa volonté de prendre un virage protectionniste, notamment par la promesse d'une hausse de 60% des droits de douane sur les produits chinois importés aux États-Unis. Bien que cette promesse ne soit pas encore exécutée, la hausse des droits de douane de 10 % sur les produits chinois importés annoncée le 4 février 2025 montée à 20 % en mars[215] ainsi que la hausse de 25 % des taxes sur toute entrée d'acier ou d'aluminium sur le sol américain en mars 2025 font trembler les gouvernements et les industries asiatiques. Sa politique « *America First* », suivant une volonté de vouloir replacer les enjeux et intérêts du peuple américain au centre des décisions du gouvernement, a conséquemment un impact sur les puissances prises dans le jeu. Les conflits commerciaux prennent

[215] GENESTE, Stéphane. « La Chine, grande gagnante des mesures de Donald Trump ? ». *RFI* [en ligne]. 17 mars 2025 [20 mars 2025].

différentes formes : hausse des droits de douane, restrictions aux exportations, tentative de sanctions diplomatiques et juridictionnelles devant l'OMC par exemple. En outre, ces conflits s'exportent dans d'autres domaines, comme celui de la technologie. C'est une véritable guerre technologique et une course à la suprématie, particulièrement dans le domaine de l'IA, qui s'engage entre les deux puissances chinoise et américaine, guerre également reliée aux restrictions aux exportations de certains composants essentiels ou métaux critiques. La question du domaine militaire est un enjeu important pour toutes les puissances : pour le Japon, les États-Unis constituent leur allié principal et le retrait des soldats américains stationnés sur son sol, tout comme pour la Corée du Sud, aurait un effet bouleversant sur ses capacités militaires ; la question taïwanaise et l'enjeu brûlant du programme nucléaire nord-coréen sont autant de points de mésentente entre les puissances asiatiques et le géant occidental. La stratégie américaine en Asie du Nord prend deux formes : elle est commerciale et stratégique. Il s'agira donc d'analyser les conséquences de l'investiture du président américain Donald Trump sur le domaine stratégique et défensif des États d'Asie du Nord dans une première partie, et sur le commerce et l'économie dans une seconde partie.

Le domaine stratégique et militaire en double vitesse

L'importance de la coopération mutuelle de sécurité entre les États-Unis et le Japon

Le Japon entretient un rapport unique au monde avec ses propres capacités de défense : en effet, il est lié par ce que l'on appelle son « pacifisme constitutionnel ». À la suite de la capitulation japonaise le 2 septembre 1945 puis de l'occupation par les forces américaines jusqu'en 1952, le Japon a été amené à introduire, dans sa propre Constitution entrée en vigueur le 3 mai 1947, un article signifiant qu'il

renonçait à jamais à la guerre, ainsi que le dispose l'article 9 : « *Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu* »[216]. Par sa propre Constitution, le Japon est ainsi dans l'incapacité de réunir une force normale et repose donc en grande partie sur ses alliances stratégiques. Il ne sera pas question ici de développer le sujet des Forces japonaises d'autodéfense (自衛隊, FJA). C'est dans ce contexte que le Japon a été amené à conclure un traité d'alliance avec son ancienne puissance occupante en 1951, qui sera ensuite renouvelé en 1960 : le traité de coopération mutuelle et de sécurité entre les États-Unis et le Japon (日本国とアメリカ合衆国との間の相互協力及び安全保障条約, *Nippon-koku to Amerika-gasshūkoku to no Aida no Sōgo Kyōryoku oyobi Anzen Hoshō Jōyaku*). Encore en vigueur à ce jour, ce traité dispose à son article V que : *« Chaque partie reconnait qu'une attaque armée contre un territoire place sous l'administration du Japon pourrait être dangereuse pour sa propre sécurité et sureté et déclare qu'elle répondrait à la menace conformément aux dispositions et procédures constitutionnelles »* [217]. Les États-Unis constituent pour le Japon son "*allié unique*"[218], malgré l'existence de nombreux autres partenariats stratégiques avec d'autres puissances, comme l'Union européenne ou l'Australie, par exemple. C'est dans un contexte régional bouillonnant qu'il s'agit de considérer l'importance de ce partenariat et d'en étudier les futurs développements, sous la nouvelle

[216] MAURY Jean-Pierre. « Constitution du Japon ». *Digithèque MJP* [en ligne]. 2002, 2021 [14 février 2025].
[217] BURDY, Jean-Paul. « Documents 1951 & 1960– Les deux versions successives du Traité de sécurité États-Unis-Japon, et leurs conséquences sur le positionnement de Tokyo vis-à-vis de Taipei » *Les Mots de Taïwan*. [en ligne], 31 janvier 2009 [14 février 2025].
[218] *Japan Ministry of Defense*. (2023). DEFENSE OF JAPAN (Annual White Paper). https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/index.html

administration de Donald Trump. Le Japon est en effet pris en étau entre divers acteurs nord-asiatiques dont chacun représente autant de risques potentiels pour sa sécurité : les menaces entourant l'île de Taïwan ; l'essor du programme nucléaire de la Corée du Nord ou encore la multiplication des incidents avec la Chine. Dans ce contexte, le Premier Ministre Ishiba expliquait, le 24 janvier 2025 lors d'une rencontre avec le président américain, qu'il était important de : « *continuer à garantir l'engagement des États-Unis dans la région afin d'éviter tout vide de pouvoir qui mènerait à une instabilité régionale* »[219]. Les États-Unis sont déjà très investis sur le territoire japonais et donc en Asie du Nord : à travers de nombreuses bases militaires situées principalement dans l'archipel d'Okinawa et le stationnement de quelque 54 000 soldats[220], la présence américaine dans la région est incontestable. Agissant à la fois comme garant pour le Japon face aux agitations inquiétantes de ses voisins, c'est également une stratégie de choix pour les États-Unis : ces bases constituent tout autant de points de contrôle dans cette région et permettent donc aux Américains de se déployer très rapidement, si un conflit devait éclater. Les États-Unis sont réellement perçus comme un acteur-clé du maintien de la paix la paix et de la stabilité régionale : au sujet des contestées îles Senkaku-Diaoyu notamment, le Ministre de la Défense américain a rappelé, lors d'une conversation avec son homologue japonais, que les « *îles Senkaku* » sont bien couvertes par le traité de défense américano-japonais de 1960[221]. Cette déclaration survient dans un contexte de fortes tensions régionales, marqué par de multiples démonstrations de force chinoises et un durcissement de la politique japonaise, qui condamne fermement toute tentative d'intimidation ou d'appropriation de ces îles qu'il considère comme japonaises. Elle constitue un signal fort adressé à Pékin : en cas d'attaque des îles Senkaku-Diaoyu, les États-

[219] « Le Premier ministre japonais va rencontrer Trump pour renforcer les liens entre deux grands alliés ». *L'Orient-Le Jour* [en ligne], 04 février 2025 [13 février 2025].
[220] Voir supra *L'Orient-Le Jour*
[221] « Le Japon et les États-Unis affichent leur « ferme intention » de renforcer leur alliance ». *Les Échos*. [en ligne], 31 janvier 2025 [14 février 2025].

Unis interviendraient conformément au traité de défense. Néanmoins, il s'agit de nuancer le renforcement de ce partenariat défensif. En effet, celui-ci se heurte à la politique "*America First*" du président Donald Trump. Dans cette perspective, il est possible de comprendre que les États-Unis entendent laisser davantage d'autonomie au Japon dans le financement des coûts de défense sur le territoire[222]. Cela n'a rien de surprenant : le Japon s'inscrit, depuis le travail de l'ancien Premier Ministre Fumio Kishida, dans une démarche d'autonomisation vis-à-vis des États-Unis, notamment en nouant d'autres partenariats stratégiques avec d'autres puissances[223]. Néanmoins, il s'agit de s'interroger sur l'ampleur de ce retrait financier américain. En effet, un retrait trop important du financement des coûts de la défense risque de laisser le Japon dans une impasse, car encore incapable d'assumer ces coûts par lui-même. On peut supposer que l'augmentation prévue à 2 % du PIB consacré à la défense d'ici 2027, est grandement favorisée par ce retrait protectionniste orchestré par Donald Trump.

Un désengagement américain à prévoir dans le reste de l'Asie ?

Taïwan est considéré comme un partenaire indispensable pour les États-Unis, notamment dans le contexte de leur rivalité avec la Chine. Sous la première administration Trump en 2017, les Taïwanais avaient bénéficié d'un fort soutien : Donald Trump était le premier président des États-Unis à avoir aussi bien soutenu Taipei depuis le *Taiwan Relations Act* de 1979. L'engagement des États-Unis et de Taiwan est triptyque : il est diplomatique, militaire et commercial. Sous Trump, une politique favorable avait déjà été engagée : en termes diplomatiques, on peut par exemple citer le *Taiwan Travel Act* de 2018, qui permettait à des hauts responsables fédéraux de rendre visite à leurs homologues taïwanais et vice versa. En termes d'engagement militaire, le transfert d'armes avait augmenté de plus de

[222] Voir supra *L'Orient-Le Jour*

[223] MANGIULLO, Lisa. «Les îles Senkaku-Diaoyu, un enjeu considérable pour le renforcement de la stratégie de défense japonaise ». *Les Cahiers du Comité Asie-Pacifique*. Les Jeunes IHEDN. [en ligne], 28 novembre 2024, p. 91-104.

4 milliards de dollars, atteignant un chiffre record de 18,27 milliards de dollars entre 2017 et 2020, retombant à 8,08 milliards de dollars sous l'administration Biden.[224] Enfin, l'engagement était aussi commercial : les deux États cherchent tous deux à réduire leur dépendance commerciale vis-à-vis de la Chine ; l'industrie taïwanaise des semi-conducteurs est très importante pour les États-Unis, notamment dans le contexte de la guerre technologique entreprise menée contre la Chine. Toutefois, le contexte de la crise régionale qui inquiète les États d'Asie du Nord, avec les nombreuses tensions dans le détroit de Taïwan, impose une certaine prudence dans la politique largement pro-Taïwan de Trump. La politique d'ambiguïté stratégique américaine qui prévaut depuis 1979 est sous pression à cause de l'augmentation des tensions entre la Chine et Taïwan, Pékin se montrant de plus en plus inamicale et multipliant les démonstrations militaires dans le détroit. Bien que l'on puisse imaginer que le transfert d'armes à grande échelle en faveur de Taïwan pourrait reprendre comme lors de la première présidence de Trump, le président américain incite néanmoins Taïwan à investir davantage dans sa propre défense (l'incitant à investir 5 % à 10 % de son PIB dans le secteur de la défense, contre 2,45 % à ce jour). Il faut d'ores et déjà constater que Taïwan cherche à nouer de nouveaux contrats stratégiques avec les États-Unis, notamment pour l'acquisition de chasseurs F-35 ou de destroyers anti-missiles équipés du système *Aegis*[225]. La Corée du Sud a fait les frais de la politique protectionniste de Trump sous son premier mandat, notamment sur les plans commercial et militaire. En effet, le président américain avait exercé une pression sur les exportations sud-coréennes, restreignant certaines d'entre elles, comme l'acier, l'aluminium ou encore les panneaux solaires. Du point de vue militaire, Donald Trump avait menacé de retirer les troupes américaines stationnées sur le sol sud-coréen (on parle de près de 28 500 soldats) si la Corée du Sud ne

[224] JULIENNE, Marc (dir.), « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam », *Asie.Visions*, n° 144, Ifri, janvier 2025.
[225] Voir supra Marc Julienne

quadruplait pas sa contribution aux frais de fonctionnement des bases militaires. Cette menace a finalement conduit à un accord quinquennal, fin 2024, prévoyant l'augmentation de la contribution de Séoul de 8,3 % d'ici 2026 aux coûts liés au maintien des troupes américaines sur sol sud-coréen. Les tentatives unilatérales de Trump pour trouver un accord avec la Corée du Nord avaient également refroidi le gouvernement sud-coréen à l'époque. Durant l'administration Biden, en revanche, la politique du président Yoon Suk-yeol, arrivé au pouvoir en mai 2022, avait été très favorable pour les États-Unis, s'alignant davantage sur les intérêts américains et japonais, tout en marquant son éloignement avec la Chine en affichant une position plus ferme. Cette orientation a conduit en 2023 à un recul de la Chine au profit des États-Unis : ces derniers devenant le principal partenaire commercial de la Corée du Sud. Néanmoins, malgré cet alignement entre les États-Unis et la Corée du Sud, l'avenir semble incertain : en effet, la Corée du Sud est très exposée aux mesures protectionnistes attendues de Donald Trump. Concernant la question nord-coréenne, Séoul craint un éventuel désengagement américain : dans ce contexte, l'acquisition de matériel nucléaire devient une option envisageable. Plus que la politique de Trump, c'est bien le départ du président Yoon, à la suite de l'échec de la loi martiale fin 2024, qui plonge l'avenir des relations entre les deux États ainsi que celui des relations de Séoul avec ses voisins dans l'incertitude. Un éventuel retour au pouvoir des démocrates pourrait remettre en cause les dynamiques actuelles avec les partenaires américains et japonais, favorisant un retour vers une approche plus conciliante avec la Chine et une ouverture du dialogue avec Pyongyang[226]. La Corée du Nord n'est pas en reste. Loin d'être un partenaire commercial pour les États-Unis, la première administration Trump avait agi à couteaux tirés avec la puissance nord-coréenne. À la suite d'une réponse de « *feu et de fureur* » (*fire and fury*) suite à la campagne

[226] Voir supra Marc Julienne

nord-coréenne d'essais nucléaires et balistiques en 2016 et 2017, les deux puissances avaient abouti à un accord de gel des essais en 2018, qui n'a toutefois pas été renouvelé. Entre 2020 et 2024, la Corée du Nord a renforcé son programme nucléaire, inscrivant son statut de « *puissance nucléaire* » dans sa Constitution et en améliorant continuellement ses capacités technologiques, nucléaires et balistiques. Aujourd'hui, à l'heure du second mandat de Donald Trump, la Corée du Nord profite également des faiblesses russes en Ukraine, en échangeant artillerie, obus, missiles et même troupes contre un transfert de capacités spatiales et balistiques de la Russie. En outre, le traité de défense mutuelle entre la Russie et la Corée du Nord de juin 2024 constitue un enjeu majeur que l'administration de Trump devra désormais prendre en compte dans ses rapports avec la puissance asiatique. Désormais, les adversaires des États-Unis sont en mesure de coordonner leurs actions afin d'œuvrer pour leurs intérêts propres[227].

L'économie et le commerce asiatique à la solde des États-Unis

Des menaces proférées contre les économies asiatiques

Le Japon et les États-Unis constituent, entre autres, leurs principaux investisseurs étrangers mutuels. En fin janvier 2025, le Japon, à travers l'entreprise Softbank, investissait près de 100 milliards de dollars dans le projet Stargate, projet américain valorisé à près de 500 milliards de dollars et réunissant également Oracle et l'entreprise d'Elon Musk. Cet investissement porte à croire que le projet Stargate américain pourrait être étendu au Japon[228]. Ce projet, qui prévoit la construction de dizaines de centres de données sur le territoire américain, est en

[227] Voir supra Marc Julienne
[228] Voir supra *L'Orient-Le Jour*

partie financé et piloté par Masayoshi Son, le patron de Softbank[229]. On pourrait s'interroger sur un possible retour du Japon à la pointe de la technologie et de l'IA, comme cela a été le cas lors des précédentes décennies. Néanmoins, le milliardaire ne prétend pas « *œuvrer pour son pays* »[230], allant même jusqu'à dire que le Japon manque d'ambition et de moyens pour opérer un véritable retour en force : problèmes de budget, de fourniture en électricité, de difficulté à acheter des circuits intégrés…[231]. Le Japon n'échappe pas à la menace de la hausse des droits de douane américains, dans un contexte de politique commerciale de plus en plus protectionniste. Au Japon, cette menace pèse sur le secteur de l'automobile. En effet, ce dernier est un secteur très important au Japon : en 2023 près de 1,5 millions de voitures ont été exportées vers les États-Unis, les véhicules et les pièces détachées figurant parmi les premières places des biens japonais exportés vers les États-Unis, représentant respectivement un marché de 6 026 milliards et 1 231 milliards de yens (soit 38 milliards et 7,7 milliards d'euros) en 2024. Or, le 14 février 2025, le président Donald Trump annonçait son intention d'introduire des taxes tarifaires visant les voitures importées vers les États-Unis le 2 avril, sans toutefois préciser de taux exact. Une solution serait donc de renforcer les usines de production situées aux États-Unis ou d'augmenter le prix des voitures, mais cette stratégie est difficilement envisageable pour les entreprises ne disposant pas d'usine sur le sol américain. Le Premier ministre Shigeru Ishiba a exprimé son incompréhension face à ces mesures, indiquant que le Japon est le premier investisseur aux États-Unis et qu'il n'est pas souhaitable pour l'État et ses citoyens de paralyser les importations ainsi[232]. Le Japon cherche ainsi à éviter à tout prix un conflit commercial avec les États-Unis. Dans cette optique, le Premier

[229] « Stargate : au cœur du projet à 500 milliards de dollars de Donald Trump pour l'IA, l'homme d'affaires japonais Masayoshi Son va-t-il faire de l'ombre à Elon Musk ? ». *FranceInfo*. [en ligne], 23 janvier 2025 [13 février 2025].
[230] Voir supra *FranceInfo*
[231] Voir supra *FranceInfo*
[232] « Face à la menace douanière de Trump, le secteur automobile japonais est dérouté ». *Courrier International*. [en ligne], 17 février 2025, [19 février 2025].

Ministre a promis des investissements majeurs aux États-Unis, notamment avec une augmentation des importations japonaises de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis. Pour la Corée du Sud, outre les domaines défensif et militaire, c'est aussi le secteur commercial sud-coréen qui pâtit des mesures protectionnistes de Donald Trump : alors qu'en 2024, celui-ci représentait 13 % des importations d'acier vers les États-Unis, un décret annonçant de nouveaux droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium entrant sur le territoire américain à partir du 12 mars[233] inquiète les industries sud-coréennes. Un effondrement de l'industrie de l'acier dans le pays pourrait déstabiliser l'économie sud-coréenne dans son entièreté. En effet, la perte du marché américain, combinée à la concurrence chinoise très compétitive, qui exporte de l'acier à bas prix, pourrait également mettre en péril l'ensemble des autres marchés (Europe et Asie) et bouleverser irrémédiablement l'industrie de l'acier sud-coréenne. C'est également en raison de la guerre technologique et commerciale sino-américaine, avec l'explosion de DeepSeek en janvier 2025, que la Corée du Sud s'est motivée à accélérer ses investissements dans ce domaine afin de garantir sa compétitivité. C'est ainsi que le président sud-coréen a annoncé la création d'un fonds industriel de 34 000 milliards de wons (soit environ 22,5 milliards d'euros) pour les technologies avancées. D'autres plans de financement ont vu le jour, en réaction aux mesures protectionnistes et programmes compétitifs du président américain, notamment un plan de financement de 360 000 milliards de wons (environ 240 milliards d'euros) pour ses entreprises exportatrices, ciblant particulièrement celles dans les secteurs des semi-conducteurs et des batteries[234].

La guerre commerciale et technologique sino-américaine

[233] « Corée du Sud : les droits de douane américains menacent le secteur de l'acier ». *L'Opinion*. [en ligne], 17 février 2025 [19 février 2025].
[234] LOKMANE, Samia. « La Corée du Sud va investir 22 milliards d'euros pour contrer la politique commerciale de Trump ». *L'usine digitale*. [en ligne], 10 février 2025 [19 février 2025].

Deepseek est venu court-circuiter le projet Stargate du président américain Donald Trump annoncé le 21 janvier 2025 : un projet coûteux d'environ 500 milliards de dollars, impliquant les géants de l'IA OpenAI, SoftBank et Oracle[235]. La révolution Deepseek a fait souffler un vent de panique dans la Silicon Valley. Donald Trump s'est exprimé au sujet de l'explosion de DeepSeek, et a tiré le « *signal d'alarme pour l'industrie technologique américaine* »[236] et a ajouté qu'il est nécessaire de « *[…] rester très concentrés sur la concurrence pour gagner* »[237]. Cette révolution chinoise engendre tout un ensemble de réactions protectionnistes de la part des élus américains : John Moolenaar, élu du Michigan, appelle à un contrôle plus strict des exportations technologiques essentielles aux infrastructures de l'IA[238], entendant bien évidemment réduire l'accès de la Chine aux précieuses technologies, autorisant le développement de sa propre industrie d'IA. Également, Chuck Schumer, sénateur démocrate, a ajouté : « *[…] si l'Amérique se laisse distancer par la Chine dans le domaine de l'IA, elle se laissera distancer partout : économiquement, militairement, scientifiquement, dans l'éducation, partout* »[239]. Néanmoins, ce projet de contrôle des exportations n'est pas une idée nouvelle : déjà, la Chine subissait des interdictions d'exportation de composants essentiels, comme les puces H100 de Nvidia[240]. De plus, le 2 décembre 2024, de nouvelles mesures de restriction à l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs étaient annoncées par le département du Commerce américain, dans le but d'entraver la capacité de la Chine à acquérir et produire les technologies nécessaires à sa modernisation militaire[241]. D'un point de vue commercial, la Chine

[235] MEUNIER, Quentin. « Faut-il se méfier de DeepSeek, la nouvelle IA chinoise ? ». *20minutes* [en ligne], 2025.
[236] Voir supra Quentin Meunier
[237] PELOIS, Joséphine. « Qu'est-ce que cette nouvelle IA chinoise qui fait trembler les Etats-Unis ? » *Capital* [en ligne], 2025.
[238] Voir supra Joséphine Pelois
[239] LUCAS, Hans. « DeepSeek vs ChatGPT : la Chine peut-elle dépasser les États-Unis dans la course à l'intelligence artificielle générale ? » *Sciences et avenir* [en ligne], 2025.
[240] RIOUX, Philippe. « DeepSeek, l'intelligence artificielle chinoise qui fait trembler la Silicon Valley. » *La Dépêche* [en ligne], 2025.
[241] « Pour freiner la modernisation de l'armée chinoise, Washington restreint l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs. » *BFM Business* [en ligne], 2024.

a déjà essuyé les mesures vigoureuses de l'administration Trump en 2017. En effet, le président américain avait déjà affiché une ligne dure contre la puissance chinoise, avec une hausse, dès 2018, des droits de douane imposés aux produits chinois exportés vers les États-Unis. Malgré une riposte chinoise sur les produits agricoles américains, des négociations entre les deux puissances ont porté le *Phase I Deal* de janvier 2020, qui n'a malheureusement pas pu atteindre les objectifs fixés à cause de la pandémie de Covid-19. En 2019, c'était le secteur de la technologie chinoise qui essuyait les mesures protectionnistes des États-Unis, notamment les entreprises comme Huawei, SMIC, WeChat ou encore TikTok[242], ce dernier s'étant de nouveau en décembre 2024, au cœur des polémiques avec une rumeur de bannissement à l'échelle des États-Unis, bien que celui-ci ait été habilement levé par le président Donald Trump. Avec son investiture du 20 janvier 2025, la guerre commerciale entamée en 2018 semble reprendre, notamment en observant simplement les nommés de son administration. En effet, on cite par exemple Michael Waltz ou encore Marco Rubio, pour ne citer qu'eux ; des individus connus pour leurs positions extrêmement strictes à l'égard de la Chine[243]. Les États-Unis ont annoncé, pour le mardi 4 février 2025, une hausse de 10 % supplémentaires sur les droits de douane existants déjà sur les produits chinois, monté à 20% en mars, sans que cela concerne les autres États asiatiques pour l'instant. Ce chiffre, bien qu'élevé et révélateur, est encore très loin des 60 % promis lors de la campagne électorale du nouveau président Donald Trump[244]. Cette hausse des droits de douane intervient dans un contexte délicat, où la Chine fait reposer son économie en grande partie sur ses exportations. Ceci s'explique par la forte compétitivité des produits chinois et de son système de production très important, et d'un secteur de l'immobilier et de la consommation plutôt

[242] Voir supra Marc Julienne
[243] Voir supra Marc Julienne
[244] MALOVIC, Dorian. « Pourquoi Trump relance la guerre commerciale contre la Chine mais épargne le reste de l'Asie ». La Croix. [en ligne], 02 février 2025 [13 février 2025].

mou[245] : en 2024, les exportations chinoises ont augmenté de 7,1 %, dépassant les 25 000 milliards de yuans (environ 3 400 milliards d'euros)[246]. Cette hausse des droits de douane décidée par les États-Unis pourrait donc impacter très négativement l'économie chinoise, qui va devoir rebattre les cartes de sa propre stratégie économique. En prévision de ces bouleversements, la Chine avait organisé, dès septembre 2024, un ensemble de mesures comprenant « *une réduction des taux d'intérêt et une hausse du plafond d'endettement des gouvernements locaux* »[247]. Une aide à la consommation pourrait également être bienvenue, afin de garantir la stabilité de l'économie chinoise, qui se voit contrainte de se reposer sur d'autres piliers. Néanmoins, la Chine n'est pas le seul État à se retrouver inquiété par l'imposition de cette hausse des droits de douane. En effet, le Japon déclare être « *profondément préoccupé* » par les potentielles répercussions sur l'économie mondiale des nouveaux droits de douane imposés à la Chine, ainsi qu'au Canada et au Mexique, selon le ministre des Finances japonais. Face à cette situation, le Japon indique qu'il souhaiterait prendre des « *mesures appropriées* » face aux possibles conséquences sur le marché des changes tandis que la Chine prépare une réponse juridique ; elle indique vouloir défendre ses « *droits et intérêts* » en portant plainte contre les États-Unis auprès des organes quasi-juridictionnels de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)[248]. Elle invoque notamment le fait que les droits de douane imposés par les États-Unis contreviennent aux règles fondamentales de l'Organisation : « *Les États-Unis ont imposé ou menacé d'imposer des droits de douane à leurs partenaires commerciaux, dont la Chine, de manière unilatérale et arbitraire, en violation flagrante des règles de l'OMC. La Chine s'oppose fermement à ces mesures* ». (Li Chenggang,

[245] Voir supra Marc Julienne
[246] « La Chine enregistre des exportations record en 2024 ». *Le Figaro*. [en ligne], 13 janvier 2025 [16 février 2025].
[247] Voir supra Le Figaro
[248] « Droits de douanes américains: le Japon "profondément préoccupé" par des potentielles conséquences mondiales ». Ici Beyrouth. [en ligne], 02 février 2025 [14 février 2025].

ambassadeur de Chine auprès de l'OMC)[249]. Des mesures plus concrètes ont été prises : des restrictions d'exportations sur les métaux critiques, comme le gallium, le germanium ou l'antimoine[250], mais aussi le tungstène et l'indium, indispensables à l'industrie des semi-conducteurs, et essentiels dans le contexte de la guerre technologique et de la course à l'IA[251]. Ces restrictions, imposées par la Chine envers les États-Unis dans un décret en date du 4 février 2025, interviennent le même jour que la hausse des droits de douane américains. La Chine a également pris d'autres mesures similaires aux hausses américaines, notamment une taxe allant jusqu'à 15 % sur les importations de charbon et de gaz naturel liquéfié américains[252].

Conclusion

La politique *America First,* devenant prévalente dans les relations internationales des États-Unis, se traduit par des mesures commerciales protectionnistes et un possible désengagement défensif, bien que très modéré, ce qui bouscule l'équilibre entre les puissances et la stabilité régionale en Asie du Nord. Face au désengagement américain, des craintes profondément ancrées dans cette géographie resurgissent face à des enjeux clés dans le domaine sécuritaire. On évoque par exemple l'accroissement des tensions coréennes, ou encore la menace nucléaire pesant comme une épée de Damoclès sur une Corée du Sud risquant de voir sa puissance militaire fortement impactée par les décisions américaines. La question de Taïwan et de la pérennité de ses relations avec les Etats-Unis est également un sujet de réflexion, notamment dans le contexte de la guerre commerciale et technologique sino-américaine à haute intensité. L'avenir

[249] « Droits de douane : Pékin se tourne vers l'OMC pour critiquer la guerre commerciale de Trump ». *20 minutes*. [en ligne], 19 février 2025 [19 février 2025].
[250] Voir supra Marc Julienne
[251] FALLETTI, Sébastien. « Comment la Chine a transformé les minéraux critiques en arme stratégique avant l'arrivée de Trump ». *Le Figaro*. [en ligne], 17 février 2025 [19 février 2025].
[252] Voir supra Sébastien Falletti

est incertain pour le Japon, que ce soit d'un point de vue militaire et commercial : l'élection de Donald Trump ne pourrait que convaincre ce dernier à intensifier sa poursuite et son approfondissement de partenariats avec d'autres puissances régionales asiatiques ou pacifiques, ainsi qu'avec l'Union européenne. À l'aube du bouleversement de l'échiquier géopolitique asiatique causé par l'élection de Donald Trump, il s'agira d'être attentif à l'évolution des différentes mesures imposées en ce que celles-ci peuvent changer d'un jour à l'autre, et de considérer leurs conséquences pour l'avenir dans tous les domaines tels que le commerce ou la défense, en passant par le progrès scientifique et technologique.

À PROPOS DE L'AUTRICE

Lisa Mangiullo est étudiante en première année du Master Droit international, parcours Sécurité internationale, cybersécurité et Défense de l'Université Grenoble Alpes. Elle poursuit une spécialisation dans les enjeux sécuritaires internationaux de la région nord-asiatique, particulièrement en rapport avec le Japon, suite à sa double licence de Droit et de Langues étrangères appliquées anglais-japonais.

Contours et controverses des bases militaires en Indo-Pacifique

Par Donatien Géry

Depuis l'Antiquité, les bases militaires jouent un rôle clé dans la projection de puissance. Qu'elles soient romaines, coloniales ou modernes, elles incarnent à la fois la présence militaire et l'influence politique des États qui les possèdent. L'Indo-Pacifique, espace stratégique par excellence, n'échappe pas à cette logique. Dès les premières expansions coloniales, les puissances occidentales ont jalonné leurs routes commerciales de forts et de comptoirs fortifiés, posant ainsi les bases d'un contrôle militaire à vocation économique et commercial. À mesure que les conflits et les rivalités se sont intensifiés au XXe siècle, le rôle de ces bases a évolué, passant de simples enclaves défensives à des infrastructures centrales de projection de puissance. Aujourd'hui, la présence de bases militaires en Indo-Pacifique soulève des enjeux stratégiques, politiques et juridiques majeurs. Ces installations s'inscrivent dans une dynamique de compétition internationale, notamment entre les États-Unis et la Chine, tout en suscitant des controverses locales liées aux questions de souveraineté, d'impact environnemental et de violations du droit international. Nous analyserons d'abord l'héritage historique des bases militaires dans la région et leur rôle actuel dans la stratégie de projection de puissance. Enfin, nous mettrons en lumière les tensions et controverses qu'elles suscitent.

Historique des bases militaires en Indo-Pacifique

Héritage colonial et premières bases militaires en Indo-Pacifique

La base militaire moderne, comme outil de projection de puissance, se rapproche à l'origine des *castra*, des camps romains fortifiés dans les territoires conquis. S'ils pouvaient être pensés comme temporaires, les *castra* étaient aussi utilisés comme camps d'étapes, permettant ainsi à l'armée romaine de délimiter le *limes*, à l'image de celle de la Germanie du Nord et de ses quatre-vingt-dix forts[253]. Chaque camp servait ainsi d'outil de contrôle des frontières et d'avant-poste. Dans l'Indo-Pacifique, ce sont les comptoirs coloniaux des Compagnies des Indes qui se rapprochent du concept de base militaire. Les Compagnies jouaient un rôle clé dans la projection de puissance, comme la Compagnie française des Indes orientales qui occupa une place centrale dans le pouvoir économique et financier du royaume. Elle joua un rôle clé dans la compétition internationale accompagnant l'essor du capitalisme et de la mondialisation. Présentes sur toutes les mers, les navires et équipages des Compagnies, au même titre que ceux de la Marine royale, furent des instruments essentiels de la puissance navale française[254]. Ainsi, la création de forts coloniaux utilisés par les puissances européennes (Français, Britanniques, Néerlandais, Espagnols et Portugais) pour sécuriser leurs routes commerciales apparaît alors comme essentielle. Les différentes compagnies créaient des forteresses de défense pour protéger leurs comptoirs ; certains d'entre eux pouvaient être dotés d'une défense considérable[255], ce qui les rapproche du concept de bases militaires. La défense du comptoir français de Pondichéry, créé en 1673 grâce à l'accord donné par les populations locales de s'installer sur le territoire, fut l'une des préoccupations majeures de ses directeurs. Ceux-ci y érigèrent un fort reprenant les structures de

[253] Ibid., p. 233-234.
[254] Mémoire des hommes. *Compagnie des Indes* [en ligne].
[255] HAUDRÈRE Philippe, LE BOUËDEC Gérard. *Les compagnies des Indes.* Ouest-France, 2024. p. 53-54.

celui de la ville de Courtrai érigé par Vauban en 1667. Pondichéry fut ainsi considérée par les indiens comme la meilleure citadelle européenne dans le pays, reprenant les plans de fortification de la "ceinture de fer"[256]. La dernière évolution du terme de base militaire, comme on l'entend aujourd'hui, s'est progressivement affirmée au cours des Première et Seconde Guerres mondiales, où un grand nombre d'armées ont été amenées à se déplacer et à séjourner en territoire allié ou étranger. Entre 1940 et 1944, de nombreux textes vinrent ainsi préciser le contour juridique des bases militaires[257]. Si leur présence s'expliquait jusque-là principalement par un contexte de conflit (et donc une présence temporaire), la situation évolua à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dès la guerre de Corée, des bases furent installées de manière durable[258], à l'image de Camp Humphreys en Corée du Sud, qui subsista après la fin de la guerre[259].

Les accords sur les bases militaires comme outil de projection de puissance

Ainsi, la structure actuelle des bases militaires repose généralement sur un accord bilatéral entre les deux pays, ce qui inclut la nécessité de maintenir de bonnes relations. Les accords sont plus généralement inscrits dans un traité de sécurité, prévoyant aussi le statut des forces armées étrangères sur le territoire. Le traité de sécurité signé entre les États-Unis et le Japon, du 8 septembre 1951, prévoyait l'installation de bases américaines sur le territoire nippon[260] et la coopération des gouvernements des deux pays en cas d'agression. Cela justifie l'existence de dispositions comme celle de l'Article 24 de l'accord nippo-américain : *« En cas d'hostilités ou en cas de menace d'hostilités imminentes dans la zone du Japon, les gouvernements des Etats-Unis et du Japon se consulteront immédiatement en vue de*

[256]CORNETTE JOËL. « La ceinture de fer ». *L'histoire*, n° 321, juin 2007, p. 74.
[257] FLORY Maurice. *Les bases militaires.* Annuaire français de droit international, 1955. p. 4.
[258] Ibid. p. 5.
[259]WASCOWISKI Mylène. "À seulement 96 km de la Corée du Nord, la base militaire américaine Humphreys a tout d'une ville de la "banlieue de Dallas"". *Geo* [en ligne], 3 septembre 2024.
[260] SECURITY TREATY BETWEEN THE UNITED STATES AND JAPAN; September 8, 1951.

prendre les mesures communes nécessaires à la défense de cette zone (bases) et en vue de réaliser les objectifs de l'article premier du traité de sécurité entre les Etats-Unis et le Japon »[261]. Les bases militaires sont la pierre angulaire de la projection de puissance étatique en Indo-Pacifique. À titre d'exemple, la base militaire française à Djibouti qui s'appuie sur le Traité de coopération en matière de Défense[262], prévoit notamment une coopération franco-djiboutienne et un entraînement des forces armées de Djibouti par la France[263]. Bien que la base soit située sur le continent africain, elle permet aussi à la France une intervention rapide dans l'Indo-Pacifique. Ce fut notamment le cas lors de la crise de janvier 2005 à Sumatra, pendant laquelle la base a permis d'assister le pays par l'opération "Béryx" visant à assurer l'aide humanitaire suite au tsunami[264]. Les États-Unis et le Japon modernisent eux aussi leur alliance militaire pour s'adapter aux défis stratégiques en Indo-Pacifique, notamment face à la montée en puissance de la Chine. Cette évolution passe par un renforcement des bases américaines au Japon, une meilleure coordination des forces et une répartition plus équilibrée des responsabilités stratégiques entre les deux pays. Okinawa étant une île stratégique de la région[265], l'accord prévoit également l'intégration de nouvelles capacités militaires, notamment en matière de défense antimissile et de surveillance maritime, afin d'accroître la dissuasion et la projection de puissance dans la région[266]. Le Vietnam cherche lui aussi à renforcer sa coopération militaire avec Washington pour contrer Pékin, tout en maintenant des liens économiques avec la Chine[267]. Cette position peut illustrer l'évolution des alliances régionales

[261] FLORY Maurice. *Les bases militaires.* Annuaire français de droit international, 1955. p. 20.
[262] Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti, 2011.
[263] Ministère des Armées, *France – Djibouti : le renouvellement du Traité de coopération en cours de discussion* [en ligne] 31 mai 2023.
[264]CHARASSE Michel, GOUTEYRON Adrien. Rapport d'information sur l'aide humanitaire en Indonésie . *Sénat* [en ligne] p.20-24.
[265] BASTIAN A.A"Okinawa is in the crosshairs of China's ambitions". *Foreign Policy* [en ligne] 7 avril 2023.
[266] NAKASHIMA Ellen, YE HEE LEE Michelle. "U.S., Japan to unveil first steps toward enhanced military alliance". *Washington Post* [en ligne], 27 juillet 2024.
[267] CHESTNUT GREITENS, B.KARDON Isaac. "Vietnam wants U.S. help at sea and Chinese help at home". *Foreign Policy* [en ligne], 13 janvier 2025.

dans l'ASEAN. Bien que redoutant une confrontation Chine-États-Unis, certains pays membres de l'ASEAN estiment que le maintien d'une présence américaine est une garantie pour l'avenir[268].

Controverses et enjeux de souveraineté

Si les bases militaires sont exposées aux controverses, c'est parce qu'elles sont souvent vues par les populations locales comme bafouant la souveraineté de l'État. Certaines, comme les bases militaires américaines, sont également dénoncées pour promouvoir un impérialisme américain[269].

Diego Garcia et l'affaire des Chagos : une souveraineté bafouée ?

C'est après l'indépendance de l'île Maurice en 1968, que le Royaume-Uni décida de conserver le contrôle de l'archipel des Chagos, alors partie intégrante du territoire mauricien. En étroite collaboration avec les États-Unis, la Grande-Bretagne a cherché à maintenir des bases militaires dans l'océan Indien pour garantir la liberté de navigation sur l'ancienne route des Indes et, le cas échéant, pour défendre les alliés de l'Occident dans la région[270]. À la fin des années 1950, les deux puissances occidentales étaient persuadées qu'il était essentiel de maintenir des "points d'appui" stratégiques à l'étranger. Cela s'inscrit directement dans le cadre de la compétition Est-Ouest de la Guerre froide, notamment avec la première croisière de navires de guerre Soviétiques dans l'océan Indien[271]. En réponse, les États-Unis ont initié un accord anglo-américain en 1961, négocié entre le Premier ministre britannique Harold Macmillan et le président américain John

[268] COURMONT Barthélémy. Chine-USA Le Grand écart: Crise dans la mondialisation.*VA Éditions*, 2021 p.12.
[269] IRONDELLE Bastien. Critique internationale: Politique des bases militaires américaines à l'étranger. Presse de sciences po n°50 [en ligne], 2011.
[270] ORAISON André. *"Diego Garcia : enjeux de la présence américaine dans l'océan Indien". Afrique contemporaine* [en ligne], 2003. p.118.
[271]SKASENA Jyotsna. "La pénétration américano-soviétique dans l'océan Indien. L'océan Indien « zone de paix, zone de guerre » ?". *Politique étrangère* [en ligne],1976. p.65-66.

F. Kennedy. Cet accord permit aux États-Unis de disposer d'une base militaire sur Diego Garcia, leur permettant d'intervenir dès les années 1970 dans l'Indo-Pacifique. Compte tenu de la débâcle du Vietnam, les États-Unis perdirent un accès précieux en Asie du Sud-Est, et la base de Diego Garcia joua un rôle clé en permettant aux Américains d'avoir un nouvel accès en Asie et plus largement dans le Pacifique[272]. La base américaine s'est avérée être un emplacement stratégique, permettant notamment une intervention américaine, aussi bien en Irak pendant la première guerre du Golfe et de nouveau en 2003[273], ainsi qu'en Afghanistan (2001-2002) après le 11 septembre avec l'opération « Liberté immuable ». Toutefois, la volonté britanno-américaine s'est rapidement heurtée à une réalité : celle de la violation du droit international, et ce sur plusieurs principes. En effet, amputer l'île Maurice de l'archipel des Chagos est contraire au principe de l'intangibilité des frontières et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Plusieurs recours ont été introduits, devant la Cour internationale de Justice (C.I.J), devant le Tribunal international du droit de la mer et devant l'Assemblée Générale des Nations Unies. Ces trois instances ont toutes reconnu la validité des prétentions des Chagossiens[274]. En effet, suite à l'accord de 1966, les Chagossiens furent déplacés de force et interdits de retour[275]. L'avis rendu par la C.I.J en 2019 a eu des conséquences concrètes sur les États-Unis, puisque la présence d'une base militaire américaine a été vue comme une violation du droit international, car située sur un territoire qui n'aurait pas dû être amputé. Dans son avis, la Cour admet que *« la décolonisation de Maurice ne s'est pas réalisée dans le respect du droit des peuples à l'autodétermination, le maintien de l'administration de l'archipel des Chagos par le Royaume-Uni constitue un fait illicite qui engage la responsabilité*

[272] TEILLARD Nicolas. "Accord historique" sur l'archipel des Chagos : le Royaume-Uni reconnait la souveraineté de l'île Maurice. *Radio france* [en ligne], 4 octobre 2024.
[273] ORAISON André. "Diego Garcia : enjeux de la présence américaine dans l'océan Indien". *Afrique contemporaine* [en ligne], 2003. p.116..
[274] DUCOURTIEUX Cécile, MAUPAS Stéphanie. "Avec la rétrocession de l'archipel des Chagos, le Royaume-Uni solde une partie de son passé colonial dans l'océan Indien". *Le Monde* [en ligne], 4 octobre 2024.
[275] *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2019*, §114.

internationale de cet Etat »[276]. Ainsi, le 3 octobre 2024, le Royaume-Uni céda l'archipel à Maurice, avec en contrepartie, un engagement, celui de garantir la présence américaine sur l'île, et l'utilisation de la base de Diego Garcia pour 99 années supplémentaires.

Controverses des bases américaines au Japon et aux Philippines

Les bases américaines au Japon et aux Philippines sont aussi au cœur de nombreuses controverses.

Au Japon

Accueillant 70 % des bases militaires américaines et la moitié des forces américaines au Japon[277], Okinawa a souvent été sous le feu des projecteurs. Les bases militaires américaines vont même jusqu'à représenter 15 % du territoire de l'île, ce qui suscite une opposition locale importante. Les habitants de l'île critiquent notamment le fait que les soldats américains ne soient pas soumis à la législation japonaise, soulevant des questions sur la compatibilité de cette situation avec la Constitution japonaise ; ce mécontentement s'inscrit dans un contexte plus large marqué par la présence de mouvements pacifistes[278]. En 2019, un référendum a révélé que 70 % des habitants d'Okinawa s'opposaient à la construction d'une nouvelle base américaine à Henoko, projet porté par le gouvernement japonais. Cependant, malgré cette forte opposition populaire, le gouvernement japonais a décidé de poursuivre la construction de cette base en 2023, invoquant les menaces sécuritaires, notamment en raison de la Corée du Nord, de Taiwan et des tensions croissantes dans la région. Les autorités insistent sur la nécessité de maintenir une présence militaire américaine pour contrer ces

[276] Ibid. §177.
[277] KUHN Anthony. "Okinawa's peace movement struggles as military presence on the islands grows". NPR [en ligne], 9 avril 2024.
[278] PAJON Céline. Understanding the Issue of U.S. Military Bases in Okinawa. *IFRI* [en ligne], juin 2010.

menaces[279]. Sur le plan environnemental, la situation à Okinawa est également préoccupante. En juillet 2022, des rapports ont révélé que des bases militaires américaines, dont celles d'Okinawa, déversaient des eaux usées dans le système d'eau municipal, ce qui a intensifié les inquiétudes sur les polluants et leur impact sur la santé publique. Ce problème environnemental a été une source de tensions supplémentaires avec les communautés locales vivant à proximité.

Aux Philippines

Les bases américaines aux Philippines ne sont pas non plus exemptes de polémiques. Le lien entre les Philippines et les États-Unis est historique et marqué par des relations diplomatiques et militaires renforcées au fil du temps. Dès le début du XXe siècle, la question des bases militaires américaines a été au cœur des négociations sur l'indépendance des Philippines. En 1930, une première loi prévoyait une indépendance progressive, mais Manuel Quezon - alors président du sénat - s'y était opposé, craignant que les bases américaines ne continuent de dominer le pays. Ce n'est qu'après plusieurs négociations que l'indépendance progressive des Philippines a été acceptée, avec la création d'un Commonwealth sous contrôle américain, permettant aux Etats-Unis de conserver un contrôle sur la dette publique, sur la monnaie et sur le commerce extérieur[280]. Après la signature du Traité de Manille en 1946, proclamant l'indépendance des Philippines, cet héritage s'est traduit par des accords de défense, dont le traité de défense mutuelle (signé en 1951) formalisa l'engagement des deux pays à se défendre en cas d'attaque extérieure. En 1991, après la fermeture des bases militaires américaines aux Philippines, un nouvel accord a été signé en 1998 : l'Accord sur les forces en visite, qui a permis la reprise des relations militaires par le biais d'exercices communs, notamment les manœuvres « Balikatan » en vue de

[279] PACHA VALENCIA Emil. "Pollution sociale et environnementale à Okinawa, les habitants en lutte contre l'héritage colonial américain", *Socialter* [en ligne], 25 octobre 2024.
[280] BARBE Dominique. Histoire du pacifique. *Perrin*, 2008. p.539.

renforcer la sécurité dans la zone du Pacifique.[281] L'Accord sur la coopération en matière de défense renforcée (ci-après EDCA)[282], signé en 2014, a consolidé cette relation et a permis aux États-Unis d'accéder à cinq bases militaires philippines supplémentaires pour des séjours prolongés. Si cet accord a été suspendu sous le gouvernement pro-Pékin de Rodrigo Duterte, son successeur, Ferdinand Marcos Jr. l'a relancé en 2022, ravivant ainsi la relation entre Manille et Washington[283]. Le 3 avril 2024, l'EDCA a été étendu, avec l'ajout de quatre nouveaux sites militaires, portant leur nombre total à neuf[284]. Cet accord continue de permettre aux forces américaines d'effectuer des rotations et de stocker des équipements de défense, tout en contribuant à la modernisation des capacités militaires des Philippines. Bien que l'EDCA ne permette pas l'établissement de bases permanentes, il permet une coopération stratégique accrue, en particulier dans un contexte de tensions croissantes dans l'Indo-Pacifique.

Conclusion

La projection de puissance sous forme de base militaire en Indo-Pacifique s'inscrit ainsi dans l'héritage des anciens comptoirs des Compagnies des Indes. Aujourd'hui, les bases militaires sont généralement encadrées par des accords de coopération bilatérale, permettant d'en fixer la portée et les limites. Malgré les polémiques et les contestations locales, les bases militaires, et notamment américaines, perdurent, et se renforcent dans une atmosphère de tensions croissantes entre la Chine et les États-Unis.

[281] VISITING FORCES AGREEMENT BETWEEN THE USA AND THE PHILIPPINES, February 10, 1998.
[282]AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF THE PHILIPPINES AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES ON ENHANCED DEFENSE COOPERATION. Disponible sur: https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/02/14-625-Philippines-Defense-Cooperation.pdf
[283] AFP Manille. "Le président philippin est parti pour Washington en pleines tensions avec la Chine". *Le Devoir* [en ligne], 29 avril 2023.
[284] DE CASTRO Éric. "Malgré leur alliance, les Philippines refusent de donner aux États-Unis l'accès à plus de bases militaires". *La Tribune* [en ligne], 15 avril 2024.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Donatien Gery est diplômé d'une licence de droit, et est étudiant au sein du Master II Administration internationale de l'Université Paris Panthéon-Assas, il se spécialise dans les domaines de la sécurité, de la défense et des organisations internationales.

LA CHINE AU CENTRE DU JEU GÉOPOLITIQUE

La Chine, *statu quo* ou puissance révisionniste

Par Lucie Denis et Léna Fargier

Tout au long de l'histoire, les puissances émergentes ont souvent cherché à remettre en cause les structures mondiales établies, et l'ascension de la Chine a suscité un débat animé sur son rôle dans l'ordre international. Deuxième économie mondiale et puissance militaire en plein essor, la Chine est souvent perçue comme un rival stratégique des États-Unis, nourrissant les craintes d'une possible reconfiguration de l'ordre mondial. Tandis que certains y voient un défi au système dominé par Washington, d'autres considèrent qu'elle a su tirer parti de l'ordre international en place et s'y adapter habilement. Son intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, rendue possible par la politique de réforme et d'ouverture initiée par Deng Xiaoping, a marqué un tournant majeur et un jalon décisif dans ce processus. Cette accession a permis à la Chine d'intensifier ses échanges commerciaux, d'attirer massivement les investissements étrangers et de consolider son influence économique. Bien que des différends ponctuels sur les règles de l'OMC et des accusations de non-respect subsistent, la Chine a globalement agi dans le cadre du système international. À mesure que son influence grandit, une question essentielle se pose : la Chine cherche-t-elle à remettre en cause l'ordre mondial établi ou s'affirme-t-elle comme une puissance de statu quo évoluant au sein du système existant ?

La Chine comme puissance de *statu quo*

Bénéfices tirés du système international dirigé par les États-Unis

La Chine est souvent vue comme une puissance de statu quo, profitant du système international dominé par les États-Unis, notamment depuis son intégration à l'OMC le 11 décembre 2001, après 15 ans de négociations[285]. Cette date marque un tournant pour l'économie chinoise, officialisant son intégration au système commercial mondial façonné par les États-Unis et leurs alliés. Elle fait suite à l'octroi du statut commercial normal permanent par Washington en 2000, 21 ans après la normalisation des relations diplomatiques[286]. La Chine a accédé à l'OMC grâce à la campagne de réformes et d'ouverture de Deng Xiaoping. Pour ce faire, elle a en effet dû prendre une série d'engagements et mettre en place des réformes afin de modifier sa législation nationale[287], comme la protection de la propriété intellectuelle, la réduction des droits de douane, l'égalité de traitement entre les entreprises étrangères et les entreprises chinoises locales[288]. Malgré de longues négociations, l'adhésion de la Chine à l'OMC marque sa volonté d'ouverture économique. Ce succès lui a permis une croissance rapide, un accès élargi aux marchés mondiaux, une réduction des barrières commerciales et une hausse des investissements étrangers. Son intégration a consolidé sa position sur la scène internationale. Acteur clé de l'OMC, la Chine est désormais l'un des principaux moteurs de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Bien qu'elle ait parfois contesté les normes de l'OMC et été accusée de les enfreindre, la Chine a globalement respecté les plaintes et accepté les procédures et structures de

[285] TAN, Yeling. "How the WTO changed China: The mixed legacy of economic engagement". Foreign Affairs, 2021, nº 100, p. 90-102.
[286] CHOW Gregory. "Impact of joining the WTO on China's economic, legal and political institutions". Pacific Economic Review, 2003, nº 8, p. 105-115. -
[287] Does China respect its WTO commitments? [en ligne]. Advant Nctm, 2016 [consulté le 23 Septembre 2024].
[288] BRUM, Jessica (2018). Technology Transfer and China's WTO Commitments. Georgetown International Law., 2018, nº50, p. 709 - 743.

décision de l'organisation[289]. Comme le note Johnston, la Chine ne se contente pas d'être intégrée au système mondial, elle collabore activement, ce qui en fait une puissance de statu quo plutôt que révisionniste[290].

Rôle au sein des Nations Unies et autres organisations internationales

La Chine a également renforcé son rôle dans les organisations internationales en tirant parti de ses atouts économiques. Après son entrée au Conseil de sécurité des Nations Unies en 1971, elle a rejoint plusieurs institutions financières et commerciales mondiales, comme le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et la Banque asiatique de développement. Avec l'expansion de son économie, la Chine a vu son influence croître dans la gouvernance mondiale, soutenant des institutions alignées sur ses objectifs, telles que la Banque mondiale et l'Accord de Paris, qui sont au cœur de son engagement international[291]. Les Nations Unies occupent une place centrale dans l'engagement chinois, illustrant sa volonté de « sauvegarder le système de gouvernance mondiale centré sur les Nations unies »[292]. Son rôle permanent au sein du CSNU reflète sa position de puissance de statu quo. Historiquement, la Chine s'est abstenue d'utiliser son droit de veto[293], mais lorsque cela était nécessaire, elle a soutenu des sanctions, notamment contre le programme nucléaire de la Corée du Nord et le Soudan, exerçant ainsi une pression significative et influençant les décisions sur les sanctions[294]. La Chine privilégie également la diplomatie aux mesures punitives, mettant l'accent sur la stabilité régionale plutôt que sur les tensions (Chapitre 1 de la Charte des Nations unies). La souveraineté nationale et

[289] JOHNSTON, Alastair Iain. "Is China a Status Quo Power?". International Security, 2003, n° 27, p. 5–56.
[290] Ibid
[291] China's approach to Global Governance [en ligne]. Council on Foreign Relations, n.d.[consulté le 23 Septembre 2024].
[292] HAUG, Sebastian, FOOT, Rosemary, & BAUMANN, Max Otto. "Power shifts in international organizations: China at the United Nations". Global Policy, 2024, n°15, p. 5-17.
[293] The Veto [en ligne]. Security Council Report, 2024 [consulté le 23 Septembre 2024].
[294] THAREIMA, Chandam. China's Changing Role in The United Nations Security Council, 2007-2017 , [en ligne]. ICS Research Blog, 2021 [consulté le 23 Septembre 2024].

la non-ingérence, au cœur du droit international depuis le traité de Westphalie de 1648, sont des principes essentiels qu'elle défend, notamment au sein du CSNU. Par ailleurs, elle a progressivement renforcé son engagement climatique, passant d'un rôle d'observateur à celui de leader potentiel. Premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, elle s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060 et a intégré l'environnement dans son programme législatif. Depuis son implication initiale dans le droit environnemental lors de la conférence de Stockholm en 1972, la Chine a considérablement évolué, renforçant son image d'acteur responsable et coopératif dans la gouvernance mondiale, après une longue absence dans ces questions[295].. Ces 50 dernières années, la législation environnementale chinoise a fait des progrès majeurs[296], consolidant son image d'acteur responsable engagé dans la coopération mondiale[297].

Respect des normes internationales

La Chine est de plus en plus impliquée dans la consolidation de la paix[298]. En 2020, elle est devenue le dixième fournisseur mondial de forces de maintien de la paix de l'ONU et a financé plus d'un quart de leur budget, se classant deuxième donateur après les États-Unis. La Chine est désormais le seul pays à apporter à la fois des contributions financières et humaines aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Elle a aussi élargi son rôle dans la médiation des conflits et la reconstruction post-conflit, dans le cadre de la « *diplomatie de grande puissance dans la nouvelle ère* » de Xi Jinping[299]. Elle a ainsi joué un rôle clé dans la promotion

[295] BLAND, Taylah. "Key factors shaping China's engagement with International Environmental Law" [En ligne]. Asia Society, 2023.
[296] XU, Kai et TIAN, Guangdong. "Codification and Prospect of China's Codification of Environmental Law from the Perspective of Global Environmental Governance". International Journal of Environmental Research and Public Health, 2022, n°19, p. 9978.
[297] GOLDSTEIN, Avery. "China's grand strategy under Xi Jinping: Reassurance, reform, and resistance". International Security, 2020, n°45, p. 164-201.
[298] GENEVAZ, Juliette. "La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté". *Politique étrangère* 2015/4, p. 131 à 143.
[299] Chine [en ligne]. United Nations Peacekeeping, n.d [consulté le 30 Septembre].

de la souveraineté nationale et de l'égalité des États, notamment à travers ses contributions aux opérations de maintien de la paix de l'ONU[300]. Devenant l'un des principaux contributeurs en personnel, elle a envoyé des troupes de combat, en plus de médecins et d'ingénieurs, pour renforcer la sécurité mondiale et stabiliser les régions en conflit. La participation chinoise à ces missions souligne l'importance de la stabilité mondiale pour Pékin et son engagement croissant en tant que puissance responsable. Depuis 2013, l'envoi de troupes de combat marque un tournant dans sa politique de maintien de la paix. En reconnaissance de son engagement, des officiers chinois ont été nommés à des postes de commandement dans certaines missions de l'ONU, mettant ainsi en évidence l'importance de son rôle international.

Engagements pris dans les accords multilatéraux

Sur la scène multilatérale, la Chine participe à divers accords internationaux, dont l'Accord de Paris, affirmant ainsi son engagement dans la lutte contre le changement climatique. Premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, elle vise un pic d'émissions en 2030 et la neutralité carbone en 2060, illustrant sa volonté de participer à la gouvernance environnementale mondiale. Cependant, certains jugent ses engagements opportunistes, servant d'outils dans des négociations commerciales et diplomatiques. La Chine chercherait ainsi à façonner la gouvernance mondiale selon ses propres objectifs plutôt qu'à respecter pleinement les normes internationales[301]. Par ailleurs, la question de la sécurité mondiale et du désarmement nucléaire est au cœur des préoccupations internationales, et la position de la Chine à cet égard mérite une attention particulière. En signant des accords comme le Traité sur l'interdiction des armes

[300] YUAN, Xinyu. "The Chinese approach to peacebuilding: contesting liberal peace?". *Third World Quarterly*, 2022. n°43, p. 1798-1816.
[301] MONJON, Stéphanie. "*La puissance écologique de la Chine : analyses, critiques, perspectives*". Géopolitique, réseau, énergie, environnement, nature, 2021 n° 3.

nucléaires (TIAN), la Chine réaffirme son engagement envers la gouvernance mondiale. Dès le 20 mars 2017, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hua Chunying, avait souligné son soutien à une interdiction totale des armes nucléaires[302]. Prônant un désarmement progressif garantissant la stabilité stratégique, sans compromettre la sécurité de ses voisins, la Chine a choisi de ne pas participer aux négociations du TIAN, privilégiant la préservation du régime de contrôle des armements. L'ambivalence de son engagement transparaît dans ses commentaires sur le TIAN, où la Chine met en avant sa bonne foi et son rôle de puissance nucléaire responsable. Dans ses analyses, la Chine critique les États-Unis et la Russie pour leur part prépondérante dans l'arsenal nucléaire mondial, insistant sur leur responsabilité en matière de désarmement. Les chercheurs chinois soulignent que le désarmement nucléaire doit être une responsabilité commune mais différenciée, suggérant que les grandes puissances nucléaires, comme les États-Unis et la Russie, devraient être les premières à réduire leurs arsenaux[303]. Un autre aspect important est la catégorisation des États nucléaires. Les experts chinois différencient les « *grandes puissances nucléaires* » des « *pays non-nucléaires sous parapluie nucléaire* ». Cette distinction permet à la Chine de se positionner comme un acteur modéré et responsable, tout en critiquant la recherche par les États-Unis d'une « *sécurité absolue* », qui pourrait compromettre l'équilibre stratégique mondial. La Chine pourrait également utiliser le TIAN pour se différencier des autres puissances nucléaires et renforcer sa position diplomatique[304]. En tant que signataire potentielle, elle pourrait promouvoir des initiatives de coopération avec les États signataires tout en maintenant une distance prudente vis-à-vis des critiques des autres puissances nucléaires. Dans

[302] BONDAZ, Antoine. "La Chine et le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires." *Bulletin n°52*, mars 2018, Fondation de la Recherche Stratégique.
[303] ARAIN, Amir Latif. "La Chine Exhorte les États-Unis à Réduire Leur Arsenal Nucléaire de Manière Substantielle." [en ligne]. *AA.com*, 2024 [consulté le 30 Septembre].
[304] BONDAZ, Antoine. "La Chine et le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires." Fondation de la Recherche Stratégique, *2018, n°52*.

ce contexte, la Chine se montre ouverte au dialogue avec les États signataires du TIAN, sans pour autant adopter une position hostile envers les États-Unis et la Russie. Elle vise à se positionner comme un intermédiaire entre les puissances nucléaires et les États non-signataires, tout en mettant en avant son engagement envers le désarmement nucléaire. En somme, bien que la Chine affiche une volonté d'engagement dans le cadre du désarmement nucléaire, sa stratégie reflète un équilibre délicat entre la coopération internationale et la préservation de ses intérêts nationaux, témoignant d'une approche pragmatique face aux défis de la sécurité mondiale.

La Chine comme puissance révisionniste

Évolution vers une puissance révisionniste

Ces dernières décennies, la Chine a connu une ascension fulgurante, s'imposant comme un géant économique et militaire sur la scène internationale. Cette montée en puissance s'accompagne d'un changement notable dans ses politiques étrangères et militaires, amenant de nombreux observateurs à la qualifier de puissance révisionniste[305]. Derrière cette transformation se cachent des motivations profondes. La Chine nourrit en effet des ambitions économiques et géopolitiques croissantes, aspirant à jouer un rôle majeur dans l'ordre mondial, à la mesure de sa puissance. Elle souhaite accroître son influence au sein des institutions internationales, promouvoir ses propres normes et standards, et renforcer ses liens avec les pays en développement. Parallèlement, elle est confrontée à des différends territoriaux avec plusieurs pays voisins, notamment en mer de Chine méridionale et autour de l'île de Taïwan. Refusant l'ordre international actuel, qu'elle juge injuste et hérité de l'ère coloniale, elle défend ses

[305] ADMIN. (2015, mai 19), *La Chine en 2014 : Une puissance révisionniste.* Entrevue. Monde68.

revendications avec fermeté. Enfin, la Chine est de plus en plus préoccupée par la sécurité de ses routes commerciales maritimes et de ses approvisionnements en ressources naturelles. Elle cherche également à contrer l'influence des États-Unis dans sa région et à protéger ses intérêts nationaux. Par conséquent, depuis les années 2000, la politique étrangère et militaire de la Chine a évolué, marquée par une forte augmentation de ses dépenses militaires, qui ont suivi le rythme soutenu de sa croissance économique[306]. Le 5 mars, lors de la session annuelle du Parlement, le ministère des Finances chinois a confirmé une hausse de 7,2 % du budget militaire pour 2024, comme l'année précédente. Pékin prévoit d'y allouer 1 665,5 milliards de yuans (environ 214 milliards d'euros), un montant toutefois bien inférieur aux dépenses militaires des États-Unis. Cette augmentation s'inscrit dans la volonté de Pékin de renforcer ses capacités militaires. Lou Qinjian, porte-parole de la session parlementaire, a justifié cette hausse en soulignant la nécessité de maintenir une « *croissance raisonnable* » du budget pour « *sauvegarder la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement* » de la Chine[307]. Parallèlement, le pays accélère la modernisation de son armée et le développement de nouvelles technologies militaires. La Chine ne cache plus ses ambitions en matière de grands programmes d'armement. Xi Jinping a fixé un objectif clair lors du Congrès du Parti communiste en 2017 : construire une Armée populaire de libération (APL) de « classe mondiale » d'ici 2050. Pour atteindre cet objectif, Xi Jinping a souligné l'importance de l'innovation technologique et de l'indépendance en matière de développement de technologies militaires. Présenté comme « *le manuel le plus autorisé pour comprendre et approcher la Chine* » par le ministre des Affaires étrangères Wang Yi, le rapport de travail au Congrès définit une feuille de route claire, plaçant l'innovation en matière de défense au cœur de

[306] CABESTAN, Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance.* Les Presses de Sciences Po, 2010. 640p.
[307] GOUNIN, Yves. "La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance" [en ligne]. *IRIS*, 2011 [consulté le 30 Septembre].

la stratégie chinoise. Xi Jinping souhaite qu'à l'horizon 2050 la Chine devienne un leader mondial en termes de puissance et d'influence internationale, rompant ainsi avec la méthode plus discrète de ses prédécesseurs. Dans cette optique, l'industrie d'armement chinoise s'est développée rapidement depuis la crise du détroit de Taïwan de 1995-1996, réduisant sa dépendance envers les systèmes d'armes russes grâce à un investissement massif dans l'innovation technologique[308]. Aujourd'hui, la Chine développe ses propres programmes pour tous les grands systèmes d'armement, atteignant ainsi une autonomie quasi totale. Toutes ces évolutions s'inscrivent dans le cadre du "Rêve Chinois" de Xi Jinping, un concept clé de sa politique étrangère. Il a défini ce terme comme le grand renouveau de la Chine, attirant ainsi l'attention internationale sur l'idée d'une Chine en pleine transformation vers une puissance révisionniste. Il s'agit d'une vision ambitieuse de l'avenir de la Chine visant à ce que le pays devienne une puissance mondiale d'ici 2049. Le « Rêve chinois » comporte différents aspects importants : le renouveau national chinois, la modernisation de l'armée chinoise et l'augmentation de son influence dans le monde[309]. Dans ses discours stratégiques, la Chine met de plus en plus l'accent sur la défense de ses intérêts nationaux, se traduisant par une volonté renforcée d'étendre sa présence militaire à l'étranger et de développer de nouvelles capacités militaires. De plus en plus souvent, la Chine dénonce l'ordre international actuel, qu'elle juge injuste et avantageux pour les puissances occidentales. Elle prône plutôt la mise en place d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus équitable, qui prendrait davantage en compte la montée en puissance et l'influence grandissante de la Chine, ce qui ferait d'elle une puissance révisionniste.

[308] DUCHÂTEL, Mathieu, "L'industrie d'armement de la Chine : du rattrapage à l'innovation". *Revue Défense Nationale*, 2018, *n*°811, p. 27-33.
[309] WANG, Yun, "Le rêve chinois : imaginaire social ou slogan politique? ", *Sociétés*, 2014. nº 124, p.101-110.

Étude de cas : La Mer de Chine Méridionale

Les activités de la Chine en mer de Chine méridionale démontrent son approche révisionniste en cherchant à modifier le statu quo, à étendre son influence et à redéfinir les règles et les normes de l'engagement international dans la région, notamment en ce qui concerne les îles Paracels et Spratleys. Alors que la mer de Chine méridionale est souvent perçue comme une zone de conflit entre les États qui en revendiquent des parts, elle est de plus en plus devenue un terrain de jeu pour la concurrence des grandes puissances entre la Chine et les États-Unis. Historiquement, la Chine s'est toujours considérée comme vulnérable en mer. Pendant plus de deux siècles, elle a lentement étendu sa projection de puissance et renforcé son contrôle en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale[310], passant d'une puissance terrestre à une puissance maritime. Elle s'est appuyée sur sa ligne à neuf tirets, une démarcation utilisée par elle-même pour revendiquer 90 % de la mer de Chine méridionale, qui chevauche les zones économiques exclusives (ZEE) de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. L'affirmation de la Chine se manifeste par la construction d'îles artificielles, l'augmentation des activités des garde-côtes et des milices maritimes, le harcèlement des navires étrangers, l'impasse sur les récifs de Scarborough et de Mischief, les incidents sur les plates-formes pétrolières et la création de deux nouveaux districts administratifs dans la mer de Chine méridionale. Les différends en mer de Chine méridionale ne se limitent pas à de simples conflits territoriaux et économiques. Le conflit moderne est une tapisserie complexe qui comprend des notions de droits historiques, d'héritage colonial, d'annexion territoriale pure et simple, ainsi que les normes du droit international du XXe siècle[311]. En 2016, dans ce contexte

[310] DUTTON, Peter Alan, “China’s maritime disputes in the East and South China Seas”, *Naval War College Review*, 2014, nº 67, p.7-19.

[311] FURTADO, Xavier. “International law and the dispute over the Spratly Islands: Whither UNCLOS?”. Contemporary Southeast Asia, 1999, nº21, p. 386-404.

complexe, les Philippines ont déposé une plainte contre la Chine devant la Cour permanente d'arbitrage, conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM). La cour a rendu une décision en faveur des Philippines, rejetant les revendications historiques de la Chine. Bien que signataire de la CNUDM, la Chine a rejeté cette décision, remettant ainsi en cause l'ordre international actuel et le droit international, révélant ainsi un agenda révisionniste. Toutefois, les principes juridiques du droit international ne sont pas tout à fait clairs lorsque les frontières territoriales et maritimes se chevauchent. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a joué un rôle actif dans le règlement des différends par le dialogue et la diplomatie. L'approche de l'organisation se caractérise par l'accent mis sur le multilatéralisme, la recherche du consensus et la résolution pacifique des conflits. L'ASEAN a tenté d'élaborer un code de conduite (COC), mais aucun accord n'a été conclu jusqu'à présent, bien que les négociations aient commencé en 2002. Même si la Chine et l'ASEAN ont signé la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale (DOC), marquant une avancée vers le dialogue et la coopération, cette déclaration reste non contraignante sur le plan juridique. Dans le même temps, la Chine a cherché à influencer d'autres demandeurs depuis les années 1990, en proposant des accords de développement conjoints et en utilisant des incitations économiques comme alternative à la gestion des conflits[312], mais sans parvenir à influer de manière significative sur les Philippines et le Vietnam. Les motivations de la Chine en matière de sécurité, de ressources, d'identité nationale et de statut sont à l'origine de son approche révisionniste. En cherchant à modifier les frontières territoriales, à établir de nouvelles routes commerciales, à promouvoir sa propre culture et à remodeler la gouvernance mondiale et les structures économiques, la Chine vise à créer un nouvel ordre mondial qui corresponde

[312] EMMERS, Ralf. China's influence in the South China Sea and the failure of joint development dans GOH, Evelyn. *Rising China's influence in developing Asia*. Oxford Academic, 2013, 306p.

mieux à ses intérêts et reflète sa puissance croissante, dans lequel elle peut jouer un rôle de premier plan.

Conclusion

La Chine est une puissance de statu quo dans la mesure où elle profite largement du système international actuel. L'adhésion à l'OMC lui a permis de connaître une croissance économique spectaculaire et le pays joue un rôle de plus en plus important dans les affaires mondiales. La Chine respecte un certain nombre de normes internationales, notamment la participation aux missions de maintien de la paix des Nations unies, l'adhésion aux règles du commerce international et l'engagement en faveur des accords multilatéraux, ce qui témoigne de sa volonté de promouvoir la coopération et le développement à l'échelle mondiale. Toutefois, elle est également critiquée pour certaines de ses pratiques considérées comme contraires aux normes internationales, et la question du respect de ces normes est complexe et controversée. Il n'y a pas de consensus sur le degré de respect de la Chine envers ses obligations internationales, les opinions variant selon les pays et les acteurs. Il est également important de souligner que la situation est en constante mutation, la Chine continuant à adopter de nouvelles politiques et à conclure de nouveaux accords internationaux. Les changements intervenus dans la politique étrangère et militaire de la Chine depuis les années 2000 indiquent une évolution vers une position plus révisionniste. En cherchant à remodeler l'ordre économique mondial, en remettant en question les normes internationales établies et en renforçant ses capacités militaires pour dissuader ou confronter d'autres puissances, la Chine semble chercher à modifier l'équilibre des forces en sa faveur. Le rôle central de la Chine au sein des BRICS reflète son ambition de remodeler l'ordre géopolitique et géoéconomique mondial. En utilisant cette organisation comme une plateforme, elle cherche à créer un contrepoids collectif

face aux États-Unis et à l'Occident, tout en offrant une voie alternative au développement et à la coopération pour les économies émergentes. Toutefois, cette transformation est complexe et dépend également des réactions d'autres acteurs internationaux et de la dynamique interne de la Chine. Compte tenu de ces évolutions, il est essentiel de comprendre les motivations profondes de la Chine ainsi que les répercussions potentielles de sa montée en puissance sur l'ordre international et la sécurité régionale. La Chine est un acteur majeur dont les actions auront un impact significatif sur l'avenir du monde.

À PROPOS DES AUTRICES

Lucie Denis a rédigé de nombreux travaux sur les problématiques de sécurité et défense de cette région. Elle est diplômée d'un master en « International Studies and Diplomacy » de l'université de SOAS à Londres et poursuit actuellement un master en « Conflict Resolution in Divided Societies » dans le « War Department » à King's College London.

Léna Fargier est diplômée du Bachelor en « Relations internationales » de l'université de Genève dans laquelle elle a réalisé un échange à Keio University à Tokyo, au Japon. Elle est actuellement stagiaire au sein de « l'Insitute for Security and Development Policy » à Stockholm dans le centre des affaires Indo-Pacifique.

L'état des relations entre la Chine et la Corée du Nord

Par Elodie de La Vaissière

Le 19 octobre 1950, les premiers soldats de l'Armée des volontaires du peuple franchirent le pont du Yalu[313], joignant Dandong en Chine et Sinuju en Corée du Nord, pour venir en aide aux soldats nord-coréens, alors en difficulté face aux Américains et Sud-coréens. Le pont est à moitié détruit pendant la guerre lors d'une série de bombardements, puis reconstruit et renommé « Pont de l'Amitié sino-nord-coréenne ». Devenant le principal point de passage entre les deux pays, on estime encore aujourd'hui que près de deux tiers des échanges économiques y circuleraient. Par la suite, les liens d'amitié que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un qualifiait en 2021 de « scellés dans le sang »[314] illustrent alors la profondeur de l'interconnexion entre les deux pays. Mais au fur et à mesure, cette relation est progressivement devenue asymétrique, avec le développement d'une dépendance économique nord-coréenne de la Chine qui en a fait un élément stratégique de sa politique étrangère. Leur relation s'est ainsi construite sur des cycles alternant coopération et tensions, en fonction des volontés d'affranchissement de la Corée du Nord par le lancement de son programme nucléaire. Ce comportement belliqueux a poussé certains analystes chinois vers un changement de perception : Pyongyang deviendrait un fardeau insoutenable difficile à gérer[315]. Il convient de s'interroger quant à la pertinence et l'avenir de

[313] CUMIN, David. « Retour sur la guerre de Corée » [en ligne]. Hérodote, 2011/2 n° 141, 2011. p.47-56.
[314] OH, Jeong-hun. « Kim Jong-un affirme que les liens d'amitié entre la Corée du Nord et la Chine sont « scellés dans le sang ». *Agence de presse Yonhap*. 26 octobre 2021
[315] LI, Nan. « China's Evolving Policy towards North Korea : From Strategic Asset to Liability?" [en ligne]. *East Asian Policy.* Octobre 2017.

cette relation bilatérale, dans un contexte international de plus en plus tendu. Nous reviendrons dans un premier temps sur ses fondements historiques, marqués par des cycles de coopération et de tensions. Dans un second temps, nous analyserons les politiques étrangères respectives des deux pays, nous attachant à comprendre l'interdépendance mutuelle et les fluctuations bilatérales qui en découlent. Enfin, dans un dernier temps, nous développerons les perspectives de cette amitié, notamment en relation avec l'implication nord-coréenne récente dans la guerre d'agression russe en Ukraine.

Dynamiques des relations depuis 1950 : entre coopération stratégique et tensions récurrentes

La Chine, une alliée incontournable de la Corée du Nord

L'histoire des relations entre la Chine et la Corée du Nord est jalonnée de périodes de coopération et d'amitié affichée, indiquant les bases solides d'une alliance robuste où Pékin occupe une place déterminante dans la stabilisation et la continuité du régime nord-coréen. Pendant la guerre de Corée, le régime de Kim Il-sung est maintenu au pouvoir par l'intervention de la Chine et de son Armée des volontaires du peuple. Par la suite, les deux pays formalisent leur alliance en signant le 11 juillet 1961 le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle[316] – à ce jour le seul traité de défense de la Chine avec un autre État. L'article 2 engage explicitement les deux parties à prendre toutes les mesures de défense nécessaire en cas d'attaque extérieure. Sur la base de ces fondements, la Chine est devenue un partenaire durable du régime nord-coréen. Dans un premier temps, elle est restée aveugle face aux provocations nord-coréennes de

[316] RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ET REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE, *Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle* [en ligne]. 11 juillet 1961.

2010 – le torpillage de la corvette sud-coréenne *Cheonan*[317] et le bombardement de l'île de Yeonpyeong[318]. Dans un second temps, elle a œuvré à la stabilité et continuité politique des leaders nord-coréens, en légitimant la succession de Kim Jong-un suite au décès de Kim Jong-il en 2011[319]. La Chine a approfondi son soutien par des actes symboliques forts – la visite d'une délégation composée de membres du Comité central du Politburo à l'ambassade de Corée du Nord à Pékin[320] – et concrets – l'envoi de 500 000 tonnes de denrées alimentaires[321]. Enfin, après 2017, la Chine s'est montrée capable de reprendre une coopération pragmatique même après une phase de tensions importantes, marquée par des sanctions internationales et des provocations nucléaires. Kim Jong-un effectua sa première visite à Pékin en tant que leader coréen en 2018, initiant une série de rencontres officielles culminant dans la visite de Xi Jinping en 2019 – la première d'un dirigeant chinois depuis 14 ans[322].

La persistance de tensions jalonnant la relation

Bien que les relations sino-nord-coréennes soient formellement marquées par une apparente coopération étroite, des tensions, voire des antagonismes profonds, ont influencé leurs rapports et mis en lumière leur fragilité. Le premier bouleversement fut celui de la fin de la guerre froide où la Chine établit des relations diplomatiques avec la Corée du Sud en 1992[323]. Perçu comme une haute trahison par Pyongyang, ce fut la première étape entamant la confiance mutuelle.

[317] SUDWORTH, John. "How South Korean ship was sunk" [en ligne]. *BBC News*. 20 mai 2010.
[318] MCDONALD, Mark. "'Crisis Status' in South Korea After North Shells Island" [en ligne]. *The New York Times*. November 23, 2010.
[319] CPC CENTRAL COMMITTEE. "CPC Central Committee extends condolences to Kim Jong-il on his death" [en ligne]. 2011.
[320] BONDAZ, Antoine. « Dynamiques des relations sino-nord-coréennes depuis la mort de Kim Jong-il » [en ligne]. *Asia Centre*. Août 2012
[321] BONDAZ, Antoine. « Dynamiques des relations sino-nord-coréennes depuis la mort de Kim Jong-il » [en ligne]. *Asia Centre*. Août 2012.
[322] REVERE, Evans J.R. "Lips and Teeth : Repairing China-North Korea relations" [en ligne]. *Global China: Assessing China's growing role in the world.* Novembre 2019.
[323] BONDAZ, Antoine. « Chine-Corée du Sud : un difficile équilibre » [en ligne]. *Outre-Terre*, 39(2), 268-279. 2014.

À partir des années 2000, la posture nord-coréenne s'est faite plus provocatrice, notamment avec le premier essai nucléaire en 2006. En réponse, la Chine adopta la résolution 1718 du Conseil de sécurité de l'ONU initiant le régime de sanctions économiques. Avec le développement de l'arsenal nucléaire, de l'arrivée au pouvoir sanglante de Kim Jong-un – purgeant le parti des dignitaires proches de Pékin : Jang Song-thaek[324] et Kim Jong-nam[325], la patience de Pékin s'est progressivement érodée. Ces tensions culminèrent en 2017 avec une série d'essais nucléaires, dont certains coïncidaient avec des événements diplomatiques majeurs. Entre autres, l'inauguration par Xi Jinping de son *Belt and Road Forum* en mai 2017 fut contrariée par un énième test nord-coréen[326]. En outre, la montée des tensions avec les Etats-Unis[327] et l'escalade verbale – la nouvelle administration Trump menaça de « *fire and fury* »[328] [329] – acheva de cristalliser le refroidissement entre les alliés chinois et nord-coréens. La Chine a continué à soutenir une série de sanctions internationales, tandis que les censeurs chinois ont autorisé un plus grand nombre de critiques publiques à l'égard de l'ancien allié du pays[330]. Mais malgré ces épisodes de forte tension, le lien sino-nord-coréen n'a jamais été rompu. Leurs relations, bien que fluctuantes, suivent un schéma de dégradation et de normalisation, motivé par des considérations stratégiques et la nécessité de garantir la stabilité régionale.

[324] WERTZ, Daniel. « Issue Brief : China-North Korea Relations" [en ligne]. The *National Committee on North Korea*. Novembre 2019.
[325] FROHMAN, Ben., RAFAELOF, Emma., DALE-HUANG, Alexis. "The China-North Korea Strategic Rift : Background and Implications for the United States" [en ligne]. *US-China Economic and Security Review Commission*. 24 janvier 2022.
[326] GRIFFITHS, James. « North Korea blights China's One Belt, One Road party with missile launch" [en ligne]. *CNN World*. 15 mai 2017.
[327] BONDAZ, Antoine. « Corée du Nord/États-Unis : Jusqu'où Ira La Confrontation ? » [en ligne]. *Politique Étrangère,* vol. 82, no. 4, pp. 103-14. 2017.
[328] BAKER, Peter., and CHOE, Sang-Hun. "Trump Threatens 'Fire and Fury' Against North Korea if It Endangers US" [en ligne]. *The New York Times*. 8 août 2017.
[329] *« Feu et fureur »*
[330] Wertz, Daniel. « Issue Brief : China-North Korea Relations » [en ligne]. *The National Committee on North Korea*. Novembre 2019.

« *As close as lips and teeth* » : l'interdépendance économique et stratégique des deux politiques étrangères

La politique chinoise envers la Corée du Nord : un pragmatisme au service de ses intérêts nationaux

La politique de la Chine envers la Corée du Nord n'est pas dictée par un soutien aveugle mais est plutôt une vision pragmatique façonnée par ses intérêts nationaux, notamment la stabilité régionale par la préservation du *status quo*. L'objectif principal de la Chine reste la stabilité[331]. La Corée du Nord est, pour la Chine, une zone-tampon essentielle et stratégique. Cette approche est résumée par l'adage chinois « *As close as lips and teeth* »[332] [333] et son développement « *if the lips are gone, the teeth will get cold* »[334]. Un effondrement du régime de Pyongyang est un scénario à haut risque, puisque la réunification sous l'égide de Washington pourrait menacer directement les intérêts chinois. En ce sens, le deuxième objectif de la Chine est de s'opposer fermement à toute escalade ou conflit militaire, par peur des conséquences désastreuses pour la stabilité régionale et sa sécurité nationale. Si le traité de défense mutuelle de 1961 engage la Chine à protéger la Corée du Nord en cas d'attaque, Pékin a clarifié que ces obligations ne s'appliqueraient pas si Pyongyang initiait le conflit[335]. En 2017 au plus fort des tensions autour du programme nucléaire nord-coréen, un éditorial du journal national *Global Times* du 12 avril 2017 illustrait cette position et la frustration chinoise : la Chine « *ne peut plus supporter cette escalade continue du problème nucléaire nord-coréen à sa porte* » [336]. Enfin, afin de garantir la stabilité et

[331] BONDAZ, Antone. « Politique nord-coréenne de la Chine : continuité dans la défense des intérêts chinois » [en ligne]. *Monde chinois*, nouvelle Asie, n°32. 2012-2013.
[332] CHEN, Yu-Hua. « China and North Korea : Still 'Lips and Teeth' » [en ligne]. *The Diplomat*. 21 juillet 2018.
[333] « *Aussi proches que les lèvres et les dents* »
[334] « *Si les lèvres disparaissent, les dents auront froid* »
[335] REUTERS. « Chinese paper says China should stay neutral if North Korea attacks first » [en ligne]. *Reuters.* 11 août 2017.
[336] REUTERS. « A Chinese State-Run Tabloid Has Warned North Korea Against More Nuclear Tests » [en ligne]. Reuters/Time. 12 avril 2017.

d'empêcher tout conflit, la politique chinoise envers son voisin est caractérisée par la dénucléarisation. Elle considère la prolifération nucléaire comme un obstacle à l'atteinte de ses objectifs. À ce titre, elle a joué un rôle moteur dans les pourparlers à Six et a accueilli les six phases de négociations entre 2003 et 2009. En parallèle, elle a soutenu les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies à l'encontre du programme nord-coréen[337].

La politique nord-coréenne envers la Chine : l'impossible dépendance économique

La relation sino-nord-coréenne est marquée par une dépendance économique asymétrique de Pyongyang envers Pékin. Du fait de son isolement international accru et des sanctions économiques, sa survie repose exclusivement sur ses échanges avec son voisin. Malgré tout, la Corée du Nord tente de s'extraire, non sans difficultés, de cette dépendance. En effet, les sanctions internationales ont participé à l'omniprésence économique chinoise en Corée du Nord. Elle est devenue son partenaire privilégié, représentant 98% des imports et exports officiels nord-coréens en 2023[338]. En développant des accords commerciaux dans de nombreux secteurs stratégiques et en utilisant ses ports pour contrôler les échanges, elle inonde le marché nord-coréen de produits chinois. Elle est donc la « ligne de vie » de la Corée du Nord en fournissant régulièrement des aides alimentaires et énergétiques pour le régime, puisque 40 % de la population souffre de malnutrition[339]. L'objectif de Kim Jong-un « d'édifier une nation forte » par le développement économique le pousse à accepter cette dépendance[340]. Cependant, cette relation économique reste insuffisante pour entraîner une

[337] REVERE, Evans J.R. « Lips and Teeth: Repairing China-North Korea relations » [en ligne]. *Global China : Assessing China's growing role in the world*. Novembre 2019.
[338] SOKOLIN, Anton. « North Korea's economic dependence on China reached new heights in 2023 : Report » [en ligne]. *NK News*. July 22, 2024.
[339] WORLD FOOD PROGRAMME. « Democratic People's Republic of Korea » [en ligne]. 2022.
[340] BONDAZ, Antoine. « Chine – Corée Du Nord: Des Otages Mutuels » [en ligne]. *Diplomatie*, no. 71 : 50–53. 2014..

convergence politique régionale. La Corée du Nord, désirant l'autosuffisance selon son idéologie *Juche*[341], cherche à éviter une subordination totale en contrecarrant cette dépendance économique nécessaire par des moyens diplomatiques. Elle conserve alors une surprenante marge de manœuvre lui permettant d'affirmer son indépendance face à Pékin. En octobre 2006, la Corée du Nord a réalisé son premier test nucléaire, malgré les injonctions chinoises d'y mettre fin[342]. En juin 2010, des gardes-frontières nord-coréens ont ouvert le feu sur des passeurs chinois près de Dandong[343]. Ces événements traduisent une volonté de s'affranchir, dans la limite du possible, de la tutelle chinoise et d'utiliser le nucléaire comme un outil de compensation de sa situation économique fragile. Dès lors en 2023, Kim Jong-un a fait constitutionnaliser le statut nucléaire du pays[344], s'inscrivant dans la *Byujin line* – une stratégie visant à poursuivre le développement de l'économie parallèlement à celui des capacités militaires.

Perspectives de la relation : vers la pérennisation du *statu quo*

Le partenariat stratégique entre la Russie et la Corée du Nord : la constitution d'un « axe du mal » ?

Alors que la Russie et la Corée du Nord consolident leur rapprochement, les liens bilatéraux de la Chine avec ces deux pays la placent inexorablement dans un nouvel « axe du mal » dont la pertinence reste encore à démontrer. Avec la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine, la Russie a cherché à se tourner vers d'autres États parias. Le 9 novembre 2024, Vladimir Poutine signe et valide officiellement un traité de défense mutuelle. Il prévoit une assistance militaire

[341] HERBERT, Fabien. « L'idéologie nord-coréenne Juche, au-delà du communisme » [en ligne]. *Conflits*. 2 avril 2018.
[342] GLASER, Bonnie S. « China's Reaction to North Korea's Nuclear Test » [en ligne]. *Center for Strategic and International Studies.*6 janvier 2016.
[343] BBC. « North Korean border guard 'shoots three Chinese dead' » [en ligne]. *BBC News*. 8 juin 2010.
[344] CHOI, Soo-Hyang., SHIN, Hyeonhee. « North Korea amends constitution on nuclear policy, cites US provocations » [en ligne]. 28 septembre 2023.

« immédiate » en cas d'attaque. Cet accord officialise plusieurs mois de collaboration, avec des livraisons d'armes, de munitions et de soldats nord-coréens – pour un gain estimé à 5,5 milliards de dollars[345] – en échange d'un supposé soutien économique et militaire de Moscou[346]. Pour autant, la pertinence de la dénomination d'un « axe du mal » reste fragile. Tout d'abord, les échanges avec la Russie restent à relativiser face à ceux avec la Chine. La Russie ne représente aujourd'hui qu'environ 2 % du commerce international de la Corée du Nord[347], un chiffre dérisoire face à la domination écrasante chinoise. L'évolution de la guerre en Ukraine questionne également la pérennité d'un partenariat largement basé sur l'économie de guerre russe. Ensuite, si la Chine partage des liens étroits avec la Corée du Nord et la Russie, elle reste prudente vis-à-vis d'une alliance tripartite, cherchant à équilibrer ses relations avec les puissances occidentales et les puissances asiatiques. Aussi, dès la confirmation par Washington de la présence de troupes nord-coréennes auprès des forces russes, l'Ambassade de Chine à Washington a publié un communiqué dénonçant l'idée d'un « axe du mal »[348]. Dès lors, plus qu'une alliance tripartite, les relations entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord relèvent davantage d'un tissu de relations bilatérales avec des positions divergentes particulièrement sur le sujet de la péninsule coréenne[349].

Vers un changement de paradigme chinois ?

Si la relation sino-nord-coréenne a connu quelques rebondissements, il convient tout de même de rappeler qu'elle demeure fondamentalement marquée par un

[345] GUSEINOVA, Olena. "Putin's Partner : North Korea's cooperation with Russia amid the war against Ukraine" [en ligne]. *Friedrich Naumann Stiftung for Freedom Korea*. October 2024.
[346] SESTANOVICH, Stephen., Terry, Sue Mi. "Russia struck a Defense Pact With North Korea. What Does It Mean?" *Council on Foreign Relations*. June, 19, 2024.
[347] CHOI, Jangho, et CHOI, Yujung. « Évaluation du commerce entre la Corée du Nord et la Chine en 2023 : tentatives de normalisation commerciale et réalisations ». *Korea Institute for International Economic Policy*. 26 février 2024.
[348] AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE AUX ÉTATS-UNIS. "Hyping up "axis" narrative is dangerous to world peace" [en ligne]. October 2024.
[349] NIQUET, Valérie. « L'axe stratégique Russie-Corée du Nord : une évaluation » [en ligne]. *Fondation pour la Recherche stratégique*. 7 janvier 2025.

certain pragmatisme. Il serait donc improbable que ce partenariat fasse l'objet d'un bouleversement significatif. En réaction aux provocations nord-coréennes, la Chine pourrait simplement ajuster ses conditions de soutien afin d'influencer la Corée du Nord sans l'affaiblir jusqu'à l'effondrement[350]. En outre, les grandes orientations de la politique étrangère chinoise ne montrent aucun signe de changement probable : dans son article, le chercheur Antoine Bondaz identifie trois facteurs pouvant influencer cette politique, mais qui tendent plutôt vers le maintien du *statu quo*. En premier, l'impact des facteurs de politique interne est faible tant les anciens dirigeants conservent une influence sur les politiques tandis que le système de factions limite les marges de manœuvre. En deuxième, l'impact des facteurs économiques est également limité, puisque toute intervention chinoise pour faire face à un éventuel effondrement nord-coréen serait coûteux et contraires aux intérêts stratégiques nationaux. En dernier, les facteurs externes contribuent à renforcer le sentiment d'insécurité chinois et donc à freiner tout virage politique radical vis-à-vis de Pyongyang[351]. À court et moyen terme, il semble alors peu probable que Pékin opère un changement drastique dans sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord. La Chine devrait rester fondée sur un pragmatisme prudent la poussant à maintenir son soutien, à l'image des rapprochements récents. En 2022, la Chine a notamment exercé pour la première fois son droit de véto pour bloquer de nouvelles sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies[352]. Ce véto marque une évolution dans la posture chinoise et témoigne du maintien de relations solides entre Pékin et Pyongyang, peu importe les tensions.

[350] CAI, Jian. « La Corée du Nord de Kim Jong-un : un perturbateur chronique en Asie orientale ? ». La lettre de l'IRSEM. 2015.
[351] BONDAZ, Antoine. « Politique nord-coréenne de la Chine : continuité dans la défense des intérêts chinois » [en ligne]. *Monde chinois*, nouvelle Asie, n°32, hiver 2012-2013.
[352] NICHOLS, Michelle. « China, Russia veto U.S. push for more U.N. sanctions on North Korea". *Reuters*. May 26, 2022.

Conclusion

La relation sino-nord-coréenne est le résultat d'un pragmatisme mutuel, où la Chine demeure le soutien vital d'un allié qui lui est stratégique. Entre amitié affichée et tensions récurrentes, l'adage « *as close as lips and teeth* »[353] masque alors une codépendance asymétrique et empreinte de méfiance. Dès lors, les relations bilatérales semblent se maintenir sur le long terme, tant les intérêts nationaux priment malgré les tensions. D'une part, Pékin considère la Corée du Nord comme une zone-tampon essentielle à sa sécurité, tandis que Pyongyang, isolé internationalement, n'a d'autre choix que de se reposer sur son voisin, malgré quelques provocations rappelant son autonomie autoproclamée. Si des tensions semblent fragiliser cette collaboration, il semblerait que l'interdépendance stratégique, politique, et économique empêche tout bouleversement majeur et maintienne un *status quo* qui répond aux intérêts fondamentaux de Pékin et de Pyongyang. À travers divers gestes diplomatiques récents, la Chine se montre attachée à la stabilité de son voisin tout en préservant ses propres intérêts stratégiques, montrant peu d'intérêt pour une alliance tripartite risquant de perturber sa stratégie d'équilibre. Ainsi, dans le court et moyen-terme, ce partenariat semble marqué par la continuité.

À PROPOS DE L'AUTRICE

Elodie de La Vaissière a passé deux ans sur le campus Asie-Pacifique de Sciences Po Paris et une année universitaire en Corée du Sud. Elle suit actuellement un programme de master en politiques publiques, spécialité sécurité et défense, à Sciences Po Paris.

[353] *Aussi proches que les lèvres et les dents*

L'évolution des alliances de cybersécurité en Asie du Sud-Est en réponse à la Chine

Par Léa Violleau et Antoine Amigou

« La guerre peut être gagnée sans combattre, grâce à l'anéantissement de la volonté de se battre chez l'adversaire »[354]. Près de six siècles avant notre ère, l'importance de l'information était déjà au cœur de la stratégie chinoise, immortalisée par le général Sun Tzu dans son illustre ouvrage *L'Art de la Guerre*. Deux millénaires plus tard, le président chinois Xi Jinping annonce que la Chine souhaite construire sa puissance dans le cyber espace.[355] Depuis plusieurs années, la Chine utilise ainsi ce cyberespace – ensemble des équipements, des applications et des données numériques dans le monde – comme nouvel outil de l'affirmation de sa puissance en Asie-Pacifique, mais également à l'échelle internationale. Véritable champ de bataille contemporain sur la scène internationale, le cyberespace a un temps consacré le retard technologique de l'Empire du Milieu, et sa dépendance aux ICT (*Informations Communications Technologies*) étrangères, en particulier américaines. Mise en lumière par deux colonels chinois en 1998[356], cette situation a conduit la Chine à investir considérablement à l'aube du second millénaire, pour étendre son influence au sein d'un espace *« devenu vital [...] afin de récolter le plus d'informations*

[354] TZU, Sun. *L'art de la guerre*. Flammarion, 2008. 112p.
[355] Lettre de félicitations distribuée lors de la conférence de Wuzhen, décembre 2017.
[356] LIANG, Qiao et XIANGSUI, Wang. *La Guerre hors limites*. Éditions Payot et Rivages, 2006. 320 p.

possibles en vue d'établir une asymétrie à son avantage »[357]. Ainsi, la Chine a progressivement quitté sa posture réactive dans le but de devenir un acteur proactif du cyberespace, pour reprendre l'expression de la professeure Frédérick Douzet[358]. Symbole de ce tournant majeur, l'identification par l'entreprise américaine de cybersécurité Mandiant de deux unités militaires de cyber espionnage à Shanghai en 2013. L'accord sino-américain de 2015 visant à lutter contre le cyber espionnage n'a fait que muter les différents acteurs qui contribuent à soutenir la puissance économique et militaire chinoise par le biais d'une politique de plus en plus offensive. Dans ce contexte, la montée en puissance de la Chine dans le domaine cyber inquiète profondément les États d'Asie du Sud-Est. Pékin semble utiliser sa supériorité technologique pour *« accroître son influence dans les processus de gouvernance mondiale du cyberespace »*[359] et menacer la souveraineté numérique de ses voisins. L'enjeu est grand, car la cybercriminalité en forte croissance dans une région qui se développe continuellement est une menace réelle pour la stabilité géopolitique, économique et institutionnelle de cette dernière. Confrontés à ces risques, les États concernés se doivent à la fois de développer leurs mécanismes de cyberdéfense et d'intensifier leurs stratégies de coopération. Dès lors, il est pertinent d'analyser l'impact des actions chinoises, et les profondes recompositions qu'elles entraînent dans la région vis-à-vis des stratégies de coopération. En effet, cette métamorphose de la cyberdéfense en Asie du Sud-Est semble devenue cruciale pour préserver un ordre régional fondé sur la transparence et la sécurité numérique.

[357] SALMON, Loïc. "Chine : cyber-espionnage et attaques informatiques". *Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire* [en ligne], 6 février 2020 [consulté le 25/02/2025]. Disponible sur : https://croixdeguerre-valeurmilitaire.fr/chine-cyber-espionnage-et-attaques-informatiques/

[358] DOUZET, Frédérick. *L'expansion de la puissance chinoise dans le cyberespace*. Revue Défense Nationale, 2018. pp. 89-94.

[359] CREEMERS, Rogier. *Comment la Chine projette de devenir une cyber-puissance*. Hérodote, 2020. pp. 297-311.

La stratégie chinoise dans le cyberespace : une menace pour l'affirmation des puissances régionales ?

Une stratégie chinoise polyvalente dans le cyberespace

Le programme d'espionnage cybernétique chinois[360] est une initiative orchestrée directement ou indirectement par l'État, impliquant divers acteurs - gouvernementaux, militaires et désormais privés. Il repose sur une stratégie bien structurée visant à collecter des informations sensibles dans des domaines stratégiques tels que l'économie, la défense et la technologie. L'armée chinoise est la première responsable des *Computer Network Operations* (CPO), c'est-à-dire l'ensemble des opérations menées sur Internet, grâce à plusieurs départements interconnectés. Dès 2013, l'un de ces départements (nommé 3/PLA) a été découvert, puis ses douze bureaux analysés par la compagnie de cybersécurité Mandiant[361]. Pour donner une idée de leur envergure, l'un des bureaux (Unit 61398) s'est vu attribuer l'exfiltration de térabits de données de 141 entreprises technologiques et de défense, installées pour nombre d'entre elles en Asie du Sud-Est. Afin de rendre difficile les attributions d'actions sensibles au sein du cyberespace, et d'éviter les risques d'une implication directe, l'État chinois fait également appel à des groupes de renseignements privés opérant avec une relative marge de manœuvre, qui attaquent spécifiquement des cibles à l'étranger. Bien qu'assez méconnus, plusieurs de ces groupes ont été identifiés et leur lien avec le gouvernement chinois ne fait plus de doute. On retrouve par exemple Stone Panda ou APT10, et Comment Crew ou APT1. En octobre 2024, une enquête a mis en lumière le rôle de She Zhijiang, un homme d'affaires chinois, dans la création d'une zone économique spéciale en Birmanie devenue un centre de

[360] FRÉMICOURT, Julia. PARENT, Yves. SALL, Hichem. « Le cyber espionnage chinois ». École de Guerre Economique, 17 décembre 2018. f
[361] MESSA, Paolo. *L'era dello sharp power*. Università Bocconi Editore, 2018. 180p.

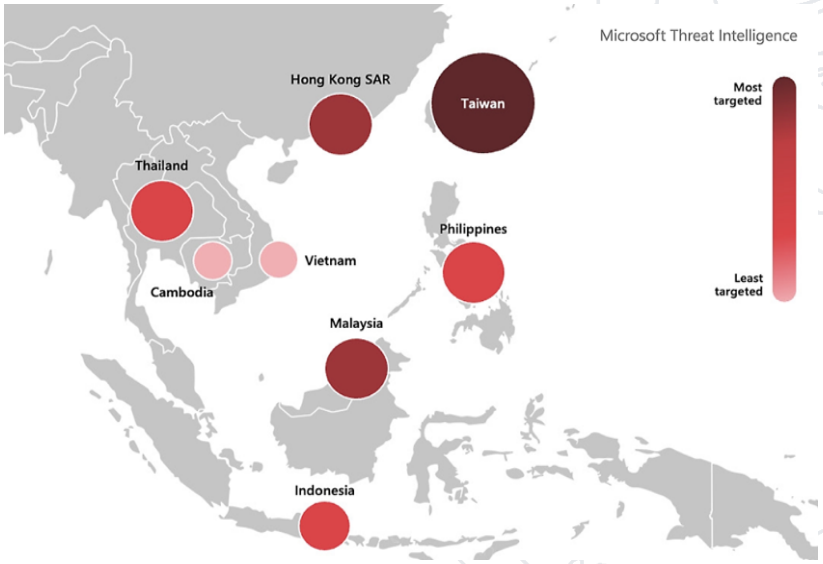
cyberfraude[362]. Recruté par un agent du ministère de la Sécurité d'État chinois, l'homme y dirigeait des opérations de cybercriminalité sous la supervision de Pékin. La stratégie que priorisent les acteurs chinois se réduit à 3 lettres : APT (pour *Advanced Persistent Threat*). Les APT se définissent par des techniques d'attaques discrètes et prolongées dans le temps afin d'exploiter le maximum de données de leurs cibles. Rendant particulièrement fragiles les entités infectées, ces programmes impactent le développement et la stabilité des pays d'Asie du Sud-Est.

Les défis de sécurité des infrastructures et des réseaux face aux acteurs chinois

La cybersécurité n'est désormais plus centrée seulement sur la protection des systèmes informatiques contre les cyberattaques. Aujourd'hui, c'est la sécurité des infrastructures critiques et des réseaux qui est fondamentale pour garantir la puissance des États[363]. La véritable crainte réside notamment en la présence d'acteurs dits « dormants » dans une infrastructure, dont l'objectif est de paralyser la cible à un moment précis et inattendu. En effet, si la Chine parvenait à neutraliser une partie des réseaux électriques intelligents (*smart grids*) d'autres pays, empêchant ainsi la transmission d'électricité, ou si elle réussissait à prendre le contrôle de grues afin d'intercepter les données relatives aux ports et aux livraisons d'armement, par exemple, les États visés rencontreraient un risque majeur pour leur sécurité nationale. Par ailleurs, les cyber menaces chinoises divergent selon les zones géographiques. Le cas de Taïwan est démonstratif, puisqu'il est le territoire aujourd'hui qui fait l'objet du plus grand nombre de

[362] PEDROLETTI, Brice. "En Asie du Sud-Est, des espions chinois passent à table". *Le Monde* [en ligne], 3 octobre 2024 [consulté le 15/02/2025].
[363] Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité, déposé au Sénat le 15 octobre 2024.

cyberattaques chinoises[364], avec une moyenne de 2,4 millions par jour en 2024. En effet, ces attaques sont quotidiennes, car la Chine teste ses défenses en vue d'une crise à venir. Or, l'approche chinoise est totalement différente concernant les pays d'Asie du Sud-Est[365] notamment, où l'on observe plutôt des offensives d'espionnage ou des tests. Il ne s'agit donc pas de manœuvres ouvertes. Effectivement, les attaques de déstabilisation y sont plus rares afin d'éviter une résilience croissante chez les pays touchés. Le but de la Chine en revanche est de développer ses capacités afin de les utiliser de façon optimale le jour où cela est nécessaire, sans que l'adversaire n'y soit préparé. De surcroît, les acteurs privés chinois ont un rôle incontournable en matière de cybersécurité. Certains sont certes importants en termes de coopération, mais d'autres le sont car ils représentent une menace pour les États.



Répartition géographique des cyber menaces chinoises en Asie (Microsoft Rapport 2024 sur la défense numérique)

[364] BOURGIN, Yoann. "En 2024, le renseignement taïwanais a recensé 2,4 millions de cyberattaques chinoises par jour". *L'Usine Digitale* [en ligne], 6 janvier 2025 [consulté le 16/02/2025]. 4

[365] LEE, Sasha. ISKANDAR, Alberto. "Asie du Sud-Est, cyber menaces, et occasions de coopération canadienne : les cas de Singapour et des Philippines". *Fondation Asie Pacifique du Canada* [en ligne], 9 octobre 2024 [consulté le 01/03/2025].

Aujourd'hui, on constate une multitude d'attaques provenant d'acteurs privés sur les infrastructures du secteur de la santé[366] notamment. L'attaque du 22 septembre 2023[367] subie par *Philippine Health Insurance Corporation*, une entreprise publique des Philippines dont le but est d'assurer une couverture santé universelle à tous les citoyens philippins, illustre ce propos. La vulnérabilité du système a en effet permis aux pirates de compromettre les postes de travail de l'agence. Refusant de payer la rançon de 300 000 dollars exigée par les cybercriminels, le gouvernement a ainsi vu une grande partie de ses données sensibles être divulguées sur le dark web. Cependant, il convient de préciser que ces attaques ne sont pas toujours organisées en lien avec des acteurs gouvernementaux, et la Chine par exemple en est également victime, d'où une coopération parfois interétatique face aux menaces informelles.

Un enjeu avant tout de souveraineté économique

La cybersécurité n'est pas seulement un enjeu de sécurité, mais aussi un enjeu de marché. La question des standards, qu'on appelle aussi « normes techniques », est en effet cruciale. Pendant des années, ces normes étaient déterminées par les grandes puissances occidentales, en particulier les États-Unis, l'Union européenne et le Japon[368]. Si, à l'avenir, les normes techniques sont dominées par la Chine, ce qui est l'ambition de cette dernière notamment à travers l'intelligence artificielle et les routes de la soie numériques[369], les entreprises chinoises seraient dominantes sur les plans économique et sécuritaire à l'échelle mondiale, et les entreprises internationales devraient en conséquence changer leurs normes pour

[366] Organisation Mondiale de la Santé [en ligne]. *Cyberattaques contre les infrastructures de santé critiques*, 6 février 2024 [consulté le 01/03/2025].
[367] LIBATIQUE, Roxanne. "PhilHealth hack potentially exposes 42 million people". *Insurance Business* [en ligne]. 10 juillet 2024 [consulté le 15/02/2025].
[368] MARTENS, Stephan. *Puissance et valeurs au 21e siècle. Les termes du débat euro-américain*. Études internationales, 2009, pp. 181–199.
[369] DOUZET, Frédérick. *L'expansion de la puissance chinoise dans le cyberespace*. Revue Défense Nationale, 2018. p.89-94.

s'y adapter. Le cas récent de la course aux normes de la 5G[370] notamment entre Huawei et les États-Unis met en évidence ce point. Néanmoins, si les grandes puissances internationales parviennent à rester compétitives entre elles, l'influence conséquente de la Chine dans la région menace l'intégration internationale et le développement économique numérique des pays d'Asie du Sud-Est, notamment dans des cas comme celui du Vietnam, où la 5G est considérée comme un levier majeur de croissance, avec une contribution au PIB national qui pourrait atteindre 7,34 % dès 2025 selon l'Institut des stratégies de l'Information et de la Communication[371]. Dans la région, l'affirmation de la 5G progresse certes, mais à un rythme beaucoup plus lent que celui de ses voisins, avec un taux d'accès à Internet de 73 % en Asie de l'Est et de 39 % seulement en Asie du Sud en 2023[372]. En effet, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande ou encore les Philippines ont initié le déploiement de la 5G assez tardivement. À titre d'exemple, la Malaisie[373] parvient depuis peu et avec difficulté à se distinguer par la performance de son réseau 5G, affichant une vitesse de téléchargement médiane de 451,79 Mbps, dépassant ainsi des pays comme Singapour et la Thaïlande. Le 10 janvier 2024, l'entreprise publique Lao Telecom[374] a quant à elle officiellement lancé son service 5G au Laos, avec pour volonté de l'étendre à l'ensemble du pays, cinq ans après son premier lancement à Vientiane, la capitale. Malgré ces avancées progressives dans la région, les pays de l'ASEAN font face à de grandes disparités, notamment concernant le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, le Cambodge, Myanmar ou encore Brunei. Pour y remédier, les États membres ont réaffirmé leur volonté de coopérer lors de la conférence annuelle régionale sur la

[370] VELLIET, Mathilde. "La compétition technologique États-Unis-Chine : "courir plus vite"... en interdépendance". *Institut Français des Relations Internationales* [en ligne], 1 novembre 2022 [consulté le 20/02/2025].
[371] "La 5G, facteur décisif pour une percée pour l'économie vietnamienne". *VietnamPlus* [en ligne], 5 février 2022 [consulté le 1 mars 2025]. p
[372] TAN Eugene. VAISHNAV Tapan. "Asie : construire les réseaux de la révolution des données" *Société Générale* [en ligne], 21 avril 2023 [consulté le 20/02/2025].
[373] AFFANDY, Johan. "5G in Malaysia — Single Wholesale Network driving regional leadership". *The Edge Malaysia* [en ligne], 18 mars 2024 [consulté le 20/02/2025].
[374] "Brèves de l'ASEAN semaine 2 (2024)". *Direction Générale du Trésor* [en ligne], 12 janvier 2024 [consulté le 1 mars 2025].

5G organisée à Hanoï en octobre 2022[375]. Le développement d'infrastructures communes, la standardisation des technologies et le renforcement de la sécurité de l'information figurent parmi les priorités identifiées. Des initiatives comme la promotion de la technologie Open RAN, soutenue par le Japon et des acteurs régionaux tels que Viettel, société vietnamienne multinationale de télécommunication, sont également perçues comme des leviers efficaces pour accélérer le déploiement de la 5G et réduire les inégalités numériques et économiques au sein de l'ASEAN.

Une situation complexe poussant les États d'Asie du Sud-Est à réorganiser et développer à différentes échelles leurs stratégies en matière de cybersécurité

Le rôle clé de l'ASEAN dans le développement de la coopération en Asie du Sud-Est

Le 16 octobre 2024, le secrétaire général de l'ASEAN Kao Kim Hourn a appelé à « *plus grande collaboration pour faire face à la montée prévue des menaces cyber* »[376]. Il a également souligné le besoin urgent d'une action coordonnée et collective pour atténuer les risques, sauvegarder les infrastructures critiques et maintenir la fiabilité des services face à la cybercriminalité. Son discours a ouvert la 9ème Conférence ministérielle de l'ASEAN sur la cybersécurité (AMCC), qui s'est tenue dans le cadre plus large de la S*ingapore International Cyber Week* (SICW 2024). Mais loin d'être isolé, il reflète une véritable prise de conscience collective depuis quelques années par les États d'Asie du Sud-Est de leur vulnérabilité, de la part notamment d'actions émanant du territoire chinois même si ce dernier n'est

[375] "L'ASEAN discute des orientations pour le déploiement de la 5G". *VietnamPlus* [en ligne], 12 octobre 2022 [consulté le 1 mars 2025].
[376] "Brèves de l'ASEAN semaine 42 (2024)". *Direction Générale du Trésor* [en ligne], 18 octobre 2024 [consulté le 1 mars 2025].

jamais officiellement cité. La crainte des attaques cyber, quelles que soient leur nature ou motif, pousse au rapprochement et à la collaboration. Problème sécuritaire majeur pour la région, la cybersécurité est donc naturellement intégrée aux problématiques que traite l'ASEAN, dans le cadre de sa Communauté de sécurité créée en 2003, « véritable toile d'araignée de défense » au profit des États de l'organisation[377]. Symbole de cette priorisation des enjeux du cyberespace : l'*Asean-Japan Cybersecurity Community Alliance* (AJJCA). Il s'agit d'une initiative collaborative réunissant les communautés de cybersécurité des pays de l'ASEAN et du Japon – voisin géographique étroitement lié à ces défis. Fondé lors de la conférence internationale IC-AJOC de 2023 à Tokyo, l'AJJCA a pour but de renforcer les capacités de cybersécurité, de faciliter le partage d'informations et de promouvoir la coopération mutuelle parmi ses membres pour relever les défis croissants du cyberespace en particulier en Asie du Sud-Est. Des partenariats stratégiques sont réalisés avec comme ligne de mire d'apporter une réponse collective de l'ensemble des acteurs régionaux (économiques, technologiques, institutionnels et politiques). En 2024, les États de l'ASEAN et le Japon se sont notamment associés avec l'*Asian-Oceanian Computing Industry Organization* (ASOCIO)[378] qui regroupe plus de 20 000 entreprises technologiques de l'Asie-Pacifique, ou encore le *Southeast Cybersecurity Consortium* (SEACC) – organisation rassemblant les experts en cybersécurité de l'Asie du Sud-Est. En dehors du cadre de l'AJCCA, l'ASEAN est active afin de lier l'Asie du Sud-Est à des acteurs extérieurs en faveur de ses intérêts régionaux. Ces nouvelles collaborations se font avec des États (partenariat stratégique avec le Canada en 2023) ou bien des entreprises transnationales (Collaboration avec Mastercard en 2024).

[377] BOISSEAU DU ROCHER, Sophie. *La Communauté de sécurité de l'ASEAN : progrès et obstacles.* Politique étrangère, 2017. pp. 39-52.

[378] "ASEAN Japan Cybersecurity Community Alliance (AJCCA) Signs Global Partnership MOU with ASOCIO". *PR Newswire* [en ligne], 1 juillet 2024 [consulté le 01/03/2025].l

Une coopération régionale qui fait face à des limites

Alors que la coopération en matière de cybersécurité dans la région apparaît aujourd'hui comme une solution évidente et salvatrice face aux cybermenaces, la réalité semble plus complexe. Les États d'Asie de l'Est, bien que parfois liés par des dynamiques proches, constituent un espace fortement hétérogène en matière de cybersécurité. Dès lors, peut-on réellement considérer réaliste et suffisante l'approche régionale mentionnée précédemment ? En dépit des diverses initiatives cybernétiques régionales qui se sont mises en place, majoritairement portées par l'ASEAN, la mise en œuvre de ces cadres de travail reste difficile à mettre en œuvre et extrêmement fragmentée. Deux facteurs expliquent cette fragmentation selon Elina Noor, professeure associée à l'*Asia Pacific Center for Security Studies*[379]. Tout d'abord, il existe une profonde « différence de niveau dans les ressources et la maturité technologique parmi les membres de l'ASEAN ». Le *National Cyber Security Index* (NCIS) – l'indice qui évalue la capacité des pays à prévenir et traiter les attaques cybernétiques - de 2023 cristallise cette asymétrie des États face aux enjeux du cyberespace. Il met en lumière le fossé entre des États disposant déjà de fortes capacités cybernétiques (Malaisie 22ème – 79,22 points) et des États extrêmement vulnérables face aux menaces de ce type (Myanmar 152ème – 10,39 points). Ensuite, le contexte géopolitique et les enjeux économiques conduisent à une situation particulière. Les États d'Asie du Sud-Est, bien que demandeurs de mécanismes de défenses communs, sont peu enclins à rendre public leurs propres capacités et limites cybernétiques, ce qui vient entraver les politiques de coopération à l'échelle régionale. Ce manque de confiance et d'unité s'explique notamment par la différence dans les rapports entretenus par les États membres avec la Chine. Alors que Pékin est perçu par certains pays comme une menace

[379] LEE, Sasha. ISKANDAR, Alberto. "Asie du Sud-Est, cybermenaces, et occasions de coopération canadienne : les cas de Singapour et des Philippines". *Fondation Asie Pacifique du Canada* [en ligne], 9 octobre 2024 [consulté le 01/03/2025].

dans le champ du cyberespace, d'autres – à l'instar du Laos, du Cambodge et du Myanmar – entretiennent des rapports particulièrement étroits, incluant des infrastructures communes et le partage de renseignements cruciaux.

Intensification de la cyber-coopération au-delà de ses frontières : le rôle clé de l'Occident

Si les capacités cybernétiques régionales semblent insuffisantes et inadaptées pour répondre aux influences chinoises, l'alternative pourrait être exogène. C'est en tout cas le virage que semblent opérer plusieurs États en cherchant à s'allier avec des puissances numériques extérieures au cadre asiatique. Au premier plan de ces nouveaux partenaires : les États-Unis. Il faut dire que le pays de l'Oncle Sam a de son côté tout intérêt à contrer l'influence chinoise dans une région stratégique. À tel point que le directeur du FBI, Christopher Wray, n'a pas hésité à qualifier devant le Congrès de « menace majeure de notre génération » [380] la cybermenace imminente que représentent les groupes chinois. Il rejoint l'évaluation annuelle des menaces 2023[381] du Bureau du Directeur du Renseignement national (ODNI) qui indiquait que la Chine *« utilise des outils coordonnés et pangouvernementaux pour démontrer sa force et contraindre ses voisins à se plier à ses préférences »*. Pour ces raisons, une nouvelle alliance inspirée de l'ancien partenariat Five Eyes est en train de voir le jour entre les États-Unis, et plusieurs pays d'Asie du Sud-Est ou d'Asie de l'Est [382] – sont pressentis en Asie du Sud-Est : les Philippines, la Thaïlande, le Vietnam ou l'Indonésie. Ce nouveau type d'alliance permet de résoudre les problématiques qui ressortent des stratégies de coopération intra-régionales soulevées précédemment, tout en mettant à

[380] WRAY, Christopher. *Countering threats posed by the chinese government inside the US* [Discours devant le Congrès américain]. Washington, États-Unis d'Amérique, 31 janvier 2024.
[381] "Annual Threat Assessment of the U.S. Intelligence Community". Office of the Director of National Intelligence [en ligne], 06 février 2023 [consulté le 14 février 2025].
[382] ATKINS Victor. "To combat Chinese cyber threats, the US must spearhead a new Indo-Pacific intelligence coalition". *Atlantic Council* [en ligne], 27 février 2024 [consulté le 01/03/2025].

disposition des pays une assistance technique et technologique essentielle. A l'image du « Five Eyes 2.0 », ces nouveaux socles de coopération sont de plus en plus nombreux à lier des pays d'Asie du Sud-Est, et plus généralement des pays voisins de la Chine, à des partenaires européens et américains. Des alliances préexistantes réajustent également leurs politiques prioritaires sur les enjeux de cybersécurité (QUAD, AUKUS).

Conclusion

L'ascension de la Chine dans le cyberespace soulève des enjeux considérables pour la stabilité géopolitique et économique de l'Asie du Sud-Est, incitant la région à repenser ses stratégies de cybersécurité. Par ses actions offensives et d'espionnage, la Chine cherche à renforcer son influence en manipulant la souveraineté numérique de ses voisins. Face à cette menace, les États d'Asie du Sud-Est doivent adapter leurs mécanismes de défense et intensifier leur coopération. Toutefois, ces efforts sont entravés par des disparités technologiques et des dynamiques géopolitiques complexes. En conséquence, la région se tourne vers des alliances extérieures, notamment avec les États-Unis et l'Europe, pour contrecarrer l'influence croissante de Pékin. Dans un contexte où les grandes puissances se livrent une véritable compétition pour établir les règles du cyberespace, l'Asie du Sud-Est se trouve à un tournant décisif. La région devra jongler entre préservation de son indépendance numérique et pressions externes, tout en assurant la résilience de ses infrastructures face à des menaces croissantes. Le rôle de l'ASEAN et de ses partenaires, dans la construction des solutions collectives de demain, s'avère donc crucial. Une coopération renforcée, tant interne qu'internationale, apparaîtra comme essentielle pour garantir la stabilité et la souveraineté numérique de la région dans un futur proche.

À PROPOS DES AUTEURS

Léa Violleau est étudiante en Licence 3 de Science Politique à l'Université Catholique de l'Ouest, à Angers. Elle se passionne pour les enjeux liés au cyberespace en Indo-Pacifique, dans le cadre des stratégies européennes et américaines de sécurité internationale.

Antoine Amigou est étudiant en Licence 3 de Science Politique à l'Université Catholique de l'Ouest, à Angers. Il est fortement intéressé par les relations internationales et les enjeux de sécurité-défense en Asie de l'Est, et plus particulièrement au Japon et en Chine.

LE DÉFI DU REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

Le dilemme indien : entre autonomie stratégique et sécurité collective

Par Achille Blasco

Les postures de l'Inde et de la France sur la scène internationale présentent certaines caractéristiques communes. La formule d'Hubert Védrine, décrivant la France comme « *amie, alliée, mais non alignée* », résonne avec les déclarations plus récentes du ministre des Affaires étrangères indien qui, en 2022, affirmait que l'Inde *« was entitled to have its own side »* (avait le droit à sa propre voie).[383] Ce rejet des dépendances et des relations de quasi-vassalité sur la scène internationale est conceptualisé sous le terme d'autonomie stratégique. La définition proposée par Shyam Saran, ancien secrétaire aux Affaires étrangères de l'Inde – « *la capacité à prendre des décisions indépendantes sur les questions d'intérêt vital* »[384] - permet d'appréhender efficacement le concept, bien que chaque nation en conserve une approche doctrinale propre, influencée par son environnement et sa culture stratégique. L'objet de cet article est précisément d'analyser les dynamiques structurant la politique étrangère indienne aussi bien au niveau régional que global. Il s'agira d'évaluer dans quelle mesure l'autonomie stratégique de l'Inde est le fruit d'un choix délibéré ou le résultat de contraintes exogènes. La culture stratégique indienne est lourdement influencée par l'héritage d'un non-alignement nehruvien qui a subi un profond traumatisme lors de la guerre sino-indienne de 1962. La montée en puissance de la Chine et la réorganisation du jeu

[383]DROIN, Mathieu. "France and India: Two Nuances of 'Strategic Autonomy.'" *CSIS*. 2023. https://www.csis.org/analysis/france-and-india-two-nuances-strategic-autonomy.
[384]SARAN, Shyan *How India Sees the World : From Kautilya to Modi*. New Delhi: Juggernaut. 2017

d'alliances régionales mettent l'Inde face à ses propres vulnérabilités et dépendances. Le choix graduel de l'autonomie stratégique découle d'une fusion entre cet héritage de non-alignement et une forme de pragmatisme. Certains développements récents semblent néanmoins souligner un glissement de plus en plus assumé vers les États-Unis.

Perspective historique sur la culture stratégique indienne : l'héritage du non-alignement et du traumatisme de 1962

La culture stratégique indienne est fortement influencée par la doctrine de non-alignement développée à l'indépendance sous l'égide de Nehru. Ce dernier était convaincu que l'Inde avait un rôle essentiel à jouer à l'échelle internationale, mais qu'elle ne pouvait s'enfermer dans la logique de bloc qui prenait progressivement forme et qui ne ferait que réduire sa marge de manœuvre. Marqué par la pensée de Gandhi et les expériences extrêmement brutales de la période coloniale et de la Seconde Guerre mondiale, il rejetait toute forme d'impérialisme et ses corollaires belliqueux.[385] Il s'agissait de s'engager sur la scène internationale « *en tant que nation libre avec {leur} propre politique et non pas en tant que satellite d'une autre nation* »[386]. Il concevait le nouvel ordre mondial idéal comme une fédération globale de nations libres et autonomes réunies dans un monde commun (*One World*) au sein duquel une autorité fédérale serait chargée de prévenir toute agression. Cette vision nécessitait également de faire émerger un groupe d'États indépendants partageant cette approche et désireux de construire un tel ordre mondial. C'est dans cette perspective que Nehru organisa la Conférence des relations asiatiques en 1947, au cours de laquelle il souligna l'importance d'une

[385]BOQUÉRAT, Gilles, "Les Fondements Du Non-Alignement." dans *Les Avatars Du Non-Alignement*, 35–44. Éditions de la Sorbonne. 1996. :https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.48468.

[386] NEHRU, Jawaharlal. *Discours Radiodiffusé du 7 Septembre*.{Discours} 1946 dans BOQUÉRAT, Gilles, "Les Fondements Du Non-Alignement." dans *Les Avatars Du Non-Alignement*, 35–44. Éditions de la Sorbonne. 1996. https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.48468.

forte coopération régionale, puis qu'il participa à la structuration des relations afro-asiatiques avec la Conférence de Bandung de 1955, ces initiatives culminant en 1961 avec la création du mouvement des non-alignés. Ce dernier, réunissant vingt-cinq pays à Belgrade lors du premier sommet, marque le glissement du non-alignement d'une doctrine indienne à un mouvement international. Davantage qu'une doctrine définie négativement, le rejet des blocs ou le non-alignement était fondé sur l'ambition d'une *peaceful coexistence* (coexistence pacifique) qu'un alignement aurait rendue impossible. Les modalités de cette coexistence sont précisées dans l'accord de Panchsheel signé par l'Inde et la Chine en 1954. Il est important de souligner que le non-alignement n'équivaut pas à la neutralité.[387] L'alignement « *signifie seulement une chose : renoncer à {son} point de vue sur une question particulière et adopter le point de vue de l'autre partie dans l'espoir d'en retirer quelque faveur* »[388]. Le non-alignement sur la scène internationale mit l'Inde en position favorable pour servir de médiateur entre les deux blocs, ce qu'elle fit notamment en 1950 et en 1954 dans le cadre des guerres de Corée et d'Indochine. La guerre sino-indienne de 1962 et le traumatisme qu'elle laissa marquèrent profondément la culture stratégique indienne et impulsèrent un revirement réaliste et pragmatique durable.[389] Cette défaite fut perçue comme la conséquence directe d'une doctrine idéaliste qui aurait empêché l'Inde d'anticiper et même de concevoir cette agression. Si une conséquence immédiate fut la hausse importante des dépenses de défense qui passèrent de moins de 2 % à 4,5 % du PIB entre 1962 et 1963, un glissement doctrinal profond et durable s'opéra également. Se cristallisant sous les gouvernements d'Indira Gandhi et de son fils Rajiv, cette nouvelle doctrine se caractérisa par l'acceptation d'un recours à la

[387] SARAN, Shyan, *Nehru's worldview and his legacy-Democracy : Idealistic Fantasy or Practical Necessity* {Conférence} New Delhi, 2014

[388] NEHRU, Jawaharlal *Legislative debates at the Constituent Assembly of India* {Discours} 1948 dans BOQUÉRAT, Gilles, "Les Fondements Du Non-Alignement." dans *Les Avatars Du Non-Alignement*, 35–44. Éditions de la Sorbonne. 1996.:https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.48468.

[389]OGDEN, Chris "Indian Security, Norms, and the BJP." *Hindu Nationalism and the Evolution of Contemporary Indian Security : Portents of Power*. New Dehli: Oxford University Press. 2014

force, d'une sorte d'interventionnisme régional et d'un rapprochement avec l'URSS. Cette évolution était perçue comme nécessaire du fait d'un risque d'encerclement par le Pakistan et la Chine, soutenus par les États-Unis. Si les gouvernements successifs depuis 1962 firent évoluer cette doctrine en changeant l'échelle de leurs ambitions, régionale ou globale, et en altérant l'équilibre entre *soft power* et *hard power*, certaines constantes sont identifiables. Premièrement, l'Inde est perçue comme une puissance civilisationnelle ayant beaucoup à apporter au reste du monde. Celle-ci reste inquiète de tout interventionnisme étranger dans sa politique intérieure et dans son pré carré. Enfin, bien qu'elle ait rejeté le non-alignement nehruvien, elle a toujours essayé de structurer sa propre voie, proposant ainsi une alternative à d'autres États partageant son approche.[390] Le contexte actuel de montée en puissance de la Chine et de réorganisation du jeu d'alliances régionales met l'Inde face à ses propres contradictions et à un dilemme complexe.

Un dilemme indien : la participation aux structures de sécurité collective

L'Inde est confrontée à une montée en puissance de la Chine qui se fait plus agressive à son encontre et proactive dans son voisinage immédiat. Cette conjoncture géopolitique la pousse à considérer la participation à des structures de sécurité collective. Cependant, elle reste très vulnérable à certaines menaces et ne peut se permettre une opposition frontale et assumée. À l'échelle régionale, Delhi voit d'un très mauvais œil le développement de la marine chinoise et de sa capacité de projection.[391] Si sur le théâtre himalayen l'Inde avait toujours conservé une infériorité, elle comptait néanmoins sur sa capacité à exploiter la dépendance

[390]COHEN, Stephen. "The World View of India's Strategic Elite." dans *India : Emerging Power*. Oxford University Press. 2011
[391] PANT, Harsh "Sino-Indian Maritime Ambitions Collide in the Indian OceanHarsh v. Pant." *Journal of Asian Security and International Affairs* 1 (2). 2014. https://doi.org/10.1177/23477970145366.

chinoise au détroit de Malacca en cas de conflit de haute intensité. Ce nouveau rapport de force rend très peu probable cette option tactique.[392] L'Inde se sent également encerclée par la stratégie chinoise du collier de perles et est particulièrement inquiète du développement de certains projets comme celui du port de Gwadar au Pakistan qui acte un rapprochement entre ses deux adversaires frontaliers historiques dans le cadre du corridor économique Chine-Pakistan. Si ce projet est stratégique pour la Chine en lui permettant de réduire sa dépendance au détroit de Malacca et d'augmenter son empreinte stratégique dans la région, il représente un vrai enjeu de sécurité pour l'Inde. Le corridor traverse des territoires qu'elle revendique et le port de Gwadar pourrait servir à la marine militaire chinoise.[393] À cette dynamique régionale, s'ajoute une intensification des accrochages frontaliers, comme en 2020 dans la région du Ladakh. S'il est clair que l'Inde ne peut se passer d'aide extérieure dans le cas d'un conflit militaire avec la Chine - les États-Unis lui ont notamment fourni des renseignements et des équipements lors des affrontements de 2020[394] - certaines vulnérabilités identifiées l'empêchent de s'y opposer frontalement. Le scénario d'une double offensive sino-pakistanaise serait un cauchemar pour l'Inde et explique en partie sa prudence. Mais ce sont ses dépendances aux équipements militaires russes et aux matières premières chinoises qui contraignent véritablement sa prise de décision. 60 % des plateformes militaires indiennes sont d'origine russe et Delhi reste dépendante du soutien de Moscou pour son approvisionnement en pièces et en munitions.[395] L'ampleur de cette dépendance varie en fonction des forces : 90 % des équipements de l'armée de terre, 70 % de

[392]MOHAN, Malik "China and India: Nautical Games in the Indian Ocean" dans ROSSITER, Ash, CANNON, Brendon. Conflict and Cooperation in the Indo-Pacific. Routledge. 2018

[393] RAHMAN, Zia , "The Geopolitics of the CPEC and Indian Ocean: Security Implication for India." *Australian Journal of Maritime & Ocean Affairs* 13 (2): 1–24. 2021 https://doi.org/10.1080/18366503.2021.1875807.

[394] CURTIS, Lisa, GROSSMAN, Derek. "India-China Border Tensions and U.S. Strategy in the Indo-Pacific." CNAS. 2023 https://www.cnas.org/publications/reports/india-china-border-tensions-and-u-s-strategy-in-the-indo-pacific.

[395]CHIETIGI, Bajpaee. "La Relation Inde-Russie Décline." *Conflits : Revue de Géopolitique*. 2024.

l'armée de l'air et 40 % de ceux de la marine sont d'origine russe.[396] La nature des relations sino-russes rend peu probable le maintien des approvisionnements en cas de conflit avec la Chine. Ces chaînes d'approvisionnement sont par ailleurs déjà compromises du fait des sanctions américaines imposées en réponse à l'invasion de l'Ukraine. Faute de mécanisme de paiement, l'Inde refusant d'utiliser le dollar de peur de sanctions secondaires et la Russie refusant les roupies dont elle possède déjà des réserves importantes, les livraisons sont pour l'instant gelées.[397] Une confrontation directe avec la Chine mettrait également en péril l'approvisionnement de ressources essentielles à l'économie indienne. Les relations économiques entre les deux pays sont caractérisées par un déficit commercial important en faveur de la Chine, dont les produits irriguent et soutiennent le développement de l'industrie indienne. Entre 70 % et 80 % des principes actifs utilisés par son industrie pharmaceutique sont, par exemple, fabriqués en Chine. Cette dépendance est particulièrement importante dans les secteurs de l'électronique, de la machinerie, de la chimie, et du textile.[398] Ces vulnérabilités conjuguées à une menace chinoise croissante ont contraint l'Inde à développer une politique étrangère complexe et multidimensionnelle axée sur la réduction de ses dépendances économique et stratégique.

Le choix pragmatique de l'autonomie stratégique

L'autonomie stratégique indienne s'est ainsi progressivement concrétisée, passant d'une formule rhétorique vague ou confinée au domaine de la dissuasion nucléaire à une doctrine opérationnelle et pragmatique permettant à l'Inde de s'autonomiser sans pour autant s'isoler et provoquer ses compétiteurs

[396] JAFFRELOT, Christophe, "Indian Military Dependence on Russia." *Institut Montaigne*. 2022 https://www.institutmontaigne.org/en/expressions/indian-military-dependence-russia.
[397] BOQUÉRAT, Gilles. "La Marche Indienne Vers l'Indigénisation", *Fondation Pour La Recherche Stratégique. FRS.* 2023.
[398] MALINBAUM Sylvie. "L'Inde En Quête d'Émancipation Économique Face à La Chine" *IFRI.* 2025.

stratégiques. Si, pendant la période non-alignée, le concept d'autonomie stratégique n'avait aucune valeur théorique et doctrinale et faisait presque office de synonyme avec le non-alignement lui-même,[399] le concept s'est progressivement imposé dans le domaine de la prolifération. Dans les années suivant son acquisition d'armes nucléaires et justifiant ainsi son refus de signer le traité sur la non-prolifération, l'Inde fit référence à de nombreuses reprises à la nécessité de préserver son autonomie stratégique. Le concept fut utilisé à nouveau lors de la signature de l'accord indo-américain sur le nucléaire civil de 2006, lorsque le Premier ministre Singh affirma qu'il n'y avait « *rien dans cet accord nucléaire qui puisse nuire à l'autonomie stratégique que ce pays doit avoir en ce qui concerne la gestion de son programme d'armement* »[400]. Ce n'est qu'à partir des années 2000 et 2010 que l'autonomie stratégique prit une tout autre dimension. En 2013, le ministre des Affaires étrangères Salman Khurshid affirmait que l'autonomie stratégique avait la même dimension structurante pour la politique étrangère indienne que le non-alignement pendant des décennies.[401] Les mots de l'actuel ministre des Affaires étrangères résument très bien cette nouvelle approche : « *le moment est venu pour nous d'engager l'Amérique, de gérer la Chine, de cultiver l'Europe, de rassurer la Russie, d'impliquer le Japon, d'attirer les voisins, d'étendre le voisinage et d'élargir les groupes de soutien traditionnels* »[402]. En tissant des relations avec un maximum d'acteurs et en évitant toute posture menaçante, notamment en refusant d'intégrer des alliances militaires formelles, l'Inde vise à conserver une certaine flexibilité dans sa prise de décision. Loin d'un non-alignement idéologique fondé sur une conception bien particulière de l'ordre international, l'autonomie stratégique est fondée sur des intérêts souverains.[403]

[399]MOHAN Raja "Raja Mandala: Two Discourses on Strategic Autonomy." *Carnegie Endowment for International Peace*. 2018. https://carnegieendowment.org/posts/2018/09/raja-mandala-two-discourses-on-strategic-autonomy?lang=en
[400] SMITH, Jeff, "Strategic Autonomy and U.S.-Indian Relations." *War on the Rocks*. 2020.
[401] *Ibid*
[402]JAISHANKAR, Subrahmanyam, *The Indian Way.* Harper Collins. 2020
[403]SIKRI, Rajiv, "India's strategic autonomy dilemma and the rapprochement with the United States"*MP-IDSA*. 2023.

L'Inde doit réussir à maintenir ses relations économiques avec la Chine et ne pas apparaître comme un pilier du dispositif américain anti-Beijing dans la région tout en agrégeant des supports suffisants pour modifier le rapport de force régional et en garantissant un engagement pérenne de Washington. L'Inde cultive ses relations avec les États-Unis notamment à travers sa participation au dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD). En revanche, Delhi préfère ne pas définir ce groupe en termes de coopération de défense et a insisté pour que la Chine ne soit pas qualifiée explicitement de menace à contenir, tout en militant pour la diversification des enjeux abordés. En 2023, les enjeux de la transition énergétique et des technologies critiques, comme les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et les énergies renouvelables ont notamment été mis à l'agenda.[404] L'Inde est particulièrement attentive à la perception du groupe par d'autres acteurs régionaux comme l'ASEAN et à la Russie et cherche à minimiser les complications qui pourraient émerger.[405] L'ASEAN est perçue comme un partenaire à fort potentiel et est centrale dans la stratégie régionale indienne. L'Inde partage sa vision d'un espace indo-pacifique ouvert et coopératif et peut s'engager pleinement dans ces relations sans pour autant prendre part à la confrontation sino-américaine. La collaboration entre ces deux acteurs s'est accélérée dans les années 2000 avec notamment la création en 2003 d'une zone de commerce régionale Inde-ASEAN et l'accession de l'Inde au statut de membre du Sommet de l'Asie orientale en 2005. Le contexte régional a justifié une progressive mise à l'agenda de questions sécuritaires et de défense entre ces partenaires. En 2018, les dix chefs d'État de l'ASEAN invités à Delhi pour le Jour de la République ont ainsi signé une déclaration commune appelant à la constitution d'un code de conduite en mer de Chine méridionale, et l'Inde multiplie également les partenariats de défense et les ventes de matériels de guerre aux pays de

[404] Note 16

[405] MOHAN, Garima, GOVELLA, Kristi, "The Future of the Quad and the Emerging Architecture in the Indo-Pacific." *The German Marshall Fund of the United States*. 2022. http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4311301.

l'ASEAN.[406] Enfin, l'Inde cherche à préserver sa relation avec la Chine en participant à plusieurs formats dont fait également partie la Russie, tels que les BRICS ou l'Organisation de coopération de Shanghai. Cette stratégie de multilatéralisme assurantiel, souvent qualifiée du terme financier de *hedging,* permet à l'Inde de naviguer dans un environnement stratégique complexe.[407] À cette dimension diplomatique s'ajoute une stratégie d'autonomisation et de réduction des dépendances économiques. L'Inde entend indigéniser ses industries les plus stratégiques et diversifier ses sources d'approvisionnement afin de réduire ses dépendances. Si cette dynamique remonte aux années 2010, elle s'est accélérée à la sortie du Covid-19 autour de l'initiative *Atmanirbhar Bharat* (Inde autosuffisante). Cette politique concerne de nombreux secteurs, mais le cas de la BITD est particulièrement édifiant. L'Inde a diversifié ses fournisseurs de matériels de guerre, faisant diminuer la part des importations russes de 76 % pour la période 2009-2013 à 36 % pour 2019-2023.[408] La France, les États-Unis, et Israël se sont imposés comme des fournisseurs incontournables. Mais c'est la politique d'indigénisation des matériels et de substitution aux importations qui marque un véritable tournant. Des catégories d'approvisionnement prioritaires telles que le *Buy Indian,* des systèmes acquis auprès de fournisseurs indiens et intégrant un minimum de 30 % de contenu local, ont été mises en place dès 2013, et ces dispositifs sont constamment rehaussés, notamment pour inciter la participation d'industriels locaux aux étapes de conception et de développement. En effet, si les premiers dispositifs avaient limité les entreprises locales au rôle de sous-traitant, la nouvelle catégorie *Indigenously Designed, Developed and Manufactured (IDDM)* requiert désormais que les équipements aient été conçus et développés en Inde,

[406] LIN, Joanne, "Can ASEAN and India Share a Common Outlook and Approach in the Indo-Pacific?" *Institute of Southeast Asian Studies* 2022 (87). 2022 https://www.iseas.edu.sg/articles-commentaries/iseas-perspective/2022-87-can-asean-and-india-share-a-common-outlook-and-approach-in-the-indo-pacific-by-joanne-lin/

[407] KURIAN Anju Lis, VINODAN. C "Strategic Autonomy and India's Hedging Policies in the Indo-Pacific." *Journal of Asian Security and International Affairs.* 2024 :https://doi.org/10.1177/23477970241282095.

[408] SIPRI. "Trends in International Arms Transfers, 2023." *SIPRI* 2024 :https://doi.org/10.55163/pbrp4239.

encourageant ainsi davantage de coopération en R&D et de transfert de technologies.[409] Safran accompagne par exemple le groupe Hindustan Aeronautics Limited (HAL) dans le développement de moteurs destinés à équiper l'avion de combat de 5e génération AMCA. Afin de diriger son tissu industriel et d'encourager les investissements, l'Inde publie régulièrement des listes positives énumérant les équipements prochainement interdits à l'importation.[410] Ces listes incluent aussi bien les plateformes et les systèmes d'armes tels que les chars légers ou les lance-roquettes multiples, que des sous-systèmes ou pièces détachées intégrant par exemple des pièces pour les avions de combat Jaguar et Sukhoi-30. Si cette politique volontariste a permis l'émergence de certains programmes prometteurs, notamment dans l'aéronautique, et bien que la moitié de ces listes ait déjà été indigénisée selon le ministère de la Défense, la dépendance aux importations demeure importante. Les dépenses d'acquisitions d'armement à l'étranger ont diminué de 46 % en 2018-2019 à 36,7 % fin 2022 mais ces chiffres en cachent d'autres, puisque les plateformes présentées comme indigénisées reposent encore sur de nombreux apports étrangers.[411] L'INS Vikrant, le premier porte-avions conçu et construit en Inde et officiellement à 76 % indigène, illustre assez bien ce phénomène. Sa propulsion est assurée par des turbines à gaz General Electric LM2500, son système de décollage STOBAR est de conception russe, et ses deux ascenseurs ont été importés du Royaume-Uni.[412] Le groupe aéroporté est également étranger, puisqu'il est actuellement composé de MiG-29K et que le Rafale Marine a été sélectionné au détriment du F/A-18E/F Super Hornet et de l'appareil indien HAL Tejas jugé trop lourd.[413] Bien que incomplète, cette indigénisation de l'industrie de défense indienne conjuguée à une

[409] VAN DEN ENDE, Patrick "Inde une Defence Procurement Policy 2016 dictée par le 'Make in India'?" *Fondation pour la Recherche Stratégique, FRS*. 2016
[410] Note 15
[411] *Ibid*
[412] ANANDANK, S. "Navy Floats out First Indigenous Aircraft Carrier." *The Hindu*. 2011.
[413]LAGNEAU, Laurent "Les Négociations Entre La France et l'Inde Sur l'Achat de Rafale Marine Ont Été Finalisées" Zone Militaire. 2025.

diversification des fournisseurs permet une certaine autonomisation vis-à-vis de la Russie. Si ce choix de l'autonomie stratégique permet à l'Inde de conserver une certaine flexibilité dans sa prise de décision tout en optimisant les bénéfices qu'elle peut espérer de chaque partenaire, fût-il économique ou sécuritaire, il la contraint également à un jeu d'équilibriste délicat. Néanmoins, certains développements récents laissent percevoir un glissement de plus en plus assumé vers les États-Unis.

Un glissement assumé vers les États-Unis qui ne fait pas l'unanimité ?

L'agressivité croissante de la Chine aux frontières terrestres, l'intensification de ses relations avec le Pakistan, et la remise en question de la crédibilité du partenaire russe dans ce contexte international poussent l'Inde à se rapprocher davantage des États-Unis, quitte à assumer un glissement. Les accords de coopération militaire se sont accélérés depuis 2016 et l'accession de l'Inde au rang de *Major Defense Partner* (partenaire majeur pour la défense) des États-Unis. Le *Logistics Exchange Memorandum of Agreement* (Protocole d'accord d'échange logistique) et le *Communications Compatibility and Security Agreement* (Accord de compatibilité des communications et de sécurité) permettent notamment une meilleure interopérabilité des forces armées.[414] Des dispositifs facilitant les développements conjoints ont également été mis en place, tels que INDUS-X qui vise à créer un écosystème de défense commun en réunissant investisseurs et entreprises de défense. À ces accords-cadres se sont ajoutées de nombreuses ventes de matériels de guerre de pointe. Dans le domaine naval, des avions de patrouille maritime P-81 Poséidon, des missiles antinavires Harpoon et des

[414]US Department of State, "U.S. Security Cooperation with India." 2021. https://www.state.gov/u-s-security-cooperation-with-india/.

hélicoptères MH-60R Seahawk ont notamment été livrés. Les capacités aériennes indiennes ont aussi été renforcées par la vente d'hélicoptères de combat AH-64 Apache, d'avions de transport C-130 Hercules et C-17 Globemaster III et de missiles sol-air Stinger.[415] Enfin, l'Inde est davantage intégrée aux exercices militaires organisés par les États-Unis dans la région. Ce rapprochement soulève néanmoins des critiques au sein de la communauté stratégique indienne, notamment quant aux risques de contrarier le voisin chinois tout en courant le risque d'un retour à l'isolationnisme américain qui laisserait l'Inde démunie face à une menace rehaussée. Ces réticences devraient en partie guider l'approche américaine et de tout partenaire espérant se positionner comme une source de rééquilibrage face à l'acteur chinois dans la région. Ainsi, prioriser les alternatives aux alliances militaires formelles afin de laisser une marge de manœuvre à l'Inde, rassurer celle-ci d'un support en cas de conflit frontalier comme cela fut le cas en 1962, et continuer d'intensifier les coopérations et les ventes en matière d'armement afin de soulager l'Inde quant à sa dépendance russe semblent être une priorité.[416] Le dilemme indien reflète la complexité de son environnement géopolitique. Héritière d'une tradition de non-alignement, l'Inde cherche à préserver sa souveraineté décisionnelle tout en répondant aux défis sécuritaires croissants posés par la montée en puissance de la Chine. Cette posture pragmatique l'amène à diversifier ses partenariats, en renforçant ses liens de défense avec des puissances occidentales et ses relations avec d'autres acteurs régionaux, tout en maintenant des relations stratégiques avec la Russie et en participant à des forums multilatéraux comme les BRICS et l'OCS. Parallèlement, sa politique d'indigénisation et de réduction des dépendances économiques témoigne d'une volonté d'autonomisation qui devrait lui permettre de naviguer ces partenariats

[415]Congressional Research Service Congress, "India-U.S.: Major Arms Transfers and Military Exercises." US Congress, 2025. https://www.congress.gov/crs-product/IF12438.

[416]GOPAL, Prakash. "India and Collective Defence in the Indo-Pacific: Possibilities, Prospects and Challenges." *United States Studies Center*. 2024 https://www.ussc.edu.au/india-and-collective-defence-in-the-indo-pacific-possibilities-prospects-and-challenges.

avec d'autant plus de flexibilité. Toutefois, cette quête d'autonomie stratégique ne saurait être exempte de risques, et il est essentiel pour les États-Unis ou d'autres partenaires comme la France d'appréhender cette réalité dans leur stratégie indopacifique.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Achille Blasco est étudiant au sein du Master de Sécurité-Défense de Sciences Po Paris. Intéressé par les questions industrielles et les dynamiques géopolitiques dans l'Indopacifique, il a notamment travaillé pour une PME de la BITD française en Malaisie.

La Mongolie à la croisée des puissances en quête d'indépendance

Par Dorian Dimier

En 2023, le commerce entre la Mongolie et la Chine a atteint un niveau record, dépassant 10 milliards de dollars, confirmant ainsi l'importance stratégique du pays pour Pékin[417]. Dans le même temps, la Russie a renforcé sa coopération énergétique avec Oulan-Bator, consolidant la dépendance mongole à ses ressources. Enclavée entre ces deux géants aux ambitions régionales affirmées, la Mongolie tente de préserver son indépendance dans un équilibre délicat. Vaste territoire aux steppes infinies, la Mongolie évoque l'héritage glorieux de l'Empire mongol du XIIIe siècle. Pourtant, avec ses 3,3 millions d'habitants, le pays se retrouve aujourd'hui face à des défis contemporains majeurs. Son économie repose en grande partie sur l'exploitation de ressources naturelles, notamment minières, dont l'essentiel est exporté vers la Chine. Cette dépendance économique pousse la Mongolie à diversifier ses partenariats, à moderniser ses infrastructures et à attirer de nouveaux investisseurs. Sur le plan diplomatique, Oulan-Bator s'efforce d'affirmer son autonomie à travers la politique du « troisième voisin ». En renforçant ses relations avec les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et la Corée du Sud, la Mongolie tente de contrebalancer l'influence de ses puissants voisins. Démocratie stable dans une région dominée par des régimes autoritaires, elle aspire à jouer un rôle plus affirmé sur la scène internationale. Toutefois, son

[417] "Mongolie : Le profil commercial.". BNP Paribas [en ligne] , mai 2024 [consulté le 4 mars 2025]. Disponible sur : https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/mongolie/profil-commercial.

enclavement géographique et sa forte dépendance économique l'obligent à manœuvrer avec prudence pour préserver sa souveraineté.

Entre Chine et Russie : un équilibre géopolitique délicat

Relations avec la Chine : un voisin incontournable mais omniprésent

La Chine est le principal partenaire commercial de la Mongolie, absorbant environ 86 % des exportations mongoles[418]. Ces exportations sont principalement composées de minerais essentiels pour la Chine. En retour, la Mongolie importe des produits manufacturés et alimentaires chinois, consolidant ainsi sa dépendance. Cependant, cette forte relation commerciale expose la Mongolie aux fluctuations du marché chinois et aux décisions politiques de Pékin. Par exemple, en 2021, la fermeture temporaire des frontières due à la pandémie de COVID-19 a fortement impacté les exportations mongoles, mettant en évidence les risques d'une telle dépendance[419]De plus, les décisions chinoises en matière de réduction des importations de charbon ou de hausse des normes environnementales peuvent avoir un impact direct sur l'économie mongole. Les relations entre la Mongolie et la Chine sont marquées par une histoire complexe. Jusqu'en 1911, la Mongolie était sous domination chinoise[420], et bien que le pays ait obtenu son indépendance, les liens historiques persistent. Une partie importante de la population mongole vit toujours en Chine, principalement en Mongolie-Intérieure, une région où Pékin applique une politique d'assimilation culturelle[421]. Xi Jinping, le président chinois à plusieurs fois appelé *« la région autonome de Mongolie intérieure à poursuivre un développement vert et à faire progresser la modernisation*

[418] "Mongolia Economic update". *World Bank* [en ligne], novembre 2023 [consulté le 4 mars 2025]. Disponible sur:https://thedocs.worldbank.org/en/doc/aebdd3a2c3fb72b341d2d65d2e8c18450070012023/original/Mongolia-Economic-Update-Nov-2023.pdf

[419] DOOJAV, Gan-Ochir. "Impact of COVID-19 on Mongolia's Trade and Economy". *Asian Development Bank* [en ligne]août 2022 [consulté le 4 mars].Disponible sur : https://www.adb.org/sites/default/files/publication/817776/adbi-wp1337.pdf

[420] IAROSLAV, Lebedynsky. *Le grand réveil mongol : Entre Chine et Russie (1911-1921)*. L'Harmattan, 2023. 128p.

[421] "Mongolians protest China's language policy in Inner Mongolia". *BBC* [en ligne], 1er septembre 2020 [consulté le 5 mars 2025]. Disponible sur : https://www.bbc.com/news/world-asia-china-53981100.

chinoise ». Dans les faits, elle n'a d'autonomie que le nom. Cette politique évoquée, inclut la réduction de l'usage de la langue mongole dans l'éducation et l'administration notamment ce qui suscite des critiques en Mongolie et nourrit un sentiment de méfiance à l'égard de la Chine[422] En parallèle, des tensions politiques surgissent régulièrement, notamment sur les questions d'identité nationale et de protection des traditions mongoles. Par exemple, en 2020, des manifestations en Mongolie ont dénoncé les mesures chinoises visant à limiter l'enseignement du mongol en Mongolie-Intérieure, illustrant la sensibilité de ce sujet. La Chine renforce progressivement son influence économique en Mongolie à travers des investissements massifs dans les infrastructures et l'énergie[423]. Pékin finance et construit plusieurs projets clés, notamment le développement du réseau ferroviaire reliant les mines mongoles aux marchés chinois et des projets énergétiques. Cependant, cette présence économique suscite des inquiétudes en Mongolie, où une partie de la population considère que ces investissements servent avant tout les intérêts chinois. L'opinion publique mongole reste sensible aux risques d'une trop grande dépendance économique, et certains analystes évoquent un risque de « piège de la dette », similaire à d'autres pays ayant fortement emprunté à la Chine dans le cadre de l'initiative *« Belt and Road »*.[424] Ainsi, les relations sino-mongoles sont essentielles mais complexes. D'un côté, la Chine est un partenaire commercial incontournable, de l'autre, sa présence économique et son influence culturelle suscitent des réticences et des tensions. La Mongolie cherche donc à diversifier ses partenaires économiques pour limiter sa dépendance tout en maintenant de bonnes relations avec son puissant voisin,

[422] ROTH,Kenneth. "China: Crackdown on Mongolian Language in Schools". Human Rights Watch [en ligne] 2021 [consulté le 5 mars 2025] Disponible sur : https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/china

[423] SANTROT, Florence "La grande muraille solaire : la Chine transforme un désert en champion de l'énergie verte". *Wedemain* [en ligne] Janvier 2025 [consulté le 5 mars 2025] Disponible sur : https://www.wedemain.fr/decouvrir/la-grande-muraille-solaire-la-chine-transforme-un-desert-en-champion-de-lenergie-verte/

[424] "La Mongolie et les Nouvelles Routes de la Soie". *Obor Europe* [en ligne], Octobre 2017 [consulté le 6 mars 2025], Disponible sur : https://www.oboreurope.com/fr/mongolie-belt-road/

sachant qu'il n'est pas le seul à avoir une emprise historique et économique importante sur la Mongolie.

Relations avec la Russie : un allié historique en perte d'influence ?

Historiquement, la Russie a joué un rôle central dans la politique mongole, notamment durant la période soviétique (1924-1991). L'URSS exerçait alors une influence majeure sur le pays, tant sur le plan politique qu'économique et militaire. La Mongolie était considérée comme un État satellite soviétique, avec un soutien direct de Moscou vers la Mongolie qui était principalement organisé dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)[425]. Le CAEM, fondé en 1949 par l'URSS et ses États satellites, incluait la Mongolie à partir de 1962. Après la chute de l'URSS en 1991, la Mongolie a entrepris un virage vers la démocratie et l'économie de marché, réduisant progressivement sa dépendance vis-à-vis de la Russie. Cependant, malgré ce rééquilibrage, Moscou demeure un acteur clé pour la Mongolie, notamment dans le domaine de l'énergie. La Mongolie dépend largement de la Russie pour ses besoins en pétrole et en gaz. En 2022, elle a négocié un prix réduit pour le pétrole russe, avec une économie de 43 cents USD par litre en réalisant un partenariat avec Rosneft, le second producteur russe après Gazprom[426]. Ces négociations se sont inscrites juste après la mise en place des sanctions occidentales après l'invasion russe de l'Ukraine, montrant une ambivalence dans la politique mongole. De plus cette dépendance rend la Mongolie vulnérable aux fluctuations du marché. Économiquement, la Russie a perdu de l'influence au profit de la Chine. Alors que les échanges commerciaux sino-mongols ont explosé, ceux avec la Russie restent limités. En 2022, les exportations mongoles vers la Russie ne représentaient qu'environ 1 % du

[425] MAIRE, A "La Mongolie contemporaine : un positionnement stratégique singulier" *Questions internationales* [en ligne], mars 2022. [consulté le 5 mars 2025] Disponibilité et accès : https://doi-org.lama.univ-amu.fr/10.3917/quin.113.0153 .
[426] CHOPARD, N. "La Mongolie achète son essence à prix réduit" *Energy News* [en ligne] . 22 juillet 2022 [consulté le 5 mars 2025], Disponible sur : https://energynews.pro/la-mongolie-achete-son-essence-a-prix-reduit/.

commerce extérieur du pays, contre près de 90 % pour la Chine. Cela s'explique notamment par la structure des exportations mongoles, essentiellement tournées vers le secteur minier, et par la faible complémentarité entre les économies russe et mongole. Toutefois, la Russie reste un partenaire stratégique pour la Mongolie sur plusieurs plans. Le projet du gazoduc « Power of Siberia 2 », qui traverserait la Mongolie pour relier la Russie à la Chine, pourrait renforcer les liens économiques entre les deux pays. Ce projet est au centre de la politique entre les 2 pays, pour preuve le 3 septembre 2024, Vladimir Poutine a réalisé une visite officielle en Mongolie pour évoquer ces thématiques. Cette rencontre fut commentée par les occidentaux puisque la Mongolie n'a pas respecté ses engagements auprès de la Cour pénale internationale qui a émis un mandat d'arrêt international contre le président russe[427]. La visite officielle intervient dans un contexte où la Russie entreprend un pivot oriental et essaye de réorienter ses exportations énergétiques vers la Chine par la mise en place de ce projet où la Mongolie joue une place centrale. Cependant, la Mongolie fait preuve de prudence dans sa relation avec la Russie. Le pays cherche à maintenir une relation équilibrée sans tomber sous une trop grande influence russe, consciente des risques que représenterait un alignement trop marqué sur Moscou. La guerre en Ukraine et les tensions entre la Russie et l'Occident ont également placé la Mongolie dans une position délicate, l'incitant à jouer la carte de la neutralité pour éviter de compromettre ses relations avec ses différents partenaires.

La stratégie du « troisième voisin » : diversification et équilibre

La stratégie du « troisième voisin » est une politique géopolitique développée par la Mongolie dans les années 1990 afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de ses deux grands voisins, la Chine et la Russie, et d'établir des relations plus équilibrées

[427] Mathis B "Les luttes d'influence en Mongolie dans le cadre du projet Force de Sibérie 2. *L'école de Guerre Économique* [en ligne]. 7 janvier 2025 [consulté le 5 mars 2025], Disponible sur : https://www.ege.fr/infoguerre/les-luttes-dinfluence-en-mongolie-dans-le-cadre-du-projet-force-de-siberie-2-sila-sibiri-2 .

avec des pays extérieurs. Cette stratégie est née d'une prise de conscience par les dirigeants mongols que leur pays, bien que récemment émancipé du joug soviétique après la révolution pacifique de 1990, restait vulnérable à l'influence des puissances voisines. Sa position en plein cœur de l'Asie, enclavée la place dans une relation de dépendance, tant sur le plan économique que politique. Pour contrer cette situation, la Mongolie a élaboré sa stratégie du « troisième voisin », visant à diversifier ses partenaires et à renforcer sa souveraineté économique et politique. Les États-Unis ont été l'un des premiers acteurs à répondre positivement à cette stratégie. Le pays a vu dans la Mongolie un partenaire potentiel dans sa politique de rééquilibrage en Asie et a soutenu le développement économique et militaire du pays dès l'implosion de l'URSS, c'est d'ailleurs le secrétaire d'État des États-Unis, M. James Baker qui a mentionné le terme « troisième voisin » pour la première fois par, lors d'une réunion avec les dirigeants mongols au cours de sa visite en août 1990[428]. Ainsi, les États-Unis ont proposé un soutien dans la modernisation des forces armées mongoles et dans le renforcement des institutions démocratiques et surtout pour soutenir sa difficile intégration dans le système économique mondiale[429]. Les relations entre les deux pays sont devenues plus solides grâce à des accords de coopération et des échanges militaires, ce qui permet à la Mongolie de ne pas se retrouver sous l'influence exclusive de ses voisins. Outre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont également joué un rôle majeur dans cette stratégie. Ces deux pays ont investi dans divers projets d'infrastructure et ont contribué à la modernisation de l'économie mongole[430]. Les investissements japonais se sont concentrés sur des projets d'infrastructures publiques, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie, tandis que

[428] BAATAR, D. "Mongolia's Third Neighbor Policy". *ResearchGate* [en ligne]. Janvier 2021 [consulté le 5 mars 2025]. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/349332428_MONGOLIA'S_THIRD_NEIGHBOR_POLICY.

[429] Université de Sherbrooke. La dépendance énergétique de la Mongolie envers la Russie. *Perspective Monde* [en ligne]. . 11 février 2007 [consulté le 5 mars 2025], Disponible sur : https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/406

[430] AISLYU Akhmetzianova "La Corée du Sud, quatrième partenaire commercial de la Mongolie : défis et perspectives". *Korea.net* [en ligne] 13 mars 2025 [consulté le 5 mars 2025] Disponible sur : https://french.korea.net/NewsFocus/Business/view?articleId=267964

la Corée du Sud a apporté son expertise dans les technologies de l'information et de la communication. Ces relations économiques ont permis à la Mongolie de diversifier ses sources de revenus et d'améliorer sa compétitivité dans un marché de plus en plus mondialisé. L'Union européenne (UE) a aussi été un acteur clé dans la stratégie du « troisième voisin ». L'UE a soutenu la Mongolie dans ses efforts pour renforcer ses institutions démocratiques et la gouvernance. De plus, l'UE a facilité l'accès de la Mongolie au marché européen, favorisant des échanges commerciaux et la coopération dans des domaines tels que l'environnement, l'éducation et les droits de l'homme[431]. Ces différents partenariats permettent à la Mongolie de sortir de l'impasse dans laquelle elle est enfermée en plein cœur de l'Asie, il est essentiel pour cette dernière de continuer de nourrir cette politique.

Une économie en mutation entre dépendance et diversification

Les ressources naturelles, atout majeur mais piège potentiel

L'économie mongole repose principalement sur l'exploitation des ressources naturelles. Le pays possède d'importantes réserves de charbon, de cuivre et d'or, ce qui lui confère un rôle stratégique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales[432]. Le secteur minier est un pilier central de l'économie mongole. Il représente environ 26 % du produit intérieur brut (PIB) du pays, 75 % des investissements directs étrangers et 90 % des exportations[433]. Cette prédominance souligne la dépendance de la Mongolie à l'égard de ses ressources

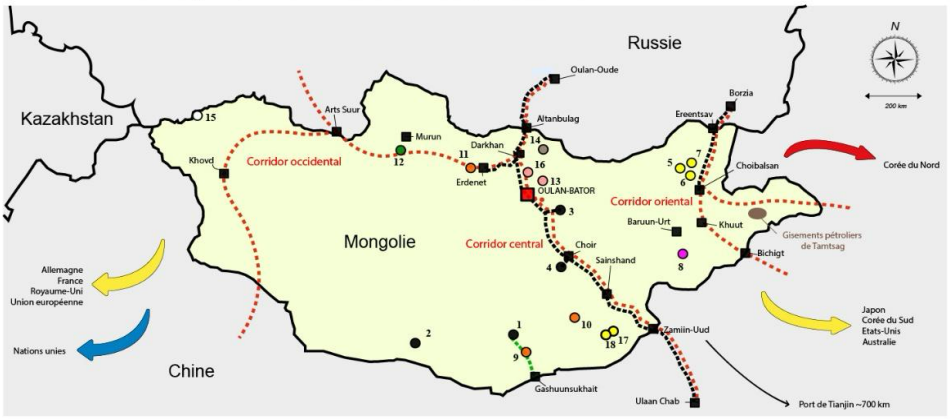
[431] Union européenne. "Dialogue fructueux entre l'Union européenne et la Mongolie sur des questions politiques et économiques". *EEAS* [en ligne]. 27 juin 2019 [consulté le 5 mars] Disponible sur : https://www.eeas.europa.eu/eeas/dialogue-fructueux-entre-l%E2%80%99union-europ%C3%A9enne-et-la-mongolie-sur-des-questions-politiques-et_fr#:~:text=L'UE%20et%20la%20Mongolie%20se%20sont%20entretenues%20sur%20la,environnement%20et%20la%20bonne%20gouvernance

[432] MAIRE, A. "La Mongolie en quête d'indépendance." *Monde chinois* [en ligne], N° 30, 91-97. Février 2012 [consulté le 5 mars] https://doi-org.lama.univ-amu.fr/10.3917/mochi.030.0084

[433] Gouvernement du Canada. "*Le secteur minier en Mongolie : Opportunités et défis*." Service des délégués commerciaux du Canada [en ligne], 3 septembre 2024 [consulté le 5 mars]. Disponible sur : https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/mongolia-mongolie/market-reports-etudes-de-marches/0006654.aspx?lang=fra

naturelles, notamment le cuivre, l'or et le charbon. Les principales mines, telles qu'Erdenet et Oyu Tolgoi, contribuent significativement aux revenus nationaux. Par exemple, ces deux mines ont constitué ensemble 45 % du revenu total du secteur minier[434]. Cette concentration des revenus autour de quelques projets majeurs met en évidence l'importance stratégique de ces sites pour l'économie du pays. Cependant, cette forte dépendance au secteur minier expose la Mongolie aux fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux. De plus, la concentration des investissements étrangers dans ce secteur peut limiter le développement d'autres industries, rendant l'économie moins diversifiée et plus vulnérable aux chocs externes.

La Mongolie, entre enclavement et dépendance aux ressources naturelles



Les ressources minières, vitales pour la Mongolie

1 Tavan Tolgoi (Charbon)
2 Nariin Sukhait (Charbon)
3 Baganuur (Charbon)
4 Shivee Ovoo (Charbon)
5 Mardai (Uranium)
6 Dornod (Uranium)
7 Gurvanbulag (Uranium)
8 Tomortei (Fer)
9 Oyu Tolgoi (Cuivre, Or)
10 Tsagaan Suvarga (Cuivre, Molybdène)
11 Erdenet (Cuivre, Molybdène)
12 Burenkhaan (Phosphore)
13 Boroo (Or)
14 Tomortei novoo (Zinc)
15 Asgat (Argent)
16 Gatsuurt (Or)
17 Zoovch Ovoo (Uranium)
18 Dulaan Uul (Uranium)

Un pays enclavé :

Pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)

Chemin de fer :

Lignes existantes (standard russe)
Projet ferroviaire, octobre 2014 (standard chinois)
Projet de corridor économique russo-mongolo-chinois (voies ferroviaires, routières, énergétiques, information)

Un pays qui s'affirme :

Politique du troisième voisin
Activisme multilatéral (Nations unies)
Relations avec la Corée du Nord

Conception Antoine Maire - Laurent Chamontin - Pierre Verluise
Réalisation Antoine Maire
Copyright 2019 Antoine Maire - Diploweb

Pour atténuer ces risques, il est essentiel que la Mongolie diversifie son économie en investissant dans d'autres secteurs tels que le tourisme ou l'agriculture. Cela permettrait de réduire la dépendance aux ressources minières et de créer une base économique plus résiliente face aux aléas du marché mondial.

[434] "Mongolie : une transparence croissante au fil des ans." *EITI* [en ligne] 31 mars 2014 [consulté le 5 mars 2025], Disponible sur : https://eiti.org/fr/news/mongolie-une-transparence-croissante-au-fil-des-ans

Infrastructure et connectivité : un enjeu clé pour l'intégration régionale

La Mongolie, enclavée entre la Chine et la Russie, fait face à des défis majeurs en matière d'infrastructures et de connectivité. Pour surmonter ces obstacles et renforcer son intégration régionale, le pays et ses voisins, plus particulièrement la Chine, investissent massivement dans le développement de ses réseaux ferroviaires, routiers, énergétiques et numériques.

Modernisation du réseau ferroviaire : un axe stratégique pour le transit régional

Le transport ferroviaire est essentiel pour la Mongolie, notamment pour l'exportation de ses ressources minières. Le réseau ferroviaire actuel, hérité de l'époque soviétique, est principalement orienté vers la Russie, avec une compatibilité limitée avec les standards chinois. Pour renforcer son rôle de corridor logistique entre ses deux voisins, la Mongolie a construit de nouveaux axes ferroviaires. Avec tout d'abord la ligne Tavan Tolgoi-Zuunbayan inaugurée en 2022, cette ligne de 416 km relie les riches gisements de charbon du sud du pays aux infrastructures ferroviaires existantes, facilitant ainsi l'accès aux marchés internationaux et surtout sa connexion avec la Chine, partenaire majeur des échanges[435]. Ensuite c'est la ligne Zuunbayan-Hangi qui a été mise en service en 2023, cette ligne de 226 km renforce la connectivité ferroviaire également dans le sud du pays et soutient l'ambition de devenir un hub logistique régional[436]. Un véritable programme de développement à moyen terme a été mis en place, la Mongolie a construit plus de 1000 km de voies ferrées entre 2020 et 2024, démontrant ainsi son engagement à moderniser ses infrastructures de transport.

[435] KUSHOV, Boris. "Mongolia's Recent Successes in Railway Construction. *New Eastern Outlook* [en ligne], 21 octobre 2023 [consulté le 6 mars 2025]. Disponible sur : https://journal-neo.su/2023/10/21/mongolias-recent-successes-in-railway-construction/

[436] *Ibid*

Aujourd'hui une partie est construite mais plusieurs projets sont encore en cours, la pandémie et le contexte géopolitique ayant affecté l'avancée des travaux.

Expansion du réseau routier : améliorer la connectivité interne et régionale

Le réseau routier mongol est sous-développé, ce qui entrave le transport intérieur, notamment lors des conditions climatiques extrêmes. Pour remédier à cette situation, plusieurs initiatives ont été lancées par le gouvernement mongol, certaines en partenariat avec ses voisins. Le principal projet étant l'autoroute Oulan-Bator-Zamyn-Uud, qui relie plusieurs grandes villes du pays et surtout connecte la capitale à la frontière chinoise, facilitant ainsi le commerce et les échanges entre les deux pays. D'une toute aussi grande importance le corridor économique Chine-Mongolie-Russie à l'initiative de la Chine dans le cadre des « nouvelles routes de la soie » ou bien la « *Belt and Road Initiative* » (BRI), vise à renforcer les infrastructures routières et ferroviaires pour fluidifier les échanges entre les trois nations. Le projet de la BRI, permet à Oulan-Bator de profiter cette fois de son emplacement pour mettre en place des projets d'interconnexion entre ces 2 voisins comme l'avait annoncé son président Tsakhiagiyn Elbegdorj en 2014 avec le projet " route de la steppe" reliant les 2 géants. [437] Mais très critiquée, l'aide chinoise est mal perçue par une partie de la population mongole, de peur de créer une dépendance et une dette encore plus accrue. Le développement des infrastructures de transport, d'énergie et de communication est essentiel pour la Mongolie afin de surmonter les défis liés à son enclavement et de renforcer son intégration régionale. Les investissements actuels et futurs dans ces secteurs témoignent de la volonté du pays de devenir un hub stratégique entre la Chine et la Russie, tout en soutenant sa croissance économique et en améliorant le bien-être de sa population.

[437] "La Mongolie et les Nouvelles Routes de la Soie". *Obor Europe* [en ligne], Octobre 2017 [consulté le 6 mars 2025], Disponible sur : https://www.oboreurope.com/fr/mongolie-belt-road/

Vers une diversification économique et une modernisation

Pour réduire sa dépendance aux ressources minières, la Mongolie mise sur d'autres secteurs comme celui du cachemire, du tourisme et la modernisation de son économie. Ces secteurs stratégiques visent à générer une croissance plus durable et à renforcer la résilience économique du pays en diversifiant les sources de revenu et les partenaires.

L'industrie du cachemire : un levier de croissance

La Mongolie est le deuxième producteur mondial de cachemire, fournissant environ 40 % de l'offre mondiale. Toutefois, la majorité du cachemire brut est exportée vers la Chine pour y être transformée. Pour capter davantage de valeur ajoutée, le gouvernement mongol met en place plusieurs initiatives. Comme le programme « *Mongolian Noble Fibre* », visant à améliorer la qualité et la traçabilité du cachemire pour mieux l'exporter vers l'Europe et les États-Unis[438]. Ainsi que la création et la promotion du label « *Made in Mongolia* » pour renforcer l'image du cachemire mongol sur les marchés internationaux. Ces efforts visent à faire du cachemire un vecteur de développement industriel, en créant des emplois et en réduisant la dépendance aux exportations brutes.

Le tourisme : un secteur au potentiel immense

Avec ses steppes infinies, le désert de Gobi, sa culture nomade et sa passionnante histoire, la Mongolie attire les amateurs d'aventure et d'écotourisme. Cependant, le secteur reste limité par un manque d'infrastructures et un climat extrême qui restreint la saison touristique. Pour autant, la Mongolie se doit d'investir sur ce secteur pour développer son économie et se diversifier. Comme le montre la mise en place par le gouvernement de plusieurs stratégies pour stimuler le tourisme.

[438] DAGYS Kadirbyek, HEIJMAN Wim, DRIES Liesbeth,AGIPAR Bakyei. "Mongolia's Cashmere Industry: Challenges and Opportunities". *Asia-Pacific Journal of Economics* [en ligne], novembre 2024 [consulté le 6 mars]. Disponible sur : https://ibn.idsi.md/sites/default/files/imag_file/Conference-proceedings-CSD-7-8_11.2024-7-11.pdf

Le principal étant le programme « *Visit Mongolia* », lancé en 2023 pour promouvoir le pays sur la scène internationale (Ministère de l'Environnement et du Tourisme de Mongolie, 2023)[439]. Cela passe par l'amélioration des infrastructures telles que la modernisation des aéroports, le développement de routes menant aux sites touristiques et des incitations pour les investissements hôteliers. La modernisation des infrastructures et des moyens de communications vise également à offrir au pays une meilleure offre pour les investissements étrangers et l'image du pays à l'international. Avec ces initiatives, la Mongolie espère atteindre 1 million de visiteurs par an d'ici 2030, contre environ 600 000 avant la pandémie de COVID-19. Il se peut qu'à l'avenir la Mongolie devienne, tout comme le font la Corée du Sud, le Japon ou encore la Chine un espace culturel et historique central en Asie.

De nouvelles industries pour une modernisation économique

Au-delà du cachemire et du tourisme, la Mongolie explore d'autres secteurs pour diversifier son économie. La dépendance vis-à-vis de ses ressources minières n'est pas viable pour le pays, ainsi des investissements dans les énergies renouvelables ont été réalisés par la Mongolie, dotée d'un fort potentiel éolien et solaire, investir dans ces énergies pour réduire sa dépendance aux importations russes est essentiel[440]. Cependant, ce fort potentiel nécessite la mise en place de fonds très importants tout en faisant en sorte de ne pas froisser son voisin russe. On retrouve également dans le rapport de la banque mondiale sur la modernisation de la Mongolie[441] de nombreux investissements dans les technologies, les services numériques et le développement de start-ups. En développant des secteurs à

[439] State Great Hural of Mongolia " Mongolia Sustainable Development Vision 2030", FAO [en ligne] 5 février 2016 [consulté le 6 mars]. Disponible sur : https://faolex.fao.org/docs/pdf/mon184386.pdf

[440] International Renewable Energy Agency (IRENA). "Renewable Energy Prospects for Mongolia", IRENA [en ligne], 31 juillet 2024 [consulté le 7 mars 2025]. Disponible sur : https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Statistics/Statistical_Profiles/Asia/Mongolia_Asia_RE_SP.pdf

[441] "Digital Transformation and Economic Modernization in Mongolia" World Bank [en ligne], novembre 2023 [consulté le 7 mars 2025]. Disponible sur : https://thedocs.worldbank.org/en/doc/aebdd3a2c3fb72b341d2d65d2e8c1845-0070012023/original/Mongolia-Economic-Update-Nov-2023.pdf

forte valeur ajoutée comme le cachemire, le tourisme et les industries modernes, la Mongolie cherche à réduire sa vulnérabilité économique et à s'intégrer davantage aux marchés mondiaux. Cette diversification est essentielle pour assurer une croissance durable et une meilleure autonomie économique.

Conclusion

En conclusion, la Mongolie se trouve à un carrefour stratégique, évoluant dans un contexte géopolitique complexe où ses relations avec ses voisins, la Chine et la Russie, jouent un rôle central. Si son héritage historique et ses dépendances économiques et sécuritaires vis-à-vis de ces deux géants restent marquants, le pays cherche néanmoins à diversifier ses alliances internationales, tout en préservant sa souveraineté et en répondant aux défis contemporains. Sur le plan économique, bien que ses ressources naturelles demeurent un atout, la Mongolie s'efforce de moderniser ses infrastructures et d'élargir ses secteurs d'activité, notamment à travers le développement du tourisme et des industries non minières. En matière diplomatique, elle s'affirme comme un acteur unique, offrant un modèle démocratique et un rôle de médiateur dans les tensions régionales. L'avenir de la Mongolie dépendra de sa capacité à naviguer avec habileté entre ses relations traditionnelles et ses ambitions d'influence plus globales.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Dorian Dimier est membre de la délégation PACA et du comité Asie Pacifique des jeunes IHEDN. Il est étudiant en 2ème année à l'Institut d'Études Politiques de Sciences Po Aix-en-Provence et est très intéressé par les questions de défense européenne et des relations internationales avec l'Asie.

La France en Indo-Pacifique : une stratégie à la hauteur de ses ambitions ?

Par Lucie Denis

Il y a une dizaine d'années, l'Indo-Pacifique s'est imposé comme le cœur de la géopolitique mondiale de plus en plus dominée par l'escalade de la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine[442], affectant l'équilibre régional des pouvoirs et créant de nouveaux défis sécuritaires. Pour de nombreux États, la montée en puissance de la Chine est une source d'anxiété géopolitique, alimentant une crainte de bouleversement de l'ordre mondial et de l'équilibre stratégique[443]. En réponse, les puissances moyennes européennes ont adopté de nouveaux récits stratégiques pour promouvoir et défendre leur propre vision de l'ordre international[444]. Au cœur de cet espace, la France, grâce à ses territoires d'outre-mer, est la seule puissance européenne présente de manière significative dans la région. Elle y occupe une position unique, enracinée dans des liens historiques, culturels et géographiques, en tant que membre de l'UE disposant d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et d'un arsenal nucléaire. La France a fait de la région une priorité stratégique, le président Macron soulignant l'importance d'être une puissance moyenne européenne capable de jouer un rôle significatif[445]. L'initiative d'Emmanuel Macron en 2018 marque le premier pays européen à établir une stratégie indo-pacifique indépendante,

[442] ROSSITER, Ash & CANNON, Brendon. *Conflict and Cooperation in the Indo-Pacific* Routledge, 2020. 214 p.
[443] SAINT-MÉZARD, Isabelle. Géopolitique de l'Indo-Pacifique. PUF, 2022. 216 p.
[444] AHMED, Faisal & SHARMA, Arbuda.*Geo-economic Perspectives in the Global Environment*. Routledge India, 2022. 220p.
[445] ROSS, Jacob. « *Macron's Indo Pacific Act* ». German Council on Foreign relations [en ligne], 28 Juin 2023 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://dgap.org/en/macrons-indo-pacific-balancing-act

équilibrant autonomie et coopération. L'intérêt renouvelé de la France pour la région est motivé par l'influence croissante de la Chine[446], qui a fait de l'Indo-Pacifique un point névralgique stratégique du XXIe siècle[447]. Parallèlement, la France s'est positionnée comme le porte-drapeau de l'UE dans l'Indo-Pacifique, promouvant une vision européenne fondée sur la sécurité, la stabilité et le respect du droit international. Elle a joué un rôle crucial en initiant la stratégie européenne pour l'Indo-Pacifique, adoptée en 2021, afin de mieux coordonner les actions des États membres face aux enjeux géopolitiques de la région. Cette situation représente à la fois une opportunité et un défi pour la France, qui, tout en étant une puissance moyenne, cherche à préserver sa position d'acteur majeur et revendique une responsabilité particulière en matière de maintien de la paix et de stabilité régionale. Aspirant à renforcer sa stature internationale, elle se veut une force d'initiatives notamment en matière de sécurité[448]. Par le biais d'une stratégie indo-pacifique ambitieuse, la France cherche à offrir une alternative à la polarisation entre les grandes puissances, en évitant la confrontation directe avec la Chine [449]. Cependant, dans un contexte où les grandes puissances redéfinissent les règles du jeu, la stratégie française est souvent perçue comme le reflet d'une puissance moyenne en quête de pertinence[450]. Faut-il alors y voir le signe d'une capacité déclinante à peser sur les affaires mondiales, ou, au contraire, un repositionnement stratégique astucieux ? Pour répondre à cette question, il est

[446] NICOLAS, Françoise. « *France's Indo-Pacific strategy: inclusive and principled* ». *East Asian Forum* [en ligne], 12 décembre 2019 [consulté le 04/02/20205]. Disponible sur: https://eastasiaforum.org/2019/12/12/frances-indo-pacific-strategy-inclusive-and-principled/

[447] ASSEMBLÉE NATIONALE [en ligne]. « *Rapport d'information n°5053 les enjeux de défense en Indopacifique* ». Assemblée Nationale, 17 février 2022 [consulté le 04/02/20205]. Disponible sur: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_def/l15b5053_rapport-information

[448] BONDAZ, Antoine. *« La France, une puissance d'initatives et de solutions en Indo Pacifque »*. FRS [en ligne], 15 novembre 2022, [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2022/202237.pdf

[449] COURMONT, Barthélémy. *« L'Indo-Pacifique français : réenchanter la troisième voie? »*. IRIS [en ligne], 14 mai 2024 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.iris-france.org/186239-lindo-pacifique-francais-reenchanter-la-troisieme-voie/

[450] PÉRON - DOISE, Marianne. *« Signature de l'AUKUS : révision des stratégies d'alliances dans l'Indopacifique? »*. IRIS [en ligne], 7 décembre 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.iris-france.org/163139-signature-de-laukus-revision-des-strategies-dalliances-dans-lindopacifique/

crucial d'analyser les motivations et objectifs de la France dans cette région, les défis auxquels elle fait face et la portée réelle de son influence.

Les ambitions et la stratégie de la France dans l'Indo-Pacifique

La France occupe une position unique dans l'Indo-Pacifique. Sa présence est ancrée dans son passé colonial. Depuis le 17e siècle, ses expéditions ont renforcé son influence, notamment avec l'acquisition de Tahiti en 1842, de la Nouvelle-Calédonie en 1853, et des îles Wallis et Futuna à la fin du 19e siècle. Malgré les défis de la décolonisation, la France conserve une forte présence grâce à ses territoires d'outre- mer, couvrant près de 9 millions de km² de ZEE. Ce patrimoine colonial « *fait de la France une présence, voire une puissance, dans l'Indo-Pacifique* »[451]. Cet espace abrite aussi 1,6 million de citoyens français, ce qui en fait une région stratégique et de souveraineté pour la France. En conséquence, la France se considère comme « une nation à part entière » dans cette zone, investie non seulement dans la défense de ses intérêts nationaux, mais également dans la stabilité et la prospérité régionale. En raison de ces circonstances, la France a adopté une approche unique de la région indo-pacifique. La stratégie indo-pacifique de la France est une réponse aux risques perçus de la montée en puissance de la Chine et de la rivalité entre les grandes puissances qui pourraient menacer les intérêts, l'influence, et le statut de la France. Cette situation a conduit la France à réévaluer sa position et ses objectifs dans la région. Les actions de la France dans l'Indo-Pacifique visent à protéger sa position mondiale, à répondre à ses besoins uniques et à façonner l'équilibre stratégique de la région en promouvant une « *puissance d'équilibre* »[452] et une « *troisième voie* » au-delà des

[451] ALDRICH, Robert. (2021), « From the French Compagnie des Indes to France in the Indo-Pacific ». *The French Australian Review*, 2021, n°70, p.4-19.
[452] ROSS, Jacob. « *Macron's Indo Pacific Act* », German Council on Foreign relations [en ligne], 28 Juin 2023 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://dgap.org/en/macrons-indo-pacific-balancing-act

alliances traditionnelles[453], ce qui lui permet de gérer les menaces à la sécurité par elle-même. Pour atteindre ces objectifs, la France développe sa stratégie à travers l'action multilatérale, adaptée à l'évolution des dynamiques de puissance, et cherche à contrer la domination potentielle de la Chine en renforçant la sécurité régionale et en développant la coopération entre les pays de la région. Cette ambition a été réaffirmée par le président français dans la Revue stratégique nationale 2022 : « *Je veux qu'en 2030, la France ait conforté son rôle de puissance d'équilibres* » [454]. Influencée par ces circonstances, la doctrine française sous Macron a mis un accent sans précédent sur la région indo-pacifique depuis le retrait d'Indochine en 1954. Son gouvernement réaffirme constamment le statut de la France en tant que puissance indo-pacifique clé, et a fortement lié l'engagement de la France à ses propres intérêts nationaux. La stratégie de la France est définie dans plusieurs documents et discours clés, qui soulignent tous la nécessité de trouver un équilibre entre l'autonomie stratégique et la coopération internationale (« Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif » ; « La Stratégie de Défense Française en Indopacifique » ; « Partenariats de la France dans l'Indopacifique »). Ces documents décrivent les principaux objectifs de la France dans la région : sauvegarder sa souveraineté territoriale, réduire l'instabilité en limitant son implication dans la rivalité entre les États-Unis et la Chine, et façonner les développements régionaux pour qu'ils reflètent ses intérêts et ses valeurs[455]. Pour atteindre ces objectifs, la France a pris plusieurs mesures grâce à une présence

[453] BACHELIER, Jéremy & PAJON, Céline. « *La France dans l'Indo Pacifique pour une posture pragmatique* ». IFRI [en ligne], 10 Octobre 2023 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.ifri.org/fr/etudes/la-france-dans-lindopacifique-pour-une-posture-strategique-pragmatique

[454] SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE NATIONALE. *« Revue stratégique 2022 »*. Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale [en ligne], 9 novembre 2022 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Revue%20nationale%20strat%C3%A9gique%20-%20Fran%C3%A7ais.pdf

[455] BONDAZ, Antoine. *« La France, une puissance d'initiatives et de solutions en Indo Pacifique »*. FRS [en ligne], 15 novembre 2022, [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2022/202237.pdf

militaire permanente dans la région, avec près de 8 000 militaires déployés sur de nombreuses bases militaires et un vaste réseau diplomatique. La sécurité et la défense sont le pilier central de cette stratégie, avec quatre axes principaux : la défense de la souveraineté et des zones économiques, la sécurisation des espaces régionaux autour des territoires d'outre-mer par la coopération militaire, la garantie du libre accès aux voies maritimes et le maintien de la stabilité par l'action multilatérale. La France a renforcé sa présence militaire en organisant ses forces en cinq commandements régionaux et deux commandements sous-régionaux (ALINDIEN pour l'océan Indien ; ALPACI pour le Pacifique). Outre une présence militaire permanente dans la région, elle mène des dialogues de défense croissants, des accords, des exercices conjoints et des missions de surveillance. Au-delà de ces aspects militaires, la stratégie diplomatique de la France dans l'Indo-Pacifique est centrée sur la gestion des crises régionales et de la sécurité, le renforcement des partenariats avec les acteurs régionaux clés pour contrebalancer l'influence croissante de la Chine, le renforcement des liens avec les organisations régionales telles que l'ASEAN, et la promotion des biens communs mondiaux tels que le climat et la santé, avec une implication accrue de l'UE. La stratégie de défense de la France se concentre également sur des partenariats stratégiques et des accords d'armement avec des nations clé afin de protéger ses territoires et de préserver un ordre fondé sur des règles, ainsi que de renforcer la sécurité et l'influence régionale. En réponse aux groupes dirigés par les États-Unis, tels que le QUAD et l'AUKUS, la France a récemment renforcé ses liens régionaux avec l'Australie, l'Inde et le Japon. Sous Macron, des accords ont également été signés avec des partenaires régionaux, faisant de la France une présence européenne de premier plan dans l'Indo-Pacifique [456]. La stratégie de la France met également l'accent sur la promotion du commerce et de l'innovation

[456] GRARE, Frédéric. *« France the Other Indo Pacific Power »*. Carnegie Endowment [en ligne], 21 octobre 2020 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://carnegieendowment.org/research/2020/10/france-the-other-indo-pacific-power?lang=en

technologique, ainsi que sur la résolution de problèmes mondiaux, tels que le changement climatique, la sécurité sanitaire et la gouvernance maritime, en alignant ces priorités sur les objectifs plus larges de l'UE. La stratégie indo-pacifique de la France est multiple, alliant sécurité, partenariats stratégiques, promotion du multilatéralisme et développement durable. Cependant, bien que misant sur ses atouts historiques et ses alliances pour rester un acteur clé dans la région, la France est confrontée à de nombreux défis qui impactent sa capacité à influencer les affaires mondiales de manière indépendante.

Les limites et défis de la stratégie française dans l'Indo-Pacifique

Malgré une stratégie ambitieuse et une présence solide, la France doit surmonter des obstacles qui affectent son influence et son efficacité dans l'Indo-Pacifique. Analyser ces défis permet de mieux comprendre les marges de manœuvre dont dispose la France dans une région stratégique, mais de plus en plus contestée. Le principal défi pour la France est la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine, qui transforme l'Indo-Pacifique en un théâtre de compétition stratégique intense. La montée en puissance de la Chine remet en cause l'hégémonie américaine, créant un climat d'hostilité dans la région, obligeant les puissances moyennes comme la France à réévaluer leur rôle[457]. Ces tensions présentent de nouveaux défis et opportunités pour ces États et un rôle plus influent[458], mais réduisent également la marge de manœuvre de la France, qui doit naviguer entre les pressions exercées par Pékin, et les attentes de ses alliés occidentaux, notamment les États-Unis. Dans ce contexte de compétition accrue, les puissances moyennes sont enclines à équilibrer leurs stratégies, en encourageant les interactions de collaboration entre les grandes puissances afin d'éviter de s'aligner

[457] COOPER, Andrew. « Squeezed or revitalised? Middle powers, the G20 and the evolution of global governance ». *Third World Quarterly*, 2013, 34 n°6, p. 963-984.
[458] BALCER, Adam. Golden age of middle powers? Warsaw: Centre for European Strategy Foundation, 2012.

entièrement sur l'une ou l'autre[459]. Un autre défi majeur pour la France est le manque de ressources militaires et financières pour assurer une présence durable. Malgré ses bases à La Réunion, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, elle ne peut rivaliser militairement avec les grandes puissances régionales. Malgré une vision stratégique claire, la France ne dispose pas des ressources nécessaires pour rivaliser avec des puissances majeures comme les États-Unis ou la Chine[460]. Le sénat français s'est même demandé si ses efforts en matière de diplomatie et de défense étaient conformes à ses ambitions[461]. De toute évidence, cette situation risque d'affaiblir la stratégie de la France et d'accroître sa dépendance à l'égard des États-Unis, réduisant ainsi son influence[462]. Les contraintes budgétaires limitent également les déploiements navals et les opérations conjointes, ce qui suscite des inquiétudes quant à son impact réel sans soutien extérieur[463]. Malgré la modernisation en cours, les améliorations restent insuffisantes. L'amiral Pierre Vandier[464] souligne la nécessité d'augmenter les ressources, ce qui laisse la France avec une capacité de projection limitée et complique les interventions rapides dans les crises régionales. L'éloignement de la France ajoute des défis logistiques, des coûts élevés et de la complexité. L'équilibre entre les engagements régionaux et mondiaux pèse sur ses ressources, d'autant plus que la France reste impliquée dans des opérations coûteuses dans le monde entier. Pour réaliser ses ambitions

[459] ALAGAPPA, Muthiah. *The Long Shadow: Nuclear Weapons and Security in 21st Century Asia*. Stanford University Press, 2008. 592p.

[460] COLE, Alistair & CABESTAN, Jean- Pierre. (2024). « The Ties That Bind: Protection and Projection in France's Indian Ocean Islands of Mayotte and Réunion » . *Geopolitics*, 29, nº5, p. 1-25.

[461] BONDAZ, Antoine, & DESBONNETS, Marie. « *Overseas territories: Enhancing sovereignty and regional integration in the Indo-Pacific* ». FRS [en ligne], 15 décembre 2023 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.frstrategie.org/en/publications/fiches-indo-pacifique/n1-overseas-territories

[462] BACHELIER, Jéremy & PAJON, Céline. *« La France dans l'Indo Pacifique pour une posture pragmatique »*. IFRI [en ligne], 10 Octobre 2023 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.ifri.org/fr/etudes/la-france-dans-lindopacifique-pour-une-posture-strategique-pragmatique

[463] Assemblée Nationale. « *La stratégie de la France et de l'Europe à l'égard de la Chine Assemblée nationale* ». Assemblée Nationale [en ligne], 7 Février 2022 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/politique_france_europe_chine

[464]Vandier, Pierre. « *Contre la marine chinoise, nous gagnerons si nous nous battons ensemble' affirme l'amiral Vandier* ». Le Figaro [en ligne], 11 Août 2022 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.lefigaro.fr/international/taiwan-contre-la-marine-chinoise-nous-gagnerons-si-nous-nous-battons-ensemble-affirme-l-amiral-vandier-20220811

stratégiques, elle s'appuie de plus en plus sur des alliés régionaux comme l'Australie et le QUAD, ce qui met en évidence l'écart entre ses ambitions et ses capacités, qui pourrait nuire à son influence et à sa crédibilité[465]. Des forces géopolitiques extérieures menacent les ambitions de la France dans la région. Si des partenariats comme celui avec l'Australie soutiennent un ordre fondé sur des règles, ils exposent également la France à la déstabilisation de puissances telles que la Chine et la Russie. Ces actions, y compris l'ingérence politique, le désordre économique et social, les cyberattaques et la désinformation, ciblent des territoires français comme la Nouvelle-Calédonie, compliquant ainsi sa position stratégique. La valeur stratégique de la Nouvelle-Calédonie réside dans son rôle militaire et dans ses riches ressources, ce qui en fait une « *poudrière* » potentielle, capable de déstabiliser l'ensemble de la région[466]. Les violentes émeutes qui ont éclaté depuis mai 2024 soulignent sa vulnérabilité, la Chine cherchant à tirer parti de la situation pour faire avancer ses objectifs économiques et géopolitiques[467]. L'expansion de la Chine pourrait marginaliser la France et affaiblir ses alliances. Ces interférences extérieures compliquent évidemment la capacité de la France à prendre des décisions indépendantes et à maintenir son influence mondiale. La France veut se positionner en leader de l'Europe dans l'Indo-Pacifique, mais cela nécessite une coopération européenne difficile à obtenir. Les divergences de priorités au sein de l'UE, notamment avec les pays d'Europe centrale et orientale plus proches de la Chine, compliquent l'adoption d'une position commune. L'engagement militaire limité de l'Allemagne et des Pays-Bas accroît la dépendance vis-à-vis de la France. De plus, la lourdeur décisionnelle de Bruxelles

[465] BACHELIER, Jéremy & PAJON, Céline. *« La France dans l'Indo Pacifique pour une posture pragmatique »*. IFRI [en ligne], 10 Octobre 2023 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.ifri.org/fr/etudes/la-france-dans-lindopacifique-pour-une-posture-strategique-pragmatique

[466] ALDRICH, Robert. *France, Oceania and Australia, Past and Present.* University of Sydney, 1991. 203p.

[467] SIEKIERKA, Karolina. *« The Future of France in the Indo Pacific region in relation to the upcoming independence referedundum in New Caledonia »*. Institute of New Europe [en ligne], 23 novembre 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://ine.org.pl/en/the-future-of-france-in-the-indo-pacific-region-in-relation-to-the-upcoming-independence-referendum-in-new-caledonia/

freine la réactivité de l'UE, affaiblissant son rôle stratégique dans la région. La formation de nouvelles alliances régionales, telles que l'AUKUS et le QUAD, représente un défi de taille pour la stratégie française. Ces alliances, qui visent à contrer l'influence chinoise dans la région, se concentrent principalement sur la sécurité et la défense, ce qui les place en concurrence directe avec les initiatives françaises. L'annonce de l'AUKUS en 2021 a particulièrement illustré les limites de la stratégie française. Ainsi, l'annulation du contrat de sous-marins de 2016 entre la France et l'Australie en faveur d'un partenariat avec les États-Unis et le Royaume-Uni a mis en lumière la difficulté pour la France de s'imposer face à des alliances dominées par les grandes puissances anglo-saxonnes[468]. La France a été publiquement humiliée et écartée lors de l'annonce de ce pacte de sécurité[469]. Avec cette annulation, les aspirations générales de la France dans la région ne correspondaient alors plus à ses objectifs initiaux, ce qui a amené les Français à considérer cette décision comme un « *coup de poignard dans le dos* »[470] . Cette décision abrupte a non seulement tendu les relations diplomatiques entre la France et les membres d'AUKUS, provoquant une crise diplomatique majeure, mais a également diminué l'influence stratégique de la France dans l'Indo-Pacifique à un moment où la France lutte pour s'assurer un rôle clé. Pour les Français, AUKUS représentait une violation de l'engagement de l'Australie en faveur d'une stratégie régionale partagée pour les 50 prochaines années[471].

[468] DAMJANOVIC, Ivana & DE SADELEER, Nicolas *« The French-Australian Submarine Affair: Can It Sink the EU Indo-Pacific Strategy? »*. Australian Institute of International Affairs [en ligne], 1 octobre 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.internationalaffairs.org.au/australianoutlook/the-french-australian-submarine-affair-can-it-sink-the-eu-indo-pacific-strategy/

[469] TÜRKCAN, Muhammed Lutfi. *« AUKUS and the Return of Balance of Power Politics*. TRT World Research Centre [en ligne], 3 janvier 2022 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://researchcentre.trtworld.com/wp-content/uploads/2022/01/Aukus-1.pdf

[470] LE DRIAN Jean-Yves. *« Jean-Yves Le Drian dénonce "un coup dans le dos" après la rupture du contrat des sous-marins par l'Australie »*. France Info [en ligne] 16 septembre 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/rupture-du-contrat-des-sous-marins-par-l-australie-c-est-un-coup-dans-le-dos-denonce-jean-yves-ledrian_4770743.html

[471] MOORE, Timothy & RUDRA, Natasha & GILLEZEAU, Natasha. *«"Get on with it": PM on fallen France deal ». Financial Review* [en ligne], 3 novembre 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.afr.com/politics/federal/pfizer-raises-vaccine-revenue-forecast-to-48b-20211103-p595fz

Une perte d'influence ou un repositionnement stratégique ?

L'analyse de la stratégie française dans l'Indo-Pacifique soulève la question de savoir si ses actions relèvent d'un déclin de ses capacités, ou bien d'un repositionnement stratégique calculé. D'un côté, la France maintient une ambition d'autonomie stratégique, un concept qui trouve ses origines dans la « *politique de grandeur* » du général de Gaulle et qui est au cœur de la politique de défense française. Cette volonté reflète une nostalgie gaulliste de la grandeur passée de la France, promouvant l'indépendance vis-à-vis des grandes puissances[472]. La dissuasion nucléaire et la présence territoriale étendue dans le monde entier, y compris le plus grand domaine maritime du monde, aident la France à se percevoir comme une nation supérieure[473]. Dans cette tradition, la France se positionne comme une « puissance d'équilibre », capable de naviguer entre les rivalités sino-américaines. En conséquence, certains soutiennent que la France est le seul membre de l'UE à réellement comprendre les implications pratiques de l'autonomie stratégique, un enjeu clé dans la compétition entre les États-Unis et la Chine[474]. La France mise sur le multilatéralisme pour renforcer son influence, en promouvant une stratégie européenne dans l'Indo-Pacifique qui reflète ses propres priorités stratégiques. Elle s'est imposée comme principal interlocuteur européen dans la région, ce qui lui permet de peser davantage dans les débats géopolitiques. En s'appuyant sur l'UE et ses priorités communes, ce repositionnement stratégique lui permet de compenser ses limites et d'accroître sa légitimité et son impact. Un autre aspect crucial de cette stratégie est la gestion des alliances. L'épisode de l'AUKUS, bien que perçu comme un revers majeur pour

[472] DAVID, George. « Le mythe de l'autonomie stratégique: une perspective de l'extérieur sur la capacité des puissances d'agir seules ». *Revue Defense Nationale*, 2022, N° Hors-série 3, p. 141-152.
[473] UNION IHEDN. *«Pour l'autonomie stratégique de la France»*. IHEDN Poitou Charentes [en ligne], Août 2017 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: http://ihednpoitoucharentes.fr/wp-content/uploads/2019/04/ihedn-union_note-de-position_2017-08_autonomie-strategique-de-la-france-v4.pdf
[474] ARTEAGA Felix. (2017). *« Appropriate level of European strategic autonomy »*. IRIS [en ligne], Novembre 2016 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/11/ARES-Group-Report-Strategic-autonomy-November-2016.pdf

la France[475], a démontré sa résilience. En réaction, elle a renforcé ses relations bilatérales avec d'autres partenaires. En outre, après une série de crises diplomatiques, la France et l'Australie étaient déterminées à dépasser les tensions du pacte AUKUS de 2021, et à reconstruire leurs relations sur des bases plus stables[476]. Cette reconnaissance mutuelle a été renforcée par la feuille de route Australie-France de 2023, qui définit un nouveau programme de coopération bilatérale. Les exercices de La Pérouse mettent en évidence ce changement, montrant que la collaboration avec des alliés plus forts est cruciale pour maintenir son influence en tant que puissance moyenne dans un monde plus polarisé[477]. Cela montre la capacité française à s'adapter rapidement sans renoncer à ses ambitions stratégiques, confirmant son rôle d'acteur influent dans la région. Toutefois, ces efforts sont parfois limités par la perception régionale de l'engagement français. En raison de son passé colonial, la France est parfois vue comme une puissance interventionniste, comme le démontre la crise en Nouvelle-Calédonie. Cette perception complique ses initiatives de sécurité et de défense. Pour surmonter ces obstacles, la France privilégie des actions non conflictuelles, comme la lutte contre le changement climatique, afin de se présenter comme un partenaire respectueux des priorités locales.

Conclusion

La stratégie française dans l'Indo-Pacifique reflète à la fois les ambitions d'une puissance soucieuse de préserver son statut mondial, et les contraintes d'un

[475] PEROT, Elie. (2021). « The Aukus agreement, what repercussions for the European Union? **»** *The Robert Schuman Foundation - European Issue*, n°608. https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0608-the-aukus-agreement-what-repercussions-for-the-european-union

[476] GIRELLI, Mrvin. (2024, Juillet 17). *« French-Australian Military Cooperation: The Amiens Legacy »*. Australian Institute of International Affairs. https://www.internationalaffairs.org.au/australianoutlook/french-australian-military-cooperation-the-amiens-legacy/

[477] MAHADZIR, Dzirhan. *« French Officials: Jeanne D'Arc Deployment Enhances Interoperability With Partners »*. USNI News [en ligne] 13 Juin 2021 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: .https://news.usni.org/2021/06/13/french-officials-jeanne-darc-deployment-enhances-interoperability-with-partners

environnement géopolitique en mutation avec une Chine de plus en plus ambitieuse. Dans le contexte actuel de l'Indo-Pacifique, la France apparaît comme une puissance moyenne avec des ambitions mondiales [478]. Cependant, la vision de la France a été critiquée à plusieurs reprises pour son « *ambiguïté* » et son manque de moyens à la hauteur de ses ambitions, remettant en cause sa crédibilité [479]. Il serait toutefois réducteur d'interpréter la stratégie française uniquement à travers le prisme du déclin. Certes, ses ressources militaires et économiques sont limitées par rapport aux superpuissances, et sa capacité d'action est parfois entravée par des contraintes internes ou externes. Cependant, la France ne se résigne pas à une marginalisation, et elle a su redéfinir son approche pour maximiser son influence malgré ces défis. En réalité, la France semble se repositionner de manière pragmatique pour répondre aux évolutions du contexte géopolitique, en combinant autonomie stratégique, multilatéralisme et flexibilité dans la gestion des alliances. La stratégie française dans l'Indo-Pacifique oscille donc entre un déclin relatif de ses capacités autonomes et une réorientation stratégique pragmatique. Dans ce contexte, l'avenir de l'influence française dépendra de sa capacité d'ajuster ses ambitions en tenant compte des nombreux défis auxquels elle est confrontée [480]. Trois axes majeurs permettront à la France de renforcer son influence future dans l'Indo-Pacifique : s'appuyer sur ses partenariats régionaux, mobiliser l'UE autour d'une vision commune dans laquelle la France se positionne comme un pont entre l'UE et l'Indo-Pacifique [481], et adapter sa stratégie en temps réel aux évolutions géopolitiques. Sa capacité à influencer les affaires

[478] MCKERCHER, Brian. *The Routledge Handbook of Diplomacy and Statecraft*. Routledge, 2022. 524p.
[479] PERROT, Sophie. *Can France's Military Live Up to Its Ambitions in the Indo-Pacific?*. The Diplomat [en ligne], 22 Juin 2022 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://thediplomat.com/2022/06/can-frances-military-live-up-to-its-ambitions-in-the-indo-pacific/
[480] BONDAZ, Antoine. *« La France, une puissance d'initatives et de solutions en Indo Pacifque »*. FRS [en ligne], 15 novembre 2022 [consulté le 04/02/2025]. Disponible sur: https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2022/202237.pdf
[481] HOSOYA, Yuichi & KUNDNANI, Hans. *The Transformation of the Liberal International Order: Evolutions and Limitations*. Springer Nature, 2023. 140p.

mondiales de manière indépendante reste conditionnée par l'évolution des rapports de force régionaux et le soutien de ses partenaires européens et internationaux. Loin d'être un acteur en déclin, la France a les atouts nécessaires pour se repositionner de manière crédible et pertinente dans une région clé pour les équilibres globaux.

À PROPOS DE L'AUTRICE

Lucie Denis est membre du comité Asie- Pacifique et a rédigé de nombreux travaux sur les problématiques de sécurité et défense de cette région. Elle est diplômée d'un master en « International Studies and Diplomacy » de l'université de SOAS à Londres et poursuit actuellement un master en « Conflict Resolution in Divided Societies » dans le « War Department » à King's College London.

RECENSION D'OUVRAGE

ENDRESS, Tobias et Yuosre F. BADIR (dir.) *Business and Management in Asia: Disruption and Change*. Springer, 2024.

Par Christophe K.

Tobias ENDRESS et Yuosre F. BADIR, enseignants à l'*Asian Institute of Technology* en Thaïlande, dirigent cet ouvrage collectif publié en 2024. Vingt-cinq auteurs y explorent les dynamiques de disruption et de changement qui marquent aujourd'hui les économies asiatiques. Dans un contexte de transformation rapide des structures économiques et des environnements d'affaires, entreprises et décideurs sont contraints d'adapter leurs stratégies et leurs modes de fonctionnement. La disruption désigne les ruptures profondes provoquées par les innovations technologiques et les évolutions sociopolitiques, tandis que le changement renvoie à la mise en place de pratiques conciliant performance économique et préservation des ressources humaines et naturelles. Les chapitres s'inscrivent dans une double approche : d'une part, théorique, en mobilisant des concepts de gestion de l'innovation et de résilience organisationnelle ; d'autre part, pratique, en s'appuyant sur des études de cas. Celles-ci permettent d'appréhender les réponses locales à des défis globaux. Certaines sont ciblées, comme l'analyse des enjeux interculturels dans une coentreprise navale entre le Vietnam et les Pays-Bas ; d'autres sont plus transversales, portant entre autres sur la transformation numérique et les régulations associées, observées à l'échelle de plusieurs pays. Ainsi, David Galipeau évoque les trajectoires de Grab, plateforme

de transport et de services fondée en Malaisie, et celle de Paytm, entreprise pionnière du paiement mobile née en Inde. Le livre invite à repenser les modèles économiques traditionnels et à adopter de nouvelles méthodes pour maintenir sa compétitivité. Cela nécessite une capacité à anticiper – voire exploiter – les ruptures avant qu'elles ne deviennent des menaces. Toutefois, malgré sa promesse de couvrir « l'Asie », la majorité des cas se concentrent sur l'Asie du Sud-Est et de l'Est. De plus, certains chapitres traitent de sujets proches, ce qui crée des recoupements parfois redondants, nuisant à l'articulation de l'ensemble. Si les dimensions sécuritaires sont peu abordées, elles restent pourtant étroitement liées aux transformations économiques et organisationnelles. La stabilité géopolitique régionale conditionne en grande partie la capacité des entreprises à gérer l'incertitude et à s'adapter durablement. En ce sens, une forme de "visibilité sécuritaire" s'impose comme un levier stratégique, non seulement pour faire face aux phases de disruption et de changement, mais aussi pour maintenir un avantage concurrentiel. Cela se vérifie, par exemple, pour les entreprises confrontées à des décisions de (dé)localisation, de diversification ou de sécurisation de leurs chaînes d'approvisionnement. L'Asie est fréquemment présentée comme le moteur de la croissance mondiale. Ainsi, les cadres théoriques et pratiques présentés dans cet ouvrage seront pertinents tant pour les entreprises implantées ou projetant des activités dans la région, que pour celles qui, hors région, cherchent à s'adapter à des environnements instables et disputés commercialement. L'apport méthodologique des auteurs permet d'élargir l'audience potentielle

publication@jeunes-ihedn.org